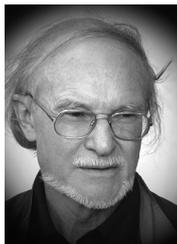


10<sup>e</sup> UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'INNOVATION RURALE

## Du destin au dessein



Dix ans, cela se fête. Et parcourir les sujets traités sous les platanes de Marciac, c'est reconstituer le cheminement des idées et des questionnements sur l'agriculture et les territoires ruraux au cours de la dernière décennie. Ce que progressivement nous avons réussi à construire ici, c'est un lieu d'échanges interculturels, un « climat » favorable à la prise de parole de tous, qui fait progresser notre lucidité personnelle et celle des groupes auxquels nous appartenons. Cet état d'esprit et cet itinéraire au long des années, des hommes et des idées nous ont amené à introduire pour cette édition anniversaire la notion du destin. Celui de notre agriculture ainsi que des acteurs qui en vivent et la font vivre. Dans un contexte fortement imprégné par le sentiment de désarroi des agriculteurs, 200 participants, issus des milieux économiques, universitaires, politiques et associatifs, ont été conviés à réfléchir sur les diverses acceptions du terme destin appliqué à l'agriculture française. Sommes-nous dépossédés de son avenir, enserré entre les mains de forces qui nous sont extérieures, ou avons-nous encore une capacité d'agir, pour bâtir et infléchir une trajectoire pérenne dans un monde en mouvement ? Rassemblant notamment les experts qui ont éclairé, au long de l'année, le cycle des cafés-débats menés à Marciac, « Comprendre les agricultures du monde », cette dixième Université d'Été se propose d'éclairer les dynamiques complexes dans lesquelles s'inscrit l'agriculture française. Témoignages, réactions, conférences, forums hybrides et travaux de synthèse font circuler les points de vue, aménagent des effets miroir et éclairent des pistes, identifiant les points qui méritent de poursuivre nos réflexions... l'année suivante.



Jean-Claude  
Flamant.

Les actes de l'Université d'Été de l'Innovation Rurale sont conçus, rédigés et édités par la Mission d'Animation des Agrobiosciences (MAA). **Directeur de la MAA** : Jean-Claude Flamant. **Directeur de la publication** : Jean-Marie Guilloux. **Rédaction** : Sylvie Berthier, Valérie Péan. **Mise en page et photogravure** : Nuances du Sud. **Imprimeur** : Parchemins du Midi - ISSN 1637-5319. Mission d'Animation des Agrobiosciences : ENFA, BP 72638, 31321 - Castanet-Tolosan Cedex. Tél. : 05 62 88 14 50. Fax : 05 62 88 14 51. Mel : [barbace@agrobiosciences.com](mailto:barbace@agrobiosciences.com). Site web : [www.agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org).

## QUI A LA MAIN ?

LES GROUPES DE RÉFLEXION

**Sommes-nous dépossédés de notre destin ?**« *Paysan, ce n'est plus une vie* »Restitution par Jérôme Sainte-Marie,  
animé par Gilles de Mirbeck

P4

**Et si les leviers du destin passaient par les coopératives ?**Présenté par Bernard Wiss,  
animé par Jean-Claude Flamant

P5

**Consommer, c'est aussi un destin ?**Exprimés par Marie Vella et Brigitte Prévost,  
échanges qu'animaient Claire Romanens et Jean-Marie Guilloux

P6

RESTITUTION DES CERCLES D'ÉCHANGES

**Quel sort réserver au destin ?**

RÉACTION

P7

**Les raisons d'un pessimisme ambiant**

Par Dominique Desjeux

P10

**« Agriculture d'ici ou d'ailleurs : il est logique que s'exprime un mal-être »**

Par Emmanuelle Auriol

P12

## LECTURES D'AILLEURS

TÉMOIGNAGE

**J'ai décidé de dire non à la fatalité**

Bienvenu Zonu

P16



TABLE RONDE

**Ici, vu depuis les États-Unis**Animée par Philippe Baralon, avec Jean-Christophe Debar,  
Alex Miles et Georges Cassagne

P17

ÉCHANGES AVEC LA SALLE

**Les États-Unis filent un mauvais coton**

P19



TABLE RONDE

**Ici, vu depuis les pays du Sud**Animée par Gilles de Mirbeck, avec Omar Bessaoud,  
et Alexis Krycève

P20

CONFÉRENCE

**Ici vu depuis les pays de l'Est**Animée par Jean-Claude Flamant,  
Avec Piotr Dabrowski et Alain Pouliquen

P23



RÉACTION

**« La mondialisation se passerait mieux partout ailleurs... »**

Par Emmanuelle Auriol, économiste

P26

RÉACTION

**Destinées et destin du monde**

Par Gilles Allaire

P27



## OÙ VA LE MONDE ?

TABLE RONDE

**Les appellations d'origine  
sont-elles prémunies contre  
la standardisation mondiale ?**

P30

Animée par Bertil Sylvander,  
avec Léo Bertozzi et Arño Cachenaout



CONFÉRENCE

**« Les agricultures du monde ont  
un seul point commun : l'existence  
d'un secteur de pauvreté »**

P33

Par Michel Griffon

DÉBAT

**« La dévalorisation de l'agriculture et des paysans  
est une grande constante historique »**

P35



CONFÉRENCE

**« Au  $xx^e$  siècle, l'agriculture  
réapparaît comme la clé  
des équilibres du monde »**

P37

Par Marcel Mazoyer

## DESSINE-MOI UN DESTIN

CONCLUSIONS

**« Commençons  
par écouter les paysans »**

P40

Par Jean-Claude Sabin

**« Revenir au paysan,  
c'est retourner avant 1950 »**

P43

Par Jean-Luc Mayaud

**La monoculture conduit  
à l'appauvrissement**

P45

Par Patrick Denoux



## L'UNIVERSITÉ AU FIL DES ANS ET DES HOMMES

**Ils nous ont quittés**

P50

« Dix ans de réflexion... »

...Dix fondateurs»

P51

PAROLES DE TÉMOINS

« Prendre en compte le temps des générations »

P52

Par Bertrand Vissac

« Les participants sont toujours venus pour agir et non pas subir »

P52

Par Jean de Galard

« Vous abordez des enjeux déterminants, car intégrateurs »

P53

Par Patrice Duran

« On ne fait pas évoluer la société sans les acteurs »

P53

Par Jean-Louis Chauzy

« Un lieu d'échanges »

P54

Par Jean-Louis Guilhaumon

« Pour que la raison des hommes l'emporte »

P54

Par Philippe Martin

« Accompagner les mutations, de 1950 à 2050... »

P54

Par Martin Malvy





Entre fatalité, prédétermination et libre arbitre, quelles visions avons-nous du destin de l'agriculture française ? Quels acteurs ou quelles puissances en sont maîtres ? À quelles conditions peut-on infléchir des tendances si lourdes qu'elles en paraissent irréversibles ? C'est autour de ces interrogations que trois groupes, constitués d'agriculteurs, de consommateurs et de responsables de coopératives, étaient chargés de mener une réflexion en amont, restituée en ouverture de cette Université.

Un exercice auquel se sont également pliés les fameux « cercles d'échange » - presque une tradition désormais convalidant l'ensemble des participants à construire ensemble l'état des lieux de leurs perceptions et de leurs analyses sur le sujet. Une entrée en matière où, déjouant les impasses des discours corporatistes et des stratégies défensives, bon nombre d'intervenants sont allés jusqu'à l'autocritique pour pointer les éventuels rendez-vous manqués avec le cours des événements. Des propos fortement teintés de pessimisme, comme l'ont relevé l'ethnologue Dominique Desjeux et l'économiste Emmanuelle Auriol, chargés de ponctuer ce premier temps des débats.

LES GROUPES DE RÉFLEXION

## *Sommes-nous dépossédés de notre destin ?*

« *Paysan, ce n'est plus une vie* »

**Restitution par Jérôme Sainte-Marie**, agriculteur dans les Hautes-Pyrénées, des échanges menés sur le sujet par le Groupe Local de Réflexion, **animé par Gilles de Mirbeck** et constitué d'agriculteurs, d'élus et de citoyens actifs de la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers.

Une période d'incertitudes, un effondrement des références traditionnelles, un sentiment de désarroi partagé par de nombreux agriculteurs... Pour le Groupe local de réflexion, l'heure n'est pas à l'optimisme, même si le cycle des cafés-débats sur les agricultures du monde<sup>(1)</sup> a permis de relativiser les points de vue et que des alternatives émergent progressivement, que ce soit du côté des nouvelles attentes de la société ou des procédures d'actions collectives, notamment dans le domaine du développement local et de l'environnement.

Dans ce contexte, et dans le cadre de la question du destin des agricultures d'ici, trois aspects ont été plus spécialement abordés par le Groupe. Le premier, puisqu'il s'agit d'avenir, concerne l'installation des jeunes, avec cette question des « anciens » : a-t-on encore envie que nos enfants deviennent paysans ? Il faut avouer qu'au regard de la liste des conditions à remplir, rien n'est moins sûr, même dans le cas de la reprise d'une exploitation familiale. Car pour solliciter les aides, il faut avoir une formation agricole adaptée, réaliser une Étude Prévisionnelle d'Installation, dégager un revenu minimum après trois ans de 14 000 €, disposer d'une Surface Minimale d'Installation (au moins 20 ha dans les coteaux pour le département des Hautes-Pyrénées), avoir un revenu tiré à plus de 50 % de l'agriculture, et exercer sa profession pendant au moins 10 ans alors qu'il y a un manque flagrant de lisibilité de l'avenir... Des entraves qui risquent d'entamer la volonté de plus d'un aspirant. Et le Groupe de se demander s'il ne serait pas plus pertinent d'exercer la profession agricole au sein de structures collectives, comme les CUMA ou les banques de travail.

Surtout, est-il encore raisonnable de pousser les jeunes à s'installer ? Continuer à les encourager ne relève-t-il pas du fantasme syndical pour assurer la survie de ces organisations ? « Paysan, ce n'est plus une vie... C'est devenu une somme de contraintes administratives fortes, un revenu assujéti à la manne publique, une perte de reconnaissance à juste ou mauvais titre... autant faire autre chose ».

(1) Cycle de Cafés-débats mensuels organisé à Marciac depuis deux ans [www.agrobiosciences.org/rubrique.php3\\_id\\_rubrique=0005](http://www.agrobiosciences.org/rubrique.php3_id_rubrique=0005)

Du côté des hommes, donc, la relève est loin d'être assurée. Quant à l'avenir de la production agricole, les perspectives ne sont guère plus optimistes : « Demain, l'agriculteur pourra-t-il vivre de sa production ? L'agriculture doit-elle se contenter de bénéfices qui diminuent ? Et vers quel type de production doit-elle désormais se diriger sachant que de grandes tendances rétrécissent déjà nos marges de manœuvre, comme la « territorialisation » des produits - certaines régions se spécialisant dans un seul type de culture – ou l'agrandissement des exploitations. Certes, Midi-Pyrénées a choisi un modèle de développement inverse, basé sur l'exploitation familiale, les critères de qualité et la pluri-activité. Une image idéale, qu'on voit mal s'appliquer aux grands céréaliers, alors même que le maïs est le « nerf de la guerre » de la région, avec des primes représentant 120 à 130 % du revenu agricole. Cesser cette culture ? Cela représenterait un virage à 180 degrés. Il faudrait tout changer, à commencer par notre vie. Or il ne faut pas oublier que la vie d'un agriculteur, c'est seulement 30 moissons. ». Certes, les agriculteurs qui ont fait le choix de la diversité sont moins moroses et plus en lien avec la société, à l'heure où le syndicalisme s'appauvrit et où l'individualisme domine. Un exemple à suivre et à multiplier ? « Nous avons peu liberté de le faire car une fois encore, changer de mode de production, c'est comme arrêter un paquebot en marche : il y a une force d'inertie énorme. »

Quant aux orientations impulsées par les politiques agricoles, refusant de gémir sur l'inéluctable diminution du soutien public, de plus en plus conditionné à des mesures spécifiques, le Groupe pointe le fait qu'une majeure partie des agriculteurs préféreraient vivre de la vente de leur production plutôt que des aides. Sauf que selon Marcel Mazoyer, la libéralisation agricole imposée par les USA et l'Europe génère au niveau mondial la baisse des prix et du revenu agricoles, la montée de l'exode rural, la réduction des salaires dans tous les secteurs et un pouvoir d'achat mondial réduit d'autant. « Peut-on imposer cela à des milliards de paysans ? Un retour à une agriculture plus humaine est-il possible ? À partir de quel revenu un agriculteur peut-il dire qu'il vit correctement ? » Loin de cette échelle planétaire qui laisse peu de prise à tout infléchissement, le Groupe de réflexion voit dans le niveau local la dimension idéale pour se réapproprier un territoire et envisager la concertation d'un ensemble d'habitants en vue de définir une politique agricole par bassin d'emploi. Des contrats tels que les Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) se mettent déjà en place entre les agriculteurs et la société et offrent une piste intéressante. ■

## ***Et si les leviers du destin passaient par les coopératives ?***

**Présentée par Bernard Wiss**, cette synthèse est le fruit des réunions préparatoires animées par **Jean-Claude Flamant** et réunissant des responsables de coopératives agricoles du Gers.

Les coopératives, une solution pour contrer l'érosion des notions de qualité et de terroir, l'éloignement des consommateurs et la tyrannie de la compétitivité mondiale ? C'est ce que laisse entrevoir la restitution des réflexions de ce groupe de travail qui, ne se bornant pas à énumérer les atouts de ces organisations, ont souhaité également mettre à plat lucidement les responsabilités et les virages manqués, pour mieux réenvisager l'avenir. À l'interface entre l'exploitation agricole dont ils sont le prolongement et le marché mondial dont ils ont une bonne connaissance, ces outils de mutualisation pourraient être le moyen-terme entre les deux approches antinomiques que constituent le circuit court (produits vendus à la ferme ou dans des magasins de proximité) et la grande distribution qui représente les trois-quarts du marché national : « Les coopératives sont capables de gérer le circuit court dans le contexte d'un marché mondial, en garantissant une homogénéité des produits et les volumes d'approvisionnement recherchés par les GMS. Pas question, donc, d'opposer les deux démarches. D'autant qu'on ne peut guère se fier aux « bonnes paroles » des consommateurs dont les comportements d'achat contredisent le discours citoyen sur les produits de qualité ».

Une nouvelle fonction, donc, que pourraient assurer les coopératives. Et sans doute ont-elles un intérêt vital à l'assumer : « Contrairement à l'industrie, nous sommes des acteurs régionaux, liés au territoire et contraints à la non-délocalisation. Aussi, même si notre région n'est pas la plus propice à la compétition internationale, nous n'avons pas le droit de l'abandonner, au risque de favoriser la désertification. À moins que l'hypothèse d'une baisse de la production de 30 % liée à la nouvelle PAC se vérifie, ce qui signifierait la disparition des outils coopératifs. »

L'heure serait donc au changement de perspectives. « Les coopératives ont déjà bâti leur destin depuis un certain temps, à travers leur politique de produits de qualité, mais d'une part, nous en rencontrons actuellement les limites économiques. D'autre part, nous nous demandons si nous n'avons pas fait une erreur en nous situant exclusivement du côté des producteurs, laissant ainsi à d'autres la distribution des biens... De ce fait, les leviers du destin nous échappent, que ce soit du côté de l'administration de la PAC ou des marchés mondiaux qui ne tiennent aucunement compte de notre opinion et de nos préoccupations ».

Écartant l'idée de renforcer la défense des producteurs par un lobbying effréné – « nous ne savons pas faire car nous y allons souvent en ordre dispersé », les responsables économiques du groupe de réflexion préfèrent envisager le repositionnement des coopératives à l'interface entre le marché et les producteurs : en se connectant avec les consommateurs, elles assureraient une réactivité de l'offre par rapport à la demande. À ceci près que toutes les filières ne s'y prêtent pas de la même manière : autant les vins et les poulets du Gers sont déjà en lien direct avec le marché, autant il est difficile d'envisager à court terme un tel cheminement pour les céréales et les grandes cultures, longtemps protégées des à-coups du marché mondial par la PAC.

Résumons : « Notre capacité à prendre en main notre destin dépend de la réussite à faire cohabiter les circuits courts et les circuits longs, la qualité et les volumes, mais aussi à regrouper les producteurs pour être représentatifs et donc entendus ; ce doit être un dispositif évolutif pour pouvoir adapter nos réponses au gré des demandes environnementales ou économiques ». Bref, le projet coopératif, dont on trouve les premières origines au XII<sup>e</sup> siècle, et qui rassemble aujourd'hui 3 700 entreprises, est loin d'avoir vécu ses derniers avatars : la force que constitue la mutualisation des moyens est toujours d'actualité et « demain, les coopératives seront une réponse au marché mondial ». ■

## Consommer, c'est aussi un destin ?

**Exprimés par Marie Vella et Brigitte Prévost, ces questionnements et ces remarques sont issus des réunions menées par les associations de consommateurs de Midi-Pyrénées, regroupées au sein du Centre Technique Régional de la Consommation ; échanges qu'animaient Claire Romanens et Jean-Marie Guilloux.**

Trois sujets de préoccupation ont guidé les réunions des représentants d'associations de consommateurs : la qualité et l'hygiène des produits, la reconnaissance de l'agriculteur et le destin... du consommateur ! Des thèmes qui ont suscité de nombreuses interrogations, proposées telles quelles à l'analyse collective et reflétant au passage un exercice de réflexion non dénué d'autocritique et de mise à distance.

Ainsi, que deviennent nos exigences grandissantes en termes de qualité gustative et sanitaire de nos aliments, auxquelles répond d'ailleurs notre agriculture de manière globalement satisfaisante, quand nous tentons de regarder le panorama agricole et alimentaire mondial ? Elles reflètent indubitablement l'écart croissant entre le Nord et le Sud, où les agriculteurs luttent principalement pour leur survie. Sous leur regard, nos attentes ne paraissent-elles pas indé-

centes ? Et peut-on encore s'accorder sur une définition commune de la qualité ou établir des critères minimums de sécurité sanitaire face à l'hétérogénéité des agricultures du monde ?

Une opulence du Nord qui n'empêche pas les consommateurs d'être conscients du mal-être des agriculteurs français, « voués à produire au gré de la conjoncture et à entretenir le paysage en se faisant taxer de pollueur et de gaspilleur ». D'où ce doute : « Finalement, l'agriculture d'ici est-elle un vrai modèle ? Le fonctionnement à base de subventions ne l'est probablement pas et il ne satisfait personne. La répartition mondiale de l'agriculture doit-elle évoluer, y compris en allant jusqu'à la disparition de l'agriculture dans certaines régions du monde et des spécialisations dans d'autres zones, comme le blé en Ukraine, le café au Mexique ? Et cette « nouvelle donne » sera-t-elle imposée ou laissera-t-elle place à des choix ? »

Enfin, détournant à dessein le sujet, les associations ont choisi de s'interroger sur le destin même du consommateur. « Le consommateur consomme, c'est là son destin ! » Sauf que le chemin suit une trajectoire quelque peu sinueuse : « Dans nos attitudes, nous sommes pétris de contradictions. Nous voulons acheter de l'éthique et de la solidarité, tout en ayant des produits standardisés au long de l'année. Nous voulons manger sain et goûteux, mais aussi à bon marché. Nous demandons à être informés d'un point de vue nutritionnel par les étiquettes tout en revendiquant de satisfaire nos envies de plaisir. Nous sommes attachés aux produits du terroir mais nous tenons aussi aux produits exotiques ».

Quant à la notion même de destin, reste à savoir si elle correspond à la définition de la fatalité ou à celle d'un avenir librement construit. En clair, « Notre consommation est-elle un acte volontaire qui correspond à nos désirs profonds ou est-elle induite par le marketing ? » A dessiner le consommateur idéal, « indépendant, cultivé et averti pour échapper aux pressions publicitaires », chacun peut mesurer le chemin encore à parcourir... Sans oublier cette responsabilité : « Sans pour autant susciter la peur de l'ailleurs, quels messages les associations de consommateurs peuvent-elles faire passer pour favoriser l'agriculture d'ici et agir sur le destin de l'agriculteur ? » ■

## RESTITUTION DES CERCLES D'ÉCHANGES

## Quel sort réserver au destin ?

**Comme chaque année, neuf cercles d'échanges ont pris place sous les platanes, pour un premier défrichage du sujet. Mêlant urbains et ruraux, hommes et femmes, gens d'ici et gens d'ailleurs, ces groupes ont dessiné, chacun à leur manière, leur vision du destin de l'agriculture française. Neufs paysages différents, au gré des contraintes exprimées, des pessimismes plus ou moins affirmés et des points de vue plus constructifs.**

**CERCLE 1**

Rapporteur : **Jean-Pierre Nicol**

### *Poids lourds...*

Dans notre cercle, la discussion était très animée et il a été difficile d'établir un constat sur l'état actuel de notre agriculture et sur ses perspectives en terme de destin. D'un côté, l'hyper spécialisation de l'agriculture et de ses productions apparaît comme une tendance lourde, de l'autre, la volonté de mettre en avant des identités territoriales tente de faire surface. Dans un contexte économique et social qui pèse très fortement sur le destin de notre société, il nous paraît nécessaire de relancer des actions collectives et d'affermir les identités régionales.

Par ailleurs, nos échanges se sont consacrés longuement au problème de la formation des prix et de l'insuffisante rémunération du travail agricole. Nous avons ainsi évoqué le poids de la grande distribution et l'effet portefeuille du consommateur en bout de chaîne, les aides à l'agriculture étrangère où l'hypermécialisation conduit parfois à ne subventionner que 10 % des surfaces utiles, la sécurité alimentaire et l'autosuffisance régionale. D'un point de vue plus positif, nous avons également abordé des pistes stratégiques, telles que l'utilisation de la biomasse à des fins énergétiques. En définitive, nous avons conclu qu'il n'y avait pas de modèle agricole unique et que la gestion durable de la planète devait constituer l'une des préoccupations centrales pour construire l'avenir des agricultures du monde.

**CERCLE 2**

Rapporteur : **Valérie Péan**

### *Vous allez être nivelés*

Notre cercle comportait treize Français et un Américain et le rapport de forces a été très nettement en faveur... des États-Unis. A grands traits, nous avons commencé

par dire que nous n'avions pas de vision à long terme de notre avenir agricole, que cela nous dépassait, que nous étions inquiets et pessimistes, que le destin était manœuvré. Là, l'Américain n'a rien dit. Nous avons ensuite mis en avant nos spécificités, à savoir notre richesse gastronomique, la diversité de nos agricultures et de nos paysages. L'Américain a annoncé : « Vous allez être nivelés ». Nous avons dit qu'il faudrait protéger nos terroirs ; il a rétorqué : « Le mot n'existe pas en anglais ». Nous avons dit que nos montagnes étaient formidables, qu'il fallait les préserver, les entretenir et les faire vivre. Il nous a répondu : « Pourquoi vous embêtez-vous ? Vous n'avez qu'à transformer toutes les Pyrénées en une réserve à ours ». Nous avons dit qu'il fallait réintégrer le politique, la société, les agriculteurs dans un grand débat de type États Généraux de l'Agriculture, sans oublier d'y inclure l'industrie agro-alimentaire. Il a corrigé : « Nous, on parle d'agrobusiness ». Nous avons dit qu'il fallait monter sur la colline pour voir plus loin, faire attention à ne pas rater les occasions, qu'on ne pouvait pas vivre sans identité, qu'il fallait retrouver des points d'ancrage, de la considération, du sens, qu'on aurait besoin de toutes les agricultures et de toute la société et qu'au niveau local, tout cela pouvait se faire. L'Américain a conclu : « Marketing ».

**CERCLE 3**

### *Destin en main ?*

Ce sont les agriculteurs qui ont commencé à s'exprimer dans notre cercle, pour justifier les aides perçues, notamment par leur apport en terme d'aménagement du territoire, et pour déplorer que la société les amène à culpabiliser. Nous avons ensuite abordé la nécessité de volontés politiques pour garder notre agriculture, tant au niveau des organisations mondiales et européennes que sur un plan local. En parallèle, certains ont pointé que l'avenir de notre agriculture passe aussi par la volonté entrepreneuriale : celle d'individus portés à innover et à conquérir de nouveaux marchés. D'autres, enfin, ont nuancé en mettant en avant la spécificité du secteur agricole, qui n'est pas comparable à l'industrie, car elle produit du paysage, elle aménage le territoire, elle crée des alliances avec la société.

Enfin, nous avons souligné qu'il était très important que les agriculteurs eux-mêmes soient inventifs par rapport à l'avenir. Cela doit venir de la base, par le développement de compétences, par des logiques de groupe, par la connaissance des agricultures du monde.

Si le destin des agricultures dépend donc des politiques et des marchés, le destin des agriculteurs, lui, est dans leurs mains.

## CERCLE 4

**Des pessimistes très enviés...**

Un point à souligner d'abord : il ne suffit pas de parler de l'avenir de l'agriculture, il est tout aussi important de parler de celui du monde rural. Les agriculteurs ne s'en sortiront pas isolément, ils ont besoin de tous les autres acteurs. Pour l'illustrer, l'un des participants, venu du Lot, a pris en exemple la situation des artisans dans son département, dont près de la moitié partira à la retraite d'ici les deux ou trois années à venir. D'autres corporations sont donc confrontées à des problèmes d'avenir de même nature que les agriculteurs et sur le même territoire. De même, n'oublions pas que le milieu rural connaît de plus en plus de comportements urbains : il s'agit donc non seulement de renforcer le dialogue avec les consommateurs, mais aussi avec les autres usagers de l'espace rural. Nous avons ensuite relativisé notre point de vue, car le système qui nous rend si souvent pessimiste fait des envieux, notamment au sein des pays du Sud. Deux participants nous ont sensibilisé à cet aspect : l'un vient du Burkina-Faso, l'autre s'occupe de commerce équitable.

Troisième point : le souci de l'information et de la communication entre les différentes catégories sociales. Quelques anecdotes tirées de nos échanges, par exemple sur le prix des denrées, montrent les distorsions de points de vue. L'un d'entre nous disant par exemple : « En tant que consommateur, je trouve que le prix des produits alimentaires n'a pas du tout baissé » et un autre, agriculteur, lui répondant : « Au contraire, les prix à la production et la part relative du budget familial consacré à l'alimentation n'ont cessé de baisser... Le budget consacré à la santé a même supplanté celui consacré à l'alimentation ! » Enfin, l'ensemble des participants a pointé le risque à venir de l'agrandissement à tout va des exploitations agricoles, accompagné par une désertification et un changement de nature du métier. Un agriculteur a ainsi témoigné : « Je fais de l'élevage à viande mais si, demain, je dois faire comme les Argentins, qui laissent leurs bêtes malades s'en sortir toutes seules ou mourir, cela ne m'intéresse plus ». En revanche, en terme de solution, nous avons mis en avant l'intérêt de travailler à la reconstitution de l'axe paysan-consommateur par une meilleure information et un meilleur dialogue, un étiquetage simple, clair et lisible, et le développement de ventes directes, notamment dans les coopératives, pour éviter que la valeur ajoutée soit entièrement captée par la grande distribution.

## CERCLE 5

Rapporteur : **Thierry Dupeuble****Sortir de la position défensive**

Nous avons commencé par discuter de la proposition d'un scénario dual formulé par l'un d'entre nous, d'origine polonaise, entre une fuite en avant de la modernisation, avec agrandissement et spécialisation, ou un retour régressif jusqu'aux origines, avec une agriculture de cueillette, pour caricaturer. Quels sont les déterminants qui pourraient faire pencher la balance dans un sens ou dans l'autre ? Certains ont évoqué des lois quasi naturelles qui, de façon inéluctable, nous amèneraient vers le premier scénario : l'agriculture, comme tout secteur de production, serait vouée à connaître la diminution de ses actifs. D'autres sont au contraire convaincus que nous pouvons infléchir l'avenir, au niveau des stratégies de l'aval de l'agriculture ou, au contraire, dans l'amont, voire dans des éléments extérieurs, tels que le renchérissement du coût du transport. Enfin, nous n'avons pas manqué d'évoquer la responsabilité d'enceintes internationales comme l'OMC et l'Europe...

Finalement, contrairement à ce qu'a dit un autre cercle, nous nous sommes demandés si le destin des agricultures était vraiment dans les mains des agriculteurs, puisque tous ces déterminants sont extérieurs au monde de la production. Comment les agriculteurs pourraient-ils alors peser dans ces lieux qui leur sont si lointains ? Peut-être en sortant d'une position défensive, repliée sur elle-même, encore très présente dans les exposés de ce matin.

## CERCLE 6

Rapporteur : **Cécile Ha Minh Tu****De la lucidité et du temps**

Par les siècles passés, les agriculteurs ont dû faire face à des phénomènes climatiques complexes, et ont appris progressivement à décoder ces phénomènes, à les anticiper pour ne plus les subir. Cet exemple illustre parfaitement le débat qui a animé notre cercle. Le monde complexe dans lequel nous vivons a engendré des adjectifs pessimistes pour évoquer le destin des agriculteurs – « catastrophique », « marginal », « trouble » - et en même temps, cette complexité du monde entraîne une exigence de lucidité, pour décoder les événements et les tendances et parvenir ainsi à imaginer des choses plus positives. Cette nécessaire lucidité parcourt trois axes, mais avant de les citer, j'évoquerai une notion qui les englobe tous, celle du temps : l'une des difficultés majeures réside en effet dans le décalage temporel entre les cycles agricoles, sur 50 ou 100 ans, et le cycle humain, celui de la vie d'un agriculteur qui

a quelques années pour s'installer et quelques années pour réagir aux évolutions du marché... Quant aux trois axes, le premier tourne autour du fait que l'agriculture n'est pas isolée du reste de la société, comme le montrent notamment les évolutions biotechnologiques en cours. Le deuxième pointe le fait que l'acte de production reste au cœur du métier d'agriculteur, même s'il ne porte pas exclusivement sur l'alimentation : de nouveaux secteurs émergent, autour de la production d'énergies, dans le monde du médicament et des greffes, ou encore dans l'accueil des urbains. Enfin, le dernier axe porte sur le fait que l'agriculteur doit pouvoir dégager du temps, pour se réapproprier la vie publique et politique – au sein des « pays », dans des lieux de débats...- et la notion de projet. Pour renouveler également l'esprit coopératif, dans le sens plein du terme, en intégrant les liens concrets avec les consommateurs. Dès lors, d'autres mots apparaissent pour qualifier le destin de l'agriculture : « inspiration », « exemplaire », « diversifié », « espoir ».

## CERCLE 7

Rapporteur : **Christiane Pieters**

### *La fin d'un monde*

Nous remercions en particulier l'un de nos participants, agriculteur dans les Hautes-Pyrénées, dont le témoignage a servi de fil conducteur à nos discussions. Celles-ci se sont articulées autour de quatre thèmes : la responsabilité, la normalisation, les générations et l'incertain. Cet agriculteur a commencé par nous expliquer que, dans le contexte de la mondialisation et sous l'impulsion de la Chambre d'agriculture, lui et ses collègues ont été amenés à créer une coopérative de transformation et de vente directe de produits. Face à l'éloignement des consommateurs et à la mise en accusation de l'agriculture, cette activité de ventes directes lui redonne une responsabilité par rapport à son métier : « Je supporte, moi et moi seul, la réussite ou l'échec de ce que j'entreprends ». En revanche, toujours pour lui, le débat sur la dénomination de son métier - suis-je un paysan ou plutôt un agriculteur? - a peu d'intérêt, même s'il reflète la dichotomie entre les images véhiculées et la réalité. En fait, le souci des jeunes agriculteurs est d'expliquer la réalité de leur métier directement aux consommateurs. Des propos qui ont fait réagir un autre agriculteur, plus âgé : pour lui, c'est la fin du monde agricole qu'il a vécu, et c'est un autre qui s'ouvre éventuellement, autour des espaces libérés par le déclin du nombre de producteurs. Que va-t-on faire de ces surfaces? En conclusion, nous avons noté que l'un des grands défis qui se posaient à nous, était d'opérer des choix, des décisions, des projets, dans un contexte fortement marqué par l'incertain.

## CERCLE 8

Rapporteur : **Bernard Wiss**

### *Pouvoir vivre de son métier*

Nous avons démarré sur une note un peu pessimiste, en évoquant les mots clés qui pourraient caractériser l'avenir de l'agriculture. Pour les agriculteurs présents, il a été question d'angoisse certaine quant à leur avenir, d'un sentiment de perte de confiance de la part de la société, d'une obligation de justifier toutes leurs pratiques. Quant à la maîtrise de leur destin, elle n'existe pratiquement plus : ils n'ont plus, disent-ils, le libre choix d'évoluer dans leur métier ; les contextes ont changé, les repères sont absents. Comment, dans ce cas, prendre des orientations? Une piste : la dimension collective redonne une marge de manœuvre, en allant jusqu'à la distribution des produits.

Nous avons également évoqué les dangers que peut connaître notre agriculture, au plan mondial, les situant du côté des pays émergents et des nouveaux adhérents de l'Union européenne, ainsi que, d'une façon plus générale, du marché mondial où les prix agricoles sont en décline depuis des années.

Reste cela dit quelques atouts ! Nous avons une agriculture de qualité associée à la notion de territoires. « Producteurs Plaimont », à Saint-Mont dans le Gers, est ainsi un bel exemple de réussite à la fois pour la promotion d'un produit local (vins), la pérennisation de petites exploitations et la présence sur le marché international. Autre atout : la capacité d'innovation et de réactivité dont le monde agricole a toujours fait preuve et qu'il peut maintenir, même dans une situation complexifiée et dans un contexte qui appelle plus de capitaux qu'auparavant. Pour terminer, selon nous, le destin idéal de l'agriculture est celui qui permet aux producteurs de vivre de leur métier.

## CERCLE 9

### *« L'agriculture n'appartient pas aux agriculteurs »*

Notre groupe s'est attaché à analyser la notion même de destin, ressentie par plusieurs d'entre nous comme quelque chose de terrifiant et de dramatique. Implicitement, nous avons été amenés à considérer qu'il nous fallait d'abord savoir ce qu'attend la société de l'agriculture, et comment les politiques la définissent. C'est à eux, en effet, de définir et de proposer une représentation sociétale de l'agriculture, car il ne faut pas laisser les forces du marché décider de tout.

Nous avons ensuite réfléchi au pluriel de l'intitulé - « des agricultures » - alors qu'il y a une unicité dans la pratique agricole : l'occupation d'un territoire, la mission d'assurer les besoins alimentaires et la gestion d'un

RÉACTION

## Les raisons d'un pessimisme ambiant

Par **Dominique Desjeux**, professeur d'anthropologie sociale et culturelle à la Sorbonne, consultant international et auteur notamment d'un Que Sais-Je ? sur « Les sciences sociales » (Puf, mai 2004).

certain nombre de risques. D'ailleurs, il nous a semblé que la période actuelle se caractérise par un sur-dimensionnement des risques, du moins en France. Dans ce contexte, si l'on remet en avant les notions de « paysan » et de « territoire », c'est justement en réponse à toutes les incertitudes liées à l'importance grandissante de la notion de risque. Quant aux territoires, il nous a semblé que cette référence a occulté la notion de produits. Or, tous les produits agricoles n'ont pas la même valeur ni le même statut. Aucun consommateur n'achète de blé directement, encore moins de betterave à sucre : on achète directement le sucre.

On pourrait synthétiser l'ensemble de cette discussion en disant que l'agriculture n'appartient pas aux agriculteurs, d'où la nécessité d'avoir une réponse sociale et un rôle fort des politiques. Enfin, nous avons conclu nos échanges sur l'élargissement de nos préoccupations, au-delà des agricultures d'ici, pour aborder la perception des agricultures d'ailleurs. Et sur ce point, je vous livre mon sentiment personnel sur les propos que nous avons tenus : les autres ne m'importent que dans la mesure où ils influent sur mon propre devenir. ■

(1) Dans la nuit du 13 au 14 mars, la FNSEA élit son premier président (Eugène Forget) à l'occasion de son congrès constitutif. Celui-ci fait voter à mains levées le « serment de l'unité paysanne » pour, dans cette période d'après-guerre, mobiliser tous les efforts en vue de reconstruire le pays, alors rationné.

(2) Mendras Henri (1927-2003) : spécialiste des paysanneries et des sociétés rurales. Ouvrages clés : *La fin des paysans*, actes sud, 4e édition en 1992. *Les sociétés paysannes*, Gallimard coll. Folio, dernière édition 1995. *La seconde révolution française*, Gallimard coll. Folio, dernière édition en 1994.

**Il n'y a plus d'idée de progrès.** Je me souviens du « serment de la Fnsea<sup>(1)</sup> », en 1946, dans lequel figurait l'idée de la « grande famille » des agriculteurs. J'ai toujours été frappé par cette rhétorique de l'unité paysanne face à une réalité qui me paraissait beaucoup plus diversifiée. Or il me semble qu'aujourd'hui, nous avons accepté ce qu'Henri Mendras<sup>(2)</sup> avait appelé dans les années 60 « La fin des paysans », c'est-à-dire la fin d'une communauté au profit de la montée d'entrepreneurs agriculteurs. De même, cela fait deux ou trois décennies que le débat est posé en ces termes : sommes-nous encore des paysans ou sommes-nous devenus des entrepreneurs ?

Dans les propos tenus ce matin, je discerne donc un premier découplage entre l'idée d'unité paysanne et celle de la diversité à partir de laquelle, du reste, on peut recréer une unité. Un deuxième découplage émerge également, entre l'état d'esprit des années 50 et la période actuelle, plus précisément à partir de 1982, date des États Généraux du Développement Agricole<sup>(3)</sup>. Ainsi, alors qu'il existait une forte articulation entre agriculture et progrès au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, ce mot n'a pas été prononcé une seule fois aujourd'hui... Et pourtant, souvenez-vous : au milieu du siècle, cette idée de progrès donnait sens à l'activité agricole. Même face à de très fortes incertitudes et à un destin peu lisible, elle aidait à avancer. Il n'y a plus aujourd'hui d'idée de progrès... À la place, nous posons celle du destin et faisons jouer à cette notion le même rôle que celui qu'assumait le progrès autrefois, du moins en termes de discours, de représentation et d'imaginaire.

**Comme une barque entraînée par le courant.** Qu'est-ce que le destin ? En tant qu'anthropologue, je ne discute pas de savoir si cette force existe ou non. Je constate simplement que toutes les sociétés d'hier et d'aujourd'hui ont eu besoin de produire l'idée qu'une force extérieure nous domine. D'ailleurs, le mot le plus commun dans nos sociétés pour désigner le destin est Dieu, ce qui correspond en partie au *fatum* des Latins et au *Mektoub* arabo-musulman (N.D.L.R. : on traduit généralement ce mot par « tout est écrit »). De

même, chez les protestants, en particulier les calvinistes, on retrouve le destin avec la croyance en la prédestination, une notion que l'on trouve déjà dans le livre de Job, c'est-à-dire sept siècles avant Jésus Christ. En chinois, le Shi désigne en quelque sorte le cours des choses, la force semblable au cours d'eau qui nous entraîne. Il faut imaginer une barque sur une rivière escarpée, au parcours sinueux et accidenté, comme on en voit souvent dans les peintures chinoises. D'un côté la barque est emportée et bousculée par le courant, de l'autre, des hommes à son bord tentent de la guider en dehors des récifs. C'est la lutte entre ces deux mouvements qui représente la vie : nous ne sommes pas libres d'aller où nous voulons, mais nous conservons des possibilités de manœuvrer dans ce courant. Nous sommes là au cœur de ce que l'on peut appeler le destin, à la fois force qui nous gouverne et progrès que nous essayons de construire.

**Passer son temps à surfer sur la vague du changement, c'est fatigant...** J'ai également été frappé ce matin par le pessimisme des propos. Certes, celui-ci est un sentiment normal qui remplit une fonction, comme la peur, nous avertissant d'un possible danger. Mais il y a des moments dans la journée ou des périodes de notre vie où l'on est plus pessimiste, notamment quand nous avons l'impression de perdre nos points de repères, quand nos routines ne fonctionnent plus.

J'y ajouterai aujourd'hui un effet générationnel, celui des « papys-boomers », dont je suis, et qui occupent depuis une dizaine d'années des postes de direction ou de réflexion importants ou du moins plus visibles. Ils ont le sentiment que tout fout le camp, que rien ne va plus comme avant. Il y a chez eux une déception : cela ne s'est pas passé comme ils l'avaient rêvé en 68. Je me souviens d'une publicité pour une marque de peinture, qui résumait fort bien ce désappointement : en 68, disait ce spot, ils rêvaient de changer le monde. En 1999, ils repeignent leur cuisine... Ils ont quelque peu réduit leurs ambitions, ce qui, évidemment, ne favorise pas l'optimisme. Et cet effet générationnel, je le perçois à l'université, dans les entreprises, dans l'agriculture.

Autre élément qui génère un surcroît de pessimisme : nous sommes sur ce que j'appelle une « échelle de perroquet », c'est-à-dire une petite échelle en plastique sur laquelle descend un perroquet dans un mouvement sans fin. Car sitôt qu'il arrive en bas, vous retournez l'échelle et cela repart... Ce mouvement perpétuel traduit assez bien ce que l'on ressent actuellement : nous passons notre temps, non pas à descendre une échelle, mais à surfer sur la vague du changement. C'est d'autant plus fatigant qu'il nous

faut gérer en outre des temporalités contradictoires. Ainsi, l'agriculteur s'inscrit avant tout dans le cycle agraire. La vie d'un agriculteur, c'est trente moissons, signalait l'un d'entre nous dans le cercle d'échanges auquel je participais. Trente moissons, c'est peu ! Et si, entre-temps, il doit opérer quatre ou cinq changements de culture, c'est relativement stressant. Or l'agriculteur ne cesse de vivre en plus des écarts de temporalité avec le temps du marché, celui de la grande distribution ou celui du consommateur. D'autres secteurs de l'économie française ne se sont pas relevés d'avoir à gérer de tels sauts. Dans le textile, beaucoup de professionnels ont été laminés parce qu'ils ne parvenaient pas à s'adapter à la temporalité extrêmement courte de la mode.

**La qualité, cela ne veut rien dire en soi.** J'ai enfin relevé, dans vos propos, la notion d'incertitude. Il y en a toujours eu dans l'agriculture. Quand je travaillais au Congo ou au Sénégal, nous étions régulièrement confrontés aux aléas climatiques. Selon que la saison des pluies arrive en juin ou en juillet, la récolte est sauvée ou ruinée... Et les hommes ont toujours mis en place des modes de gestion de cette incertitude, à travers des rituels religieux, par exemple, destinés à provoquer la pluie, de la même façon que nos contrées organisaient des fêtes votives.

Aujourd'hui, les incertitudes sont moins climatiques que commerciales et économiques. En terme de concurrence, par exemple, la Chine met en place au sud de Canton un énorme projet d'élevage d'oies destiné à la production de foie gras. Si ce projet voit le jour, il atteindra l'équivalent des marchés d'exportation hongrois et français cumulés... Pour un producteur du Sud-Ouest, voilà une très forte incertitude. D'autant que ce n'est pas la notion de qualité qui nous protégera. La qualité, je le dis en termes un peu provocateurs, cela ne veut rien dire en soi. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à regarder les différentes significations qu'elle prend au long d'une filière : pour l'éleveur, la qualité se traduit par une certaine quantité de poids vif ou de poids mort. Puis, au fur et à mesure que la carcasse entre dans le circuit de transformation, elle relèvera de critères totalement différents, pour arriver jusqu'au consommateur, pour lequel la qualité principale de la viande réside dans sa tendreté ou sa teneur en gras.

Or pour les producteurs, dont l'identité s'est fondée sur une certaine qualité, les remises en cause de cette idée par le marché sont très perturbantes. J'ai le même problème avec mon identité de socio-anthropologue qui réside dans ma façon de mener des enquêtes, sur une certaine durée et des méthodes spécifiques. Si, sous la contrainte du marché, je réduis mon temps d'enquête et le nombre d'entretiens, je

(3) Les États Généraux du Développement Agricole se sont déroulés de mai 1982 à février 1983. Ils ont réuni plus de 200 000 participants, à travers une multiplicité de réunions et d'assises régionales. Cette vaste consultation des groupes agricoles a débouché notamment sur trois grandes orientations pour une agriculture plus autonome et plus économe : l'attachement à l'exploitation familiale viable et rentable, le refus d'un modèle agricole unique et le choix de la « petite région » comme échelon privilégié du développement agricole et rural.

## RÉACTION

## « Agriculture d'ici ou d'ailleurs : il est logique que s'exprime un mal-être »

Par Emmanuelle Auriol, professeur agrégée d'économie à l'Université Toulouse 1.

produis, de mon point de vue, des enquêtes de moins bonne qualité. Où est mon choix ? Si je refuse, je n'ai pas le contrat et je me mets financièrement en difficulté. J'essaie donc de négocier sur une qualité moindre, jusqu'à un certain point. Tous les secteurs connaissent cette difficulté et ces menaces sur l'identité professionnelle. Retenons, pour l'agriculture, que la qualité est une notion qui n'a rien d'universel. C'est une construction qui est le résultat d'une négociation et qui est relative à l'histoire culturelle de chaque pays. Je me souviens d'une publicité pour une chaîne de restaurants américains : elle garantissait aux consommateurs qu'ils trouveraient exactement le même repas sur tout le territoire, de l'Est à l'Ouest...

Ceci veut dire que pour une partie des Américains, standardiser est un critère de qualité. Cela nous est éventuellement commun pour la phase de production, mais nous devient étranger dès lors que nous parlons de commerces de proximité ou de restaurants. Là, nous sommes rejoints par ceux des Américains qui essayent de limiter la walmartisation<sup>(4)</sup> et la macdonaldisation. ■

(4) De la marque Wal-Mart, première enseigne de distribution au monde, avant Carrefour.

C'est toujours avec grand plaisir que j'interviens à cette Université d'Été. Cela fait à présent trois ans que j'y participe et je constate qu'il y a à la fois une évolution dans l'organisation des débats et une continuité dans les réflexions. D'ailleurs, parmi les thèmes que nous traitons aujourd'hui, quelques-uns ont été abordés les années précédentes, dont la notion de qualité et le mal-être de l'agriculteur.

**Plus d'un milliard d'agriculteurs face à une poignée de multinationales...** Mon point de vue sera limité à celui d'une économiste. À ce titre, je voudrais rappeler que la première chose que l'on apprend à analyser dans ma discipline, c'est l'organisation industrielle du secteur auquel on s'intéresse. Par structure industrielle on entend en général le nombre d'entreprises présentes et leur part de marché. Un marché est considéré comme concurrentiel quand le nombre d'entreprises est élevé et que les parts de marché sont petites. Il est dit oligopolistique quand le nombre d'entreprises est faible et que les parts de marché sont grandes. L'organisation industrielle du secteur agro-alimentaire explique en grande partie le mal-être des agriculteurs que nous avons évoqué ce matin. Regardons la production agricole et la part de la main-d'œuvre de ce secteur dans le monde. Même si la part de la population active n'a cessé de baisser en pourcentage au cours des dernières décennies, reste que la moitié de la planète vit toujours de l'agriculture. Ainsi en 1950, environ 7 hommes sur 10 dans le monde travaillaient dans l'agriculture, soit 809 millions. En 2000, 45 % des habitants de la planète travaillent dans l'agriculture soit 1,319 milliard. Du coup le nombre d'exploitations agricoles est grand et la part de marché de chacune de ces exploitations est petite. En d'autres termes, le secteur agricole est concurrentiel. Cela veut dire qu'individuellement, les agriculteurs n'ont aucun pouvoir de marché. Pour créer une force de négociation, il faut qu'ils s'organisent collectivement. C'est possible, comme l'illustre en France le lobby de la FNSEA, mais cela implique des coûts de coordination très élevés. La plupart des agriculteurs du monde sont incapables de supporter ces

coûts. Maintenant, face à ces producteurs, il y a ceux qui transforment et commercialisent les denrées agricoles : les entreprises agroalimentaires et la grande distribution. Ces deux secteurs, parfois intégrés verticalement, ont un profil radicalement différent des entreprises agricoles : ce sont des « mammoths ». En d'autres termes, le secteur agroalimentaire n'est pas concurrentiel. Ainsi aux États-Unis, les quatre premières entreprises de transformation alimentaire, dans chaque grande ligne de produits, détiennent-elles une très grande part du marché. Par exemple, si l'on prend le cas du bœuf ou du soja, c'est 80 % de parts de marché qui sont détenus par ces quatre premières entreprises. Cela veut dire que si l'on est un producteur de bœuf ou de soja aux États-Unis, on est plus ou moins obligé de passer par elles. La réciproque n'est évidemment pas vraie. On mesure alors combien le rapport de force est déséquilibré. Cette dissymétrie confère à ces entreprises de transformation un pouvoir très important vis-à-vis des agriculteurs. De fait, elles imposent leur loi en matière de processus de production et de prix. Conformément aux prédictions de la théorie économique, ce sont elles qui du coup engrangent les profits générés par le secteur. Ainsi, la plus grosse entreprise de transformation alimentaire du monde, « Nestlé », affiche un chiffre d'affaires de 42 milliards de dollars en 2000. Il en va de même pour les entreprises de la grande distribution, comme Carrefour en France ou Wal-Mart aux États-Unis, que l'on retrouve dans les plus grosses capitalisations boursières du monde. Il est logique qu'un exploitant agricole qui s'est endetté pour remplir le cahier des charges imposé par le contrat qui le lie à une multinationale ne se sente pas en position de force. Il a tout à perdre, y compris son toit, si son contrat n'est pas renouvelé. Ce n'est pas le cas de l'entreprise qui lui achète sa production. En même temps, le contrat lui apporte une certaine tranquillité d'esprit puisqu'il est sûr d'écouler sa production. Comment comprendre la différence de taille des entreprises ? Dans le domaine de la production agricole les rendements sont constants à l'échelle. Du coup, il n'y a pas d'avantage spécifique à avoir des exploitations agricoles gigantesques. C'est différent avec les compagnies agroalimentaires et la grande distribution qui sont des secteurs où les rendements sont croissants à l'échelle : elles ont un avantage technologique à produire à grande échelle. Certains de ces avantages ont pris la forme d'innovations technologiques comme par exemple les laminoirs en acier. C'est grâce à ce genre d'innovation que nous avons tous aujourd'hui accès au pain blanc. L'émergence du secteur agroalimentaire et de la grande distribution a ainsi permis de démocratiser des produits autrefois réservés à une élite. C'est paradoxalement en partie grâce à ces

grandes entreprises que nous disposons aujourd'hui dans les pays riches d'une nourriture abondante, variée, saine et nutritive à bon marché.

**À armes inégales.** Certains, dans les cercles d'échanges, ont annoncé qu'il y aurait 3 milliards de chômeurs en plus si l'on cessait de subventionner l'agriculture européenne. Comme la population active en agriculture mondiale représente 1,319 milliard de personnes cette affirmation est de toute évidence erronée. Par exemple si l'on prend l'exemple de la France, nous sommes passés de 50 % de la population active en 1950, à 3 % seulement aujourd'hui. La suppression des subventions en France n'augmenterait donc au pire les chiffres du chômage que de 3 % (en fait moins, car beaucoup d'agriculteurs ne touchent aucune subvention). Toujours à propos de la politique agricole commune, certains ont défendu le maintien des tarifs douaniers au nom de la protection des agriculteurs africains ! Qu'on maintienne ces barrières pour protéger les agriculteurs d'ici, j'entends bien, mais il ne faut pas raconter en même temps que c'est pour le bien de l'agriculture des pays pauvres. C'est se mentir à soi-même. De fait, qui lutte auprès de l'OMC pour que l'on supprime les subventions et les tarifs douaniers ? Ce sont les pays pauvres comme le Brésil. Agriculteurs des pays riches et agriculteurs des pays pauvres ne sont pas à armes égales. Pour s'en convaincre il suffit de regarder l'aide financière accordée aux producteurs en pourcentage des recettes agricoles, à partir d'une moyenne établie sur deux ans (1998-2000) : cette aide atteint 60 % du revenu agricole pour le Danemark, la Suisse, le Japon, et la Corée du Sud. En Europe, l'aide représente entre 40 % et 49 % du revenu moyen agricole. Aux États-Unis, en Pologne, en Slovaquie, en Hongrie et en Turquie, cette part oscille entre 20 et 25 %. En queue de peloton, on trouve des pays qui ont pourtant une production agricole importante - l'Australie, la Nouvelle Zélande et la Russie - qui comptent moins de 10 % du revenu agricole provenant des subventions. Plus concrètement, chaque année, en moyenne, un agriculteur américain touche 20 803 \$. Pour l'agriculteur européen, ce chiffre est de 16 028 \$, soit 15 000 € par an. En revanche, un agriculteur africain reçoit, à quelques exceptions près, 0 % de subventions. Le commerce mondial n'est donc pas équitable et les gouvernements des pays riches défendent leur agriculture bec et ongles. Quelles sont les conséquences des tarifs douaniers et des subventions directes ou indirectes ? Lorsque cette politique prend la forme de soutien aux prix, on obtient des excédents. Les surplus sont alors vendus à bas prix sur d'autres marchés, ce qui déstabilise leur secteur agricole. En 1997, 800 000 agriculteurs mexicains, soit l'équivalent de la

population active agricole en France, ont fait faillite en raison de la concurrence directe exercée par la production subventionnée américaine... De même, les éleveurs de bétail africains ont été éliminés du marché à cause des exportations de viande très bon marché de la Communauté Européenne. En effet, ils utilisent en général des techniques de production archaïques, et le coût de revient dans l'agriculture africaine est bien plus élevé que dans l'agriculture subventionnée des pays industrialisés. Cela est sans importance tant que la production est auto-consommée, mais c'est dramatique quand une partie doit être vendue pour acheter des matières premières ou des biens de première nécessité. Dans des pays où l'écrasante majorité des gens survivent de l'agriculture, en dehors des situations d'urgence humanitaire, les effets de la concurrence des excédents européens ou américains « offerts » ou vendus à bas prix sont catastrophiques.

### **Le danger d'une spécialisation régionale trop grande.**

Face à cette situation, certains ont dit que la solution passait par une spécialisation mondiale : certaines régions ne produiraient que du blé, d'autres se consacraient exclusivement à la viande ou au vin, etc. Personnellement, je ne pense pas que ce soit la solution idéale. Car n'oublions pas que la circulation actuelle des denrées agricoles sur la planète n'est possible que grâce à des prix de transport encore très bas. Le coût du transport en mer a diminué de 70 % entre 1980 et 2000. En revanche, depuis cette date, il remonte. Si le prix du pétrole continue d'augmenter, il va être prohibitif d'expédier des denrées alimentaires à l'autre bout du monde. Imaginons une interruption de l'approvisionnement en pétrole alors que nous dépendons du blé de tel pays, des viandes de tel autre... De ce point de vue, la spécialisation comporte un danger. D'ailleurs, les pays comme la France ont bâti leur politique agricole autour de l'idée de l'autonomie alimentaire, notamment suite aux traumatismes des restrictions de la Seconde Guerre Mondiale. De fait, je vous rappelle que la « mondialisation » était plus forte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle que dans les années 50, tout simplement en raison des colonies. Ce phénomène n'est donc pas linéaire et peut connaître des chocs, comme celui que nous avons subi dans les années trente. Depuis, nous sommes revenus à des modèles de spécialisation internationale et d'échange poussés, ce qui pour les consommateurs, par bien des côtés, est heureux. Ceci étant, je pense qu'il convient toujours d'être prudent. Nous ne sommes pas à l'abri d'un acte terroriste ou de bouleversements politiques affectant un pays producteur. Pour des raisons de sécurité, il me paraît raisonnable de maintenir sur le territoire français des gens à même de produire rapidement une partie des aliments dont nous avons

besoin. Cela est d'autant plus justifié que les agriculteurs ont un rôle majeur dans l'entretien du territoire. Sans eux, il faudrait embaucher des gardes forestiers pour entretenir et surveiller les terres laissées vacantes. Dans bien des régions, leur disparition nuirait non seulement à la sécurité (risques d'incendies, prolifération des animaux nuisibles, etc) mais également au tourisme. De fait, l'agriculture génère des externalités positives sur le reste de l'économie et à ce titre mérite d'être subventionnée. Vu le nombre d'agriculteurs qui restent en France, on peut donc faire un effort, mais pas n'importe comment. Si on veut éviter les effets pervers des subventions, il faut impérativement les transformer. C'est un tournant qu'a initié la Communauté Européenne, en préconisant notamment de légitimer les subventions par des fonctions nouvelles, telles que l'entretien du paysage, la prévention des incendies, l'aménagement du territoire, ou encore pour conserver un potentiel de production. Tout cela n'a rien de honteux. Ce qui l'est, c'est de continuer à produire et à écouler des biens en excédent, qui détruisent les économies d'autres pays tout en polluant le sol et les nappes phréatiques chez nous. Quant aux pays pauvres, que peut-on faire ? Le problème de l'autonomie alimentaire est encore plus aigu chez eux, car la majorité des habitants vivent de l'agriculture. Aider les pauvres, c'est donc aider l'agriculture vivrière dont ils subsistent. Pour cela, comme on l'a dit précédemment, il n'est pas souhaitable de les bombarder de nos excédents. Au contraire, il peut même être souhaitable d'accepter qu'ils protègent leur agriculture vivrière, comme nous ne nous privons pas de le faire. Par ailleurs, si on veut vraiment les aider, il semblerait qu'il faille investir dans des

infrastructures. À titre d'exemple, j'étais récemment dans un jury de thèse sur le Tchad. Il en ressortait que certaines régions connaissent des productions agricoles excédentaires, alors que d'autres, la même année, subissent la famine. Pourquoi? Tout simplement parce qu'il n'y a pas de routes entre le nord et le sud du pays. Le Tchad ne compte que 500 km de routes goudronnées pour une superficie qui fait deux fois et demi la France. Subventionner l'agriculture d'ailleurs peut donc prendre la forme d'aide à l'aménagement d'infrastructures routières ou de systèmes d'irrigation, en tout cas certainement pas de bradage de nos excédents agricoles.

**Un destin qui nous concerne tous.** À la question finale, « le destin de l'agriculture est-il dans les mains des agriculteurs? », j'aurai tendance à répondre comme l'ont fait les cercles d'échanges, négativement. Ils sont tributaires d'un côté des entreprises du secteur agro-alimentaire et de la grande distribution, et de l'autre des pouvoirs publics et de leurs subventions. Ceci étant, à y bien réfléchir, cela n'a rien de surprenant. Quand 3 % de la population nourrit 100 % de la nation, il est évident que le destin de ces 3 % concerne tout le monde. C'est d'un certain point de vue notre survie qui est en jeu. Cette question ne peut donc pas nous laisser indifférents. C'est comme si l'on affirmait que le problème du nucléaire ne concerne que l'armée ou EDF. C'est d'autant plus vrai pour l'agriculture que les innovations technologiques qui la transforment constituent également des préoccupations pour chacun d'entre nous. Je songe par exemple aux OGM. La société doit exercer un contrôle sur ces évolutions, élaborer une décision collective sur le « projet » de

l'agriculture et contribuer à organiser la concurrence à l'échelle mondiale. Tout ceci revient, selon moi, au politique, c'est-à-dire à une action collective.

**Trop de signes tuent le signe...** Pour finir sur une note plus légère, je voudrais évoquer la notion de qualité, fréquemment abordée ce matin, notamment par le groupe de réflexion rassemblant des responsables de coopératives agricoles. Ce groupe a dit quelque chose de très intéressant : qualité et quantité ne sont pas antagonistes. C'est bien en effet l'une des grandes victoires de l'agriculture moderne que d'avoir concilié les deux. Sinon, comment 3 % seulement de la population active auraient-ils pu nourrir l'ensemble de la population, sachant que nous mangeons mieux que dans les pays pauvres, où la majorité des habitants sont pourtant dans l'agriculture? Mais quand on fait de la qualité ET de la quantité, le problème réside, on l'a évoqué plusieurs fois, dans la manière d'écouler les stocks. Je crois qu'en France, on fait une erreur vis-à-vis des marchés d'exportations, je pense notamment au vin. En multipliant les labels et les AOC, on rend ces signes illisibles. En avoir trop équivaut à ne pas en avoir du tout : c'est contre-productif. Que l'étiquette d'une viande mentionne la race et le mode d'élevage, celle d'un vin son cépage, certes, mais le fait qu'elle a été élevée dans tel village, sur telle colline, que voulez-vous que cela dise aux étrangers qui ne savent rien de notre géographie? Tant que cela concerne l'Hexagone, la stratégie de ces signes de qualité fonctionne à peu près. Mais un Américain s'y perd ! En la matière, le mieux est l'ennemi du bien. Dès lors qu'on sort du marché français, il faut transformer sa façon de communiquer. ■



Dans les yeux de l'autre, le reflet de notre agriculture prend des contours parfois surprenants. Naine et gueuse aux yeux des Américains, riche et quelque peu tricheuse aux yeux du Sud, puissante, proche et enviée du côté de l'Est, notre agriculture fait malgré tout figure de modèle pour bon nombre de pays. Salubre effet de miroir qui, mettant à distance les préoccupations franco-françaises, a permis d'aborder plus lucidement nos atouts et nos failles et de mieux discerner la réalité ou non des menaces extérieures. En trois tables rondes, petit tour d'horizon de ces lectures venues d'ailleurs, qui nous révèlent autant la situation de ces agricultures étrangères que leur perception de notre propre système agricole. Comme si les sorts étaient liés.

## TÉMOIGNAGE

# J'ai décidé de dire non à la fatalité

**Bienvenu Zonu**, étudiant DEA Essor<sup>(1)</sup>, membre de l'association « Instruisons-nous : Burkina-Faso ».

Pour commencer, je voudrais juste demander à Jean-Claude Flamant de réaliser un geste aussi banal que celui-ci, c'est-à-dire de m'indexer... (J-C Flamant montre Bienvenu Zonou de l'index). Regardez ce geste : un seul doigt me montre, moi, « l'autre ». Mais les trois autres doigts sont tournés vers lui. Quand vous indexez quelqu'un, vous parlez donc de vous-même ! (rires)

Passée cette petite remarque introductive, je souhaite vous présenter rapidement le Burkina-Faso. Mon pays compte 274 000 km<sup>2</sup>, 12 millions d'habitants, répartis entre 60 ethnies qui cohabitent. 80 % de la population se consacre à l'agriculture et à l'élevage, principal moteur de développement du pays, contribuant à 40 % du PIB. La principale culture d'exportation est le coton, qui rapporte 60 % des devises extérieures. Géographiquement, le Burkina-Faso est un pays enclavé, à l'Ouest de l'Afrique, où le port le plus proche se situe à 900 km de la capitale, Ouagadougou. Nous connaissons trois zones climatiques : la zone sahélienne au nord, la grande zone centrale de nature soudano-sahélienne, à la pluviométrie moyenne, et enfin la zone soudanienne de type tropicale, aux pluies relativement abondantes. Vous comprendrez donc aisément les contraintes qui se posent à ce pays, dont l'écosystème est fragile, qui s'inscrit à la fois dans une économie mondiale « urbaine » et dans une économie locale traditionnelle. Ainsi, dans les campagnes africaines, nous vivons en interaction avec le monde des vivants et le monde des morts, avec les Anciens pour courroie de transmission. Nous n'avons donc pas du tout les mêmes lectures que vous.

Cela dit, nous essayons actuellement de reprendre notre avenir en main : nous avons mis en place des aménagements hydro-agricoles, des procédés pour provoquer les pluies, non pas par des cérémonies traditionnelles mais en ensemençant les nuages à partir d'une certaine altitude. Cette technique a été mise en place avec le Maroc. S'y ajoute bien entendu la petite irrigation, qui permet des captages d'eau au cours des saisons pluvieuses, que nous utilisons pendant la saison sèche pour produire du maïs et d'autres céréales. Je vais faire un petit retour sur ma trajectoire pour vous parler plus précisément du destin. En 1984, mon père est licencié de la fonction publique pour motif de grève. J'étais en classe de première et je décide alors d'arrêter le lycée pour entrer dans une école de

Instruisons-nous  
Ruraux Solidaires  
Burkina-Faso, 163  
impasses La Guillotte,  
82 370 Campsas.  
Mail : instruisonsnous@  
wanadoo.fr

(1) Dea Espaces,  
Sociétés Rurales et  
Logiques Économiques  
(Essor), délivré par  
l'Institut national  
polytechnique de  
Toulouse, l'École  
nationale supérieure  
agronomique de  
Toulouse, l'Université  
Toulouse-Le Mirail et  
l'École nationale de  
formation agronomique.

## TABLE RONDE

*Ici, vu depuis  
les États-Unis*

**Table ronde animée par Philippe Baralon**, directeur du cabinet conseil Phylum (Labège). Avec **Jean-Christophe Debar**, directeur et rédacteur en chef de la lettre Agri-US-Analyses ; **Alex Miles**, professeur à l'ESC Dijon « commerce, gastronomie, cultures » ; et **Georges Cassagne**, agriculteur au Texas et dans les Landes.

formation professionnelle où je fais un BTS. De 1987 à 1999, je passe toutes ces années à chercher une bourse d'étude pour poursuivre ma formation à l'étranger... J'arrive en Belgique, où je fais une maîtrise, avant de réinvestir mon pays de 2001 à 2003. Depuis, je suis reparti à Toulouse pour faire un DEA ESSOR (« Espaces, Société Rurales et Logiques Économiques »). Si j'avais décidé d'aider ma famille juste après mon BTS, je serais resté. Mais j'ai choisi de dire «non» à cette fatalité.

Enfin, j'aimerais revenir sur un événement qui, malheureusement, est fréquent en France. La coopération française a financé, de 1987 à 1999, le projet «Formation Technique Continue», qui est devenu plus tard le « projet d'appui aux groupements paysans et aux structures de développement rural », dans l'ouest du Burkina-Faso. Des ateliers de formation et un certain nombre de livrets et de fiches techniques ont ainsi été produits. Or, c'est au moment où le milieu rural burkinabé commence à connaître cette association et où les paysans sont demandeurs que la coopération française s'arrête. Alors, nourris par les convictions que nous avons à l'égard de notre pays, de notre agriculture, de nos trajectoires personnelles et de nos visions du monde, nous avons décidé de reprendre cette initiative, en 2000, sous la forme de l'association An ka kalan ké qui veut dire en Dioula «instruisons-nous». Nous avons quatre axes de travail : en premier lieu, la formation des paysans, pour mettre à leur disposition des connaissances et des informations techniques qui leur permettent d'augmenter leur production et de maîtriser les circuits de production agricoles. Ensuite, nous souhaitons développer une approche où l'on met en débat le message technique, envoyé par le monde scientifique, par rapport au savoir populaire que détiennent ces populations, afin qu'elles en retirent quelque chose pour elles-mêmes. Troisième axe : la sauvegarde des patrimoines culturels. Car sous l'effet de la télévision et du tourisme, les ruraux commencent à abandonner un certain mode de vie et à sous-estimer leur patrimoine culturel. Dernier axe : la prestation de services pour les porteurs de projets et les ONG qui ont du mal à communiquer avec le monde rural. Nous mettons à leur disposition notre technicité.

Dieu merci, quand je suis arrivé ici, nous avons pu mettre en place une association appelée, en France, «Instruisons-nous, ruraux, Burkina Solidaire » (cf. adresse page 16) qui fait le lien entre tous ceux qui ont à cœur le Burkina-Faso. Nous ne demandons pas que vous preniez notre place : nous avons des compétences et demandons simplement un appui, pour nous faire connaître davantage et continuer cette action dans laquelle nous croyons. ■

**Philippe Baralon** : Nous savons tous que les relations entre la France et les États-Unis constituent un sujet à part entière, et tout particulièrement dans le domaine agricole... Des relations fondées sur des représentations souvent erronées et très lacunaires. Nous avons la chance aujourd'hui de réunir trois regards très différents, susceptibles de nous éclairer sur le point de vue qu'ont les États-Unis de notre agriculture. Celui d'un éditeur et journaliste, spécialiste de la politique agricole américaine ; celui d'un Américain, ancien pâtisseries devenu universitaire spécialiste de l'histoire et la sociologie de l'alimentation. Et nous terminerons par la vision du praticien, avec un agriculteur qui se partage entre le sud-ouest français et un ranch texan...

**Jean-Christophe Debar** : **Le langage européen n'est plus si inaudible qu'avant...** Je tiens au préalable à préciser que mon point de vue ne reflétera que la position des officiels américains et des responsables d'organisation agricole que je suis amené à fréquenter, ainsi que la presse américaine agricole ou généraliste.

Que disent ces gens-là de l'agriculture française et européenne ? Eh bien... Pas grand chose ! Il en est très peu question dans les médias, y compris dans les journaux agricoles. Les États-Unis, qui se considèrent aisément comme le centre du monde, n'ont qu'un faible intérêt et très peu de curiosité pour la « périphérie » dont nous sommes... Ainsi, la presse américaine a peu fait d'écho à l'élargissement européen.

Malgré tout, il se dit des choses. Pendant longtemps et jusqu'à très récemment, je pourrais résumer leur propos de la façon suivante, en caricaturant un peu : l'agriculteur européen et français est petit, lourdement subventionné et pique des marchés à l'exportation. Quant aux consommateurs, ils aiment bien la bonne alimentation mais sont assez peureux face à l'innovation. Ainsi, pour les Américains, les hormones utilisées dans l'élevage ne posent aucun problème. Ils ne comprennent pas pourquoi les Européens ne l'acceptent pas. Même chose pour les OGM. Voilà de façon très schématique, la vision propagée régulièrement par les instances officielles et professionnelles. Cela dit, depuis deux ou trois ans, cette opinion évolue tout doucement,

sous l'influence de plusieurs événements, dont l'accord de Luxembourg sur la réforme de la PAC en juin 2003. Par ailleurs, les États-Unis se sont rendu compte qu'ils étaient de moins en moins les meilleurs producteurs aux meilleurs coûts sur tous les produits. Ils trouvent désormais sur leur route des concurrents sérieux, comme le Brésil pour le soja. Du coup, ils ne sont plus si sûrs de triompher sur les marchés dès lors que cesseraient les subventions agricoles des autres pays... À ce titre, la loi américaine de 2002 a considérablement renforcé le filet de sécurité du producteur américain. De plus, dernièrement, un cas de vache folle a été découvert aux États-Unis<sup>(1)</sup>. Une affaire qui laisse des traces et qui creuse un sillon probablement plus profond que les autorités ne l'admettent.

Enfin, le comportement alimentaire de certaines catégories d'Américains se modifie sensiblement. Ainsi, le marché bio est en pleine expansion, avec un taux de croissance de 20 % par an. De même, on assiste à une demande croissante de viande porcine exempte d'antibiotiques. Des phénomènes qui font écho aux tendances de la consommation en Europe.

Sur cette toile de fond, le langage de l'Union Européenne n'est plus si inaudible. De plus en plus d'Américains comprennent notre volonté d'instaurer une agriculture plus durable, de susciter un développement agricole fondé sur un nouveau contrat social et une haute valeur ajoutée. Ce discours commence à passer dans les médias américains. D'ailleurs, un certain nombre de voix s'élèvent aux États-Unis pour dénoncer un développement fondé principalement sur l'exportation de produits bruts et réclamer une plus grande part de transformation sur le marché intérieur. Dans ce même esprit, certains chercheurs commencent à considérer le système d'appellation géographique de manière plus positive, à rebours des positions du gouvernement fédéral à l'OMC. Enfin, je constate la même évolution à l'égard de la multifonctionnalité, qui ne serait plus uniquement considérée comme un prétexte, de la part de l'Union Européenne, pour subventionner ses agriculteurs et fermer ses marchés. Au fond, des parlementaires américains se rendent compte que leurs revendications ne sont pas si éloignées de certaines formes de multifonctionnalité. L'un d'entre eux est ainsi parvenu à faire passer une idée « révolutionnaire » dans le farm bill<sup>(2)</sup> de 2002 : bien qu'il n'ait pas encore vu le jour faute de financement, ce programme de « paiements verts » consiste à rémunérer les agriculteurs pour les biens environnementaux qu'ils coproduisent. Le débat autour de ce projet ressemble fort au nôtre, même si les mots ne sont pas les mêmes et à la différence près qu'il s'agit d'une multifonctionnalité axée sur l'environnement, dans laquelle la notion de monde rural est peu présente pour des raisons propres aux Américains.

(1) Le premier cas de vache folle aux États-Unis a été détecté le 23 décembre 2003, dans une ferme de l'État de Washington. L'animal, âgé de six ans, aurait contracté l'ESB au Canada, dont elle a été importée en 2001. À la suite de cette découverte, le département américain de l'Agriculture (USDA) a imposé de nouvelles règles de sécurité alimentaire, interdisant l'utilisation de cervelle et de moelle épinière de bovins âgés dans la production alimentaire destinée à l'homme. Mais plusieurs législateurs et groupes de protection de consommateurs font pression auprès de la FDA pour renforcer les mesures, notamment au niveau de l'alimentation animale. En décembre 2004, la polémique a été relancée après le décès d'un Californien de 49 ans, atteint de symptômes caractéristiques du nouveau variant de la maladie de Creutzfeldt-Jakob.

(2) Ce farm bill (« loi agricole ») a été voté en mai 2002 par le Congrès Américain. Intitulé « Sécurité des exploitations et loi d'investissement rural », il est applicable pendant six ans. Il contient divers programmes liés entre autres aux productions, à l'environnement, au commerce international, à la nutrition ou encore à l'énergie.

Pour résumer, vis-à-vis de l'Europe, les médias américains sont passés d'un message dominant – « Arrête tes aides et pousse-toi de là que je m'y mette » – à une attitude plus circonspecte, s'interrogeant ça et là sur les concepts développés en Europe ou au Brésil et se demandant s'il ne serait pas temps de mettre l'accent sur ce que l'on peut partager et non ce qui nous divise.

### Alex Miles : Paysans ? Un mot qui désigne des gueux.

Des deux côtés de l'Atlantique, au lieu d'embrasser largement du regard la réalité d'en face, nous scrutons les petits défauts à la loupe... De fait, cette vision étroite nous rassure, les uns et les autres. Prenons la multifonctionnalité. Ce n'est pas mon domaine de compétence et étant de New York City, tous les aliments que j'achetais venaient du supermarché. Impossible de faire le lien entre ce que l'on mange et l'origine des produits. L'écart entre l'agriculture et le consommateur est absolu. Ce sont deux planètes distinctes. D'ailleurs, nous n'avons pas de fermiers, encore moins de paysans, un mot péjoratif qui désigne des gueux. Nous ne connaissons que l'agribusiness. Aussi, les Américains regardent les Français non pas comme des agriculteurs mais comme des personnes ayant un petit potager où ils plantent quelques tomates et poireaux...

Aux États-Unis, nous avons un système de valeurs et de sensibilité radicalement différent, basé sur la quantité. Après avoir pu enfin manger à sa faim, l'Américain d'aujourd'hui mange sans fin, ce qui constitue un autre problème. Le mot qui qualifie le mieux les États-Unis ? L'immensité. Nous sommes loin des valeurs européennes, fondées sur la qualité. Si vous le permettez, j'aimerais vous raconter une anecdote pour illustrer cet écart. J'ai travaillé chez Alain Lenôtre pendant quelques années, notamment lors de ses débuts à Houston (Texas). Il pensait fabriquer les meilleures pâtisseries du monde et n'avoir qu'à les mettre sur l'égal pour que tout le monde les achète. Il a donc fait notamment des éclairs, comme nous les connaissons en France. Sauf que pour le Texan, ce n'étaient que des amuse-gueules : il voulait un gâteau trois fois plus gros ! Lenôtre n'a pas su adapter ses créations, imaginant que les qualités sensorielles primaient. Quand j'explique dans mon pays les qualités d'un Comté affiné durant 18 mois, personne ne me comprend. Le terroir n'est pas quelque chose que vous pouvez mettre dans votre poche pour l'amener du Sud-Ouest au Texas. Ce n'est pas qu'un peu de terre et de minéraux. C'est aussi une tradition. À l'inverse, les États-Unis sont nés sur une culture de la bougeotte : de la côte Est, les colons, qui étaient d'ailleurs des Européens, sont allés *go west, young men*. C'est seulement depuis une quinzaine d'années que les gens se déplacent moins. Acheter une maison n'est plus un investissement mais une implantation et la terre sur laquelle nous sommes devient importante. Dès lors, la naissance de la notion de terroir est possible,

même si le mot n'existe pas encore en anglais. Mais n'oublions pas que, comme le disait récemment un Irakien, l'Amérique se comporte comme si le monde faisait partie d'elle-même. Et il est vrai que tout ce que fait l'Amérique a un effet sur le monde. Du coup, ce ne serait pas une mauvaise idée si, aux prochaines élections américaines, le Monde pouvait élire le président des États-Unis (applaudissements).

**Georges Cassagne : Nos problèmes ne sont pas si différents.** On me demande en quelques minutes de faire une critique de l'agriculture française à partir de ce que je pourrais observer aux États-Unis. Je voudrais d'abord signaler que, là-bas, ce n'est pas rose tous les jours. Nous connaissons notamment des problèmes d'eau – le Texas réduit les possibilités de forer des puits – et de coût de l'énergie. Dans la région où je travaille, nous sommes en train de passer du maïs au coton parce que le coût de l'irrigation devient exorbitant.

D'autre part, comme le disait Jean-Christophe Debar, les États-Unis ont pris conscience qu'ils commençaient à avoir des concurrents très efficaces, en particulier les Brésiliens et les Argentins. Récemment, j'ai assisté à une conférence où deux agriculteurs brésiliens, invités par des Américains, se sont permis de dire à ces derniers : « We will beat you ». Ils ne vont pas les battre sur les aspects technologiques mais en termes de coûts de production. Ajoutez à cela les subventions européennes et vous comprendrez que les Américains sont amenés à penser différemment, en particulier en ce qui concerne les paiements. Ils sont convaincus qu'il ne faut plus lier les primes à la production mais qu'il convient de donner un fixe à l'exploitation. Les subventions seraient ainsi fractionnées : un premier tiers donné à l'exploitant, un second tiers accordé en fonction des capacités de l'exploitation à respecter l'environnement et un dernier tiers qui permettrait de reconstituer les capitaux propres de l'entreprise. Tout ceci est inquiétant car cela tend à favoriser le développement de très grandes fermes. Il faut savoir que déjà, 3 % seulement des exploitations américaines produisent 60 % des produits agricoles. Cela crée un déséquilibre énorme dans les campagnes. Même dans des régions riches comme l'Iowa ou l'Illinois, des zones entières sont en cours de désertification. Pour faire face à cette situation, les Américains commencent à envisager de mieux valoriser les produits locaux. La France et les États-Unis connaissent donc des problèmes assez semblables, que ce soit pour l'eau, le coût de l'énergie ou l'exode rural. De fait, chacun peut tirer les leçons des expériences menées « de l'autre côté ».

Un exemple : depuis quelques années, des agriculteurs américains envisagent de se lancer dans la production d'« énergie verte ». En l'espace de sept ans, 102 usines produisant de l'éthanol ont en effet été créées aux États-Unis, produisant 1 milliard 500 millions d'hectolitres

d'éthanol. Sans cet apport, l'essence à la pompe aurait augmenté cette année d'environ 14 % ! C'est vous dire l'importance que revêt désormais ce secteur. Dans nombre de régions céréalières, il s'agit là d'une alternative pour faire face à la concurrence du Brésil. D'autant que l'état catastrophique de l'infrastructure routière brésilienne laisse aux agriculteurs américains une dizaine d'années pour se retourner et trouver des solutions.

Ce nouveau type de production énergétique aurait l'avantage de revitaliser la plupart des zones rurales américaines. Récemment, une étude menée dans l'Iowa a établi qu'en prélevant uniquement la moitié des tiges de maïs laissées sur le sol après la moisson, puis en les traitant pour les transformer en matière plastique, cela rapporterait à cet État la bagatelle de 72 milliards de dollars : le double du chiffre d'affaires actuel de l'Iowa !

La France aurait tort de négliger cette piste. J'ai récemment entendu des officiels français annoncer que nous allions importer de l'éthanol du Brésil. Personnellement, je pense que c'est scandaleux. D'autant qu'en plus de l'éthanol, se développe la piste du bio-diesel, à partir d'huile de soja. Il s'en produit déjà 18 millions de litres. Et vous savez que des pays comme le Canada ont déjà une loi qui les oblige d'ici la fin 2005 à incorporer dans tous leurs carburants 5 % d'éthanol...

Enfin, je signalerai une autre piste développée aux États-Unis pour abaisser leurs coûts de production, cette fois autour des techniques culturales. Il s'agit du *minimum tillage* (labourage minimum). Cela ne fait pas l'affaire des constructeurs de matériel et il paraît que la firme John Deere a dépensé près de deux milliards et demi de dollars pour contrer cette méthode de non-labour. ■

## ÉCHANGES AVEC LA SALLE

### *Les États-Unis filent un mauvais coton.*

**Didier Houquet, Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires Rurales :** D'abord, je voudrais vous remercier pour votre triple éclairage que je trouve passionnant. J'ai cru comprendre que derrière les divisions artificielles, il y avait un certain nombre de points de contact, en terme de préoccupation environnementale ou de territorialisation de la production... Il y aurait ainsi, peut-être, un faux combat entre les agricultures américaine et française. Mais le moins que l'on puisse dire c'est que, pour l'instant, cela ne se passe pas très bien dans les enceintes internationales. Un accord-cadre a été conclu à Genève la semaine dernière (N.D.L.R. : accord-cadre Nord-Sud relançant la libéralisation du commerce mondial, conclu le 1<sup>er</sup> août 2004) mais il concerne avant tout ce sur quoi nous allons essayer de nous mettre d'accord ! Ensuite, ce qui m'a beaucoup frappé dans votre discours, c'est votre insistance sur le

Brésil. La France peut-elle trouver là, contre l'Amérique Latine, un intérêt nouveau à s'allier avec les États-Unis ?

**Jean-Christophe Debar :** Le Brésil est mieux placé que les États-Unis pour le soja, mais aussi peut-être sur la viande : le bœuf, la volaille, voire demain le porc. Par ailleurs, ce pays a déposé un « panel » à l'OMC contre le coton américain. Le rapport établi par le groupe d'experts en avril dernier n'est qu'intérimaire, mais en reconnaissant illégales les subventions américaines sur le coton, il pourrait avoir une portée très profonde, débordant très largement le simple cas de cette production, qui constitue déjà un enjeu majeur. Ce projet remet en effet en cause un certain type d'instruments de politique agricole : les aides découplées<sup>(3)</sup>, qui sont de plus en plus le fondement du soutien agricole européen. Pour le meilleur et pour le pire, nous sommes contraints de les défendre aux côtés des États-Unis.

**Georges Cassagne :** La faiblesse des coûts de production du Brésil en fait un concurrent très sérieux. D'ailleurs, il est parfois appelé « le géant endormi ». Heureusement que leurs infrastructures routières et portuaires ne se prêtent pas à l'essor du commerce international !

**Jean-Claude Sabin, président de l'Irqualim :** Nous avons toujours eu des rencontres manquées avec les Américains. Je me souviens, il y a dix ans de cela, le *free market* (libre marché) allait tout sauver : plus de subventions, tout sera merveilleux. Quelques années plus tard, avec le nouveau *farm bill*, s'est ouverte la période du découplage des aides. Et maintenant, les États-Unis font un pas de plus. Cela dit, ils ont aussi recouplé certaines aides... Sur le coton, certains applaudissent : le Brésil va enfin mettre les États-Unis à genoux au bénéfice du Tiers-monde... Quel rêve ! Mais attention, car si le Brésil l'emporte, il se substituera aux États-Unis avec ses atouts propres : une main-d'œuvre bon marché, des superficies énormes, une mécanisation à outrance, des OGM... Et les pays en développement n'auront plus aucun recours. Il faudrait que ce plan coton laisse une place à l'Afrique. ■

(3) Le découplage partiel des aides a été introduit dans la réforme de la Pac de juin 2003. Il s'agit de réduire une partie des aides à la production – basées sur le nombre d'hectares d'un type de culture, de têtes de bétail ou de litres de quota laitier – pour instaurer une aide liée à la personne, qui donne lieu à un paiement unique à l'exploitation, sur la base du nombre moyen d'hectares exploités. Ces aides ne sont donc plus accordées en fonction d'un volume produit.

## TABLE RONDE

# Ici, vu depuis les pays du Sud

**Table ronde animée par Gilles de Mirbeck**, sociologue, chercheur associé à l'UMR Dynamiques rurales, Toulouse Le Mirail. Avec **Omar Bessaoud**, enseignant-chercheur à l'institut agronomique méditerranéen de Montpellier dans le domaine des sociétés rurales et de l'ingénierie du développement. Né en Algérie, il y a vécu et travaillé. Et avec **Alexis Krycève**, directeur marketing d'Alter Eco, société d'importation et de distribution de produits issus du commerce équitable.

**Gilles de Mirbeck :** Le « vieil Africain » que je suis ne peut oublier que ce Sud qui englobe plusieurs continents rassemble aussi la majorité des agriculteurs les plus défavorisés au monde. Lors d'un café-débat à Marciac<sup>(1)</sup>, Omar Bessaoud, au côté de Gérard Gherzi, avait posé un diagnostic alarmant sur les pays méditerranéens du sud dont l'agriculture se caractérise par l'exploitation de ressources extrêmement rares et fragiles. Il avait prôné avec véhémence la nécessité d'instaurer de réels partenariats d'une rive à l'autre. De son côté, Alexis Krycève, un des dirigeants d'Alter Eco, nous avait convaincus lors d'un autre café-débat<sup>(2)</sup> qu'au travers du commerce équitable, les petits agriculteurs organisés en coopératives obtiennent une meilleure valorisation de leur production. Je vais leur demander de traverser symboliquement la mer et depuis ce Sud qu'ils connaissent bien, de nous donner leur point de vue sur l'agriculture d'ici. Un regard nuancé et complexe. Un métissage de sentiments à la « Je t'aime moi non plus ».

**Omar Bessaoud : l'admiration, l'aveuglement et la contestation.** Mon point de vue sera personnel car le Maghreb dispose de très peu d'études ou de recherches réalisées sur l'agriculture française par les Maghrébins eux-mêmes. Les seuls travaux dont nous disposons portent sur les rapports Nord-Sud et les accords de coopération. D'après moi, donc, notre regard s'avère être très contradictoire et ambigu. Il est teinté d'admiration au vu d'une agriculture perçue comme moderne et compétitive. Elle produit des richesses dont certaines arrivent jusqu'à nous : les produits laitiers, le sucre, les huiles alimentaires, le blé. Et lorsque les gens viennent ici, ils constatent en premier lieu l'abondance. De même, nous considérons que votre paysannerie a un poids certain en interne, qu'on remarque lors des manifestations, des contestations et des négociations. Lorsque j'étais étudiant, j'avais été très impressionné par la gestion poli-

(1) « L'agriculture des pays méditerranéens du sud, entre conquête des marchés européens et réponse aux besoins », octobre 2002. Le cahier qui en est issu est téléchargeable gratuitement sur le site de la Mission : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=0777](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0777)  
(2) « Quels défis et quels paris pour le commerce équitable ? », café-débat de Marciac, le 3 juin 2004. Pour lire le compte rendu et le télécharger : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=1091](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=1091)

tique des conflits avec les organisations professionnelles, l'ensemble des règles d'organisation, la régulation des marchés, la mise en réseau des acteurs pour gérer à la fois leurs ressources et leurs territoires. Enfin, tout aussi attractive nous semble être la place de cette agriculture dans le monde, à travers les grands forums et rounds internationaux où la France s'oppose aux États-Unis. Mais c'est aussi un regard empreint de nostalgie et opacifié par la méconnaissance. La nostalgie parce que nous gardons une certaine empreinte de la France, à travers la constitution de secteurs dits modernes dans l'agriculture coloniale de l'époque. Ces dernières années, les politiques d'ajustement et de réforme agricole mises en œuvre dans les pays du Maghreb ont d'ailleurs pris la France comme modèle pour tenter de reconstruire et de développer ce qui nous a été légué, notamment les interprofessions, les chambres agricoles, la viticulture et le crédit mutuel en Algérie... Nous reprenons ainsi à notre compte un certain nombre d'outils qui avaient été créés du temps de la colonisation. Sauf que notre posture résulte aussi d'une méconnaissance des mécanismes et des conséquences de cette modernisation « à la française ». Nous ignorons quel en a été le coût social et la plupart d'entre nous s'étonne en apprenant qu'il ne reste que 600 000 agriculteurs, ou que l'agriculture représente seulement 4 à 5 % du produit intérieur brut, là où, au Maghreb, elle pèse encore 15 à 25 % du PIB selon les années et occupe plus du quart de la population active. Même chose sur le prix à payer sur le plan budgétaire. Lorsque j'explique aux étudiants ou aux institutionnels maghrébins que la moitié du revenu d'un agriculteur français provient de transferts et d'aides, ils ne comprennent pas. Ils savent que cette agriculture est subventionnée, mais n'imaginaient pas qu'elle l'était à une telle hauteur. Nous connaissons également mal la géographie de la France. C'est en la visitant qu'on évalue son potentiel en termes de ressources naturelles et ses avantages au plan climatique. De même, le coût environnemental de cette modernisation - la pollution des eaux et des sols, les friches ou la désertification - demeure très abstrait pour nous, y compris dans des milieux avertis. Enfin, notre regard exprime la contestation. Un refus qui porte principalement sur les échanges commerciaux. Au Maroc, par exemple, plusieurs travaux de chercheurs mettent en cause la contradiction entre un discours de libéralisation et des marchés verrouillés, des volumes contingentés, des barrières douanières déguisées au prétexte de normes phytosanitaires. Les Maghrébins dénoncent la position française dans les grandes enceintes internationales, trop centrée sur les échanges commerciaux dont nous tirons peu les bénéfices, au détriment des stratégies d'appui à

la sécurité alimentaire des pays du Sud, principe de sécurité alimentaire que la France évoque tout de même quand il s'agit de justifier la politique communautaire ou sa politique agricole. En conclusion, il me semble que si les pays du Maghreb tentaient de mieux connaître l'agriculture française, leurs populations auraient à gagner au moins une chose : mieux repérer leur propre identité. Car c'est à travers l'autre que nous pourrions détecter et mesurer nos atouts, nos potentialités et les ressources sur lesquelles nous pourrions nous appuyer.

**Alexis Krycève : des zones de complémentarité sont possibles.** En vous écoutant depuis ce matin, je me suis dit qu'il convenait plutôt d'inviter des psychanalystes ! Je souhaiterais mettre en avant le fait que nous avons affaire à des comportements totalement schizophrènes. Un mélange d'attraction-répulsion, pour des raisons tout à fait légitimes. L'exercice que vous nous demandez est également difficile parce que, bien qu'ayant fréquenté beaucoup de producteurs du Sud, je n'ai jamais abordé textuellement ce sujet, concernant leurs perceptions de l'agriculture française. C'est la dernière de leurs préoccupations ! Je ne pourrai donc en aucun cas vous rapporter leur propos. En revanche, je peux donner des éléments de réflexion permettant de deviner un peu l'image qu'ils en ont. En premier lieu, il convient de comprendre la situation des producteurs et leurs rapports avec les pays du Nord, dont la France. La surface moyenne que cultivent les producteurs avec lesquels nous travaillons est de 1 hectare. Ils sont issus de pays très différents, répartis sur plusieurs continents, d'où la difficulté supplémentaire pour résumer leurs perceptions. Dans le cercle d'échanges auquel je participais, la personne venue du Burkina-Faso disait : chez nous, 90 % de la population active vit de l'agriculture. Première différence majeure avec la France qui modifie radicalement les perceptions. Par ailleurs, ce sont des gens en position d'arrêt complet. Ces producteurs, qui n'ont aucun débouché, sont au bout d'un chemin peu accessible, qui n'ont pas encore abandonné la terre mais qui pourraient le faire s'ils en avaient l'opportunité. Ils sont exsangues, et n'ont pour solution que de vendre leur production à un intermédiaire local à un prix dérisoire. Ils ne prennent aucune distance avec leur quotidien, vivant au jour le jour dans une économie de subsistance. Leur revenu annuel est en moyenne de 200 dollars. Leurs rapports aux pays du Nord sont donc faits d'un métissage d'admiration et de rejet, avec des sentiments hérités de la période coloniale et des critiques très virulentes. Les Africains, par exemple, dénoncent souvent le rôle de la colonisation pour expliquer leur situation actuelle. Pourtant, dans la rue, beaucoup de

gens portent des tee-shirts de marque française, aiment à supporter telle équipe de foot européenne... Pour résumer leur sentiment à l'égard de l'agriculture du Nord, je dirai que celle-ci constitue à la fois un modèle, un concurrent et un partenaire potentiel. Des sentiments et des comportements paradoxaux faits de fierté, d'envie et de nécessaire partenariat qu'incarne une figure du Sud telle que l'altermondialiste Vandana Shiva<sup>(3)</sup>, responsable d'une coopérative indienne. L'un de mes collègues d'Alter Eco, qui s'était rendu en Inde pour la rencontrer, m'a confié au retour : « C'est une femme très digne, très dure, qui considère que ça n'est pas à nous de lui apprendre la solidarité et qui est très mordante vis-à-vis des Occidentaux ». Malgré tout, la coopérative qu'elle dirige nous vend du riz basmati. Mais elle refuse qu'y soit apposé le label Max Havelaar, en arguant qu'elle n'a de leçons à recevoir de personne et que les Hollandais n'ont pas inventé la solidarité. Pour ces gens-là, il est évident que l'agriculture du Nord, mécanisée, diversifiée, agit comme une référence – les coopératives françaises sont ainsi des modèles d'organisation dont s'inspirent bon nombre de pays du Sud - mais la rivalité reste au cœur de la relation. D'ailleurs, souvenez-vous comment nous parlions tout à l'heure de l'agriculture brésilienne : votre premier réflexe a été de dire que vous vous sentiez menacés ! Les producteurs du Sud n'ont donc aucun espoir de s'en sortir : nos marchés sont fermés, nos produits sont subventionnés et nos intérêts sont antinomiques avec tout principe de solidarité. Le coton illustre pleinement cette situation : son coût de production est d'environ 1 \$ la tonne, or le coton américain est subventionné à cette hauteur. Pour un burkinabé, il faudrait produire à coût zéro pour arriver à être compétitif ! D'où la demande récurrente des pays du Sud de lever les aides pour pouvoir accéder aux marchés du Nord. Reste que cette concurrence a quand même des effets positifs : elle incite les pays avec lesquels nous travaillons à s'adapter, à chercher des solutions spécifiques, à se spécialiser, à améliorer la qualité. C'est dans ce sens qu'Alter Eco souhaite aller : le partenariat constitue une solution possible par rapport au cul-de-sac dans lequel nous sommes actuellement. D'autant que des zones de complémentarité existent, à condition de mettre l'accent sur les productions qui vont distinguer le Sud, valorisant ses productions tout en apaisant l'hostilité du Nord. C'est le cas du café, où il n'y a pas de concurrence possible. De même, nous proposons aux producteurs d'adopter la démarche de l'agriculture biologique ou de réinvestir des cultures traditionnelles, comme le riz violet ou le thé rouge... Des spécificités locales qui permettent de laisser une place à tout le monde. Le commerce équitable peut

(3) Vandana Shiva, physicienne, docteur en philosophie des sciences, féministe et militante écologiste. Cette figure indienne du courant altermondialiste a créé l'association Navdanya, qui consiste en une banque de semences modèles, destinées à défendre la biodiversité et à assurer une plus grande autonomie aux agriculteurs de son pays. Elle est également directrice, à New Delhi, de la Fondation de recherche pour la Science, la Technologie et l'Écologie.

ainsi, indirectement, apprendre à mieux nous connaître et réconcilier les agriculteurs du Sud et du Nord. Je terminerai par un exemple symbolique des complémentarités possibles : sous la marque « Les fruits de la solidarité », des producteurs savoyards, associés à des coopératives du Bénin proposent aux consommateurs français des confitures mêlant des fruits et des sucres du Nord et du Sud. Comme quoi il est possible de faire « pot commun »... ■

## Alter Eco : un des leaders du commerce équitable

L'idée du commerce équitable est née, dans les années 60, dans le milieu des ONG. Le fondateur de l'une des premières coopératives créée dans cet esprit, Max Havelaar, donne désormais son nom au label garantissant le respect des standards internationaux du Commerce équitable. C'est pour développer cette forme de commerce mondial qui permet d'améliorer le revenu des producteurs sans augmenter le prix final du produit qu'est né Alter Eco en 98. Cette société française travaille aujourd'hui directement avec 24 coopératives dans 18 pays, touchant ainsi environ 10 000 petits producteurs qui trouvent un débouché à leur matière première à des conditions préférentielles.

En contrepartie, ces derniers doivent respecter des critères de qualité et d'hygiène (démarche HACCP et contrôles microbiologiques, physicochimiques et organoleptiques), de transparence et de démocratie des organisations. La filière Alter Eco commercialise en grande surface (et en ligne, sur son site) une gamme d'une cinquantaine de produits, depuis les thés, cafés et chocolats jusqu'au riz, en passant par l'huile d'olive et les jus de fruits. Une majorité de ces produits est issue de l'agriculture biologique.

Contact : Alter Eco, 18, passage du chantier, 75012 Paris. Téléphone : 01 47 42 32 20. [www.altereco.com](http://www.altereco.com)

## TABLE RONDE

## Ici, vu depuis les pays de l'Est

Troisième regard, celui de nos agricultures vues depuis les pays d'Europe centrale et orientale, dont bon nombre sont devenus, depuis peu<sup>(1)</sup>, membres de l'Union Européenne. Avec **Piotr Dabrowski** ingénieur agronome, ancien porte-parole de Solidarnosc<sup>(2)</sup> des agriculteurs et ancien Secrétaire d'État à l'agriculture de Lech Walesa et **Alain Pouliquen**<sup>(3)</sup>, agronome et économiste, directeur de recherche à l'Inra Montpellier, l'un des meilleurs spécialistes français de l'agriculture de ces pays dits de l'Est.

**Introduction de Jean-Claude Flamant, directeur de la Mission Agrobiosciences.** C'est avec un plaisir infini que j'accueille Piotr et Alain à Marciac. À la fin des années 70, j'ai eu l'occasion de rencontrer Piotr à Varsovie car, pour tout vous dire, son épouse était une collègue chercheur qui s'intéressait à l'alimentation des ovins. Plus tard, à l'époque de la dictature de Jaruzelski, je suis retourné à Varsovie et Piotr m'a fait visiter, avec quelques collègues toulousains, une diversité d'agriculteurs de l'Est de la Pologne. Ce fut pour nous une expérience impressionnante. J'avais aussi rencontré Alain à Montpellier affichant un badge de Solidarnosc... Piotr, alors que ton rêve s'est réalisé, que la Pologne fait partie de l'Union Européenne, peux-tu nous dire comment les agriculteurs polonais voient nos agricultures ?

**Piotr Dabrowski : l'intégration européenne, un événement attendu depuis 60 ans.** C'est sensationnel de faire partie de l'Europe des 25 ! Je suis très ému et très heureux de vous rencontrer maintenant que nous sommes de la même famille. À l'Est, cet événement est attendu depuis la bagatelle de 60 ans, voire plus. Pourtant Jean-Claude, ne crois pas que nous vous connaissons. J'ai récemment demandé à des interlocuteurs et à des amis agriculteurs polonais : « Comment voyez-vous l'intégration de l'agriculture polonaise à l'Union Européenne ? ». Tous m'ont répondu qu'ils n'en avaient aucune idée. Et quand ils me posaient la question à leur tour, je disais : « Moi non plus ». Nous avons donc des tas de points d'interrogation et très peu de réponses. En revanche, est-ce que ces paysans polonais s'intéressent à l'agriculture française, ou plus largement occidentale ? Trois fois oui, et cela depuis des décennies. Parce que les citoyens polonais ont longtemps observé l'Ouest avec beaucoup d'attention. Vous étiez pour nous, depuis au moins ces 60 dernières années, une référence, un point de repère, un exemple à suivre. Mais je pense que si Einstein nous écoutait, il serait ravi, parce que tout est relatif.

Vue depuis la Pologne, l'agriculture française est une agriculture d'une autre dimension, faite de grandes structures et de grandes exploitations. Ce n'est pas le petit potager vu depuis New York. Il fallait voir les yeux de paysans polonais face à un agriculteur français leur disant : « J'ai une centaine de vaches et 120 ha ». Ils n'y croyaient pas il y a 20 ans, 10 ans, 5 ans... Mais cette perception évolue rapidement. Il faut souligner aussi que nous vous voyons toujours comme un pays riche, y compris votre agriculture. Vos structures de transformation sont aussi très puissantes par rapport à nos coopératives laitières.

Entre parenthèses, notre système coopératif en agriculture est né parallèlement au vôtre. Vous savez, depuis l'histoire d'amour entre Napoléon et Marie Waleska, nous avons le même code civil, la même approche, la même culture. J'aimerais pointer ici quelques paradoxes géographiques : la distance entre Strasbourg et le territoire polonais est plus courte qu'entre Strasbourg et Brest. Dans le même registre, Vienne, la capitale de l'Autriche, est plus à l'Est que Prague, la capitale de la République tchèque.

Vos structures de commercialisation aussi sont très efficaces et les équipements dont vous disposez très impressionnants. Bien sûr, ce qui impressionne les hommes, ce sont les engins qui ont des roues et un moteur, les tracteurs par exemple... Vu depuis chez nous, ces équipements sont puissants, grands, modernes. Quant à nos femmes, à nos filles et à nos mères, c'est à l'intérieur de la maison qu'elles s'intéressent, aux meubles et à l'électroménager : que c'est beau ! Par ailleurs, nous voyons bien que vos organisations professionnelles agricoles sont très puissantes. Lors de la Grande Moisson<sup>(4)</sup> sur les Champs Élyséens, vous avez réussi à regrouper jusqu'à 300 000 agriculteurs à Paris.

**La Pac, entre soutien et perversité.** Ensuite, évidemment, nous savons que la France faisant partie de l'Union Européenne est co-créatrice et co-responsable de la Politique Agricole Commune. Et vue de chez nous, la Pac est la politique qui soutient de nombreux agriculteurs -bravo-, mais aussi une politique qui exige et impose des normes de plus en plus poussées, jusqu'à l'absurdité parfois d'une bureaucratie perverse. Les Suisses disent que leurs fromageries auraient été fermées s'ils étaient à l'intérieur de l'Union européenne. Il y a un mois, un vieux paysan que j'ai rencontré avec l'un de vos collègues agriculteurs du Cher nous a dit : « On apprécie beaucoup l'entrée dans l'Union européenne mais, maintenant, quand j'ai un veau qui vient de naître, il faut que je coure à la capitale pour qu'on lui délivre un passeport, avec photo couleur... » Attention, car les plus extrémistes de ces vieux sans formation, nationalistes, xénophobes, disent qu'on vient de changer l'op-

(1) Le 1<sup>er</sup> mai 2004, soit à peine quinze ans après la chute du Mur de Berlin, l'Union européenne est passée à vingt-cinq États membres avec l'accueil de dix nouveaux pays : Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovaquie. Ce processus d'élargissement est loin d'être achevé puisqu'une deuxième vague d'adhésion est prévue en 2007 tandis que de nouvelles négociations s'ouvrent dès 2005 avec la Turquie et la Croatie. Pour en savoir plus sur l'élargissement de l'Union européenne (pays candidats, coûts budgétaires...), consulter sur le site de la Documentation Française : [http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/dossier\\_international/union\\_europeenne\\_elargissement/index.shtml](http://www.ladocfrancaise.gouv.fr/dossier_international/union_europeenne_elargissement/index.shtml)

(2) Voir sur le site de Solidarnosc, la Pologne des années 70, les grèves d'août 80, Lech Walesa, la chute du communisme : <http://solidarnosc.free.fr/>

(3) Pour en savoir plus sur Alain Pouliquen, consulter sur le site de la Mission Agrobiosciences : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=0667](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0667)

pression de Moscou contre celle de Bruxelles, et pour-quoi pas de Washington. Heureusement, ce phénomène est assez marginal, mais il est très facile d'imaginer à quel point certains paysans peuvent jurer comme des charretiers quand on leur rappelle qu'ils n'ont plus le droit de tuer leur propre cochon.

Arrive ensuite l'étape de l'intégration et, là, on a vu quelques stratégies de la Pac malhonnêtes et mensongères, excusez-moi pour cette accusation. Au début, on nous a proposé zéro aide directe. Sur l'argument que nos prix n'allaient pas baisser, nous n'y avons pas droit. Allez dire cela à des très pauvres... par rapport à chez vous. Ensuite, on nous a proposé 25 %, enfin, après une bataille importante, nous sommes autour de 60 % de l'aide accordée aux agriculteurs des pays de l'Union. On pourrait aussi parler d'un certain égoïsme. En 99, la crise porcine a été terrible, je me souviens encore des barrages sur les routes, nuit et jour, qui ont duré des semaines dans un hiver glacial. Et notre ministre des Finances, libéral et têtu, a demandé à Bruxelles une légère diminution des subventions aux exportations, parce qu'on était en train de se faire chasser du marché russe. Dans le même temps, Bruxelles a augmenté les subventions aux exportations, non pas pour tuer des agriculteurs polonais, mais pour soutenir des agriculteurs de l'Europe des 15. Chez nous, le prix du cochon est descendu à zéro.

Pour vous dire toute la vérité, nous ne voyons pas chez vous de coûts de production très élevés, ni de marges très faibles et pratiquement pas d'endettement. Depuis l'Est, nous ne voyons pas assez bien les structures de transformation et de commercialisation telles que les coopératives échappant aux contrôles des paysans.

Voilà donc la vision que nous avons depuis chez nous, sachant bien sûr qu'il existe des cas de figure très différents. Il faut reconnaître malheureusement qu'aussi bien les médias que les gouvernements n'ont jamais été à la hauteur pour expliquer la réalité des deux côtés. Cela reste à faire. Je tenais encore à dire un grand merci à l'agriculture française et au monde rural français.

#### **Alain Pouliquen : la sélection risque d'être brutale.**

J'aimerais rappeler quelques points clés à notre auditoire français. L'histoire agraire de ces pays nouveaux membres a été très différente de celle de l'Europe occidentale depuis très longtemps et durant les 40 années de l'épisode communiste. Depuis 1990 les transitions postcommunistes n'ont pas éliminé les particularités de l'héritage de cette histoire, notamment le dualisme marqué des structures agraires. En effet ces agricultures sont restées essentiellement partagées entre deux pôles très différents, dans des proportions très variables selon les pays. D'un côté un secteur sociétaire issu des anciennes coopératives agricoles (type kolkhozes) et des fermes d'État, dont les unités, à la fin du commu-

nisme, faisaient couramment 4 000 à 5 000 ha, voire plus, et couvraient 80 % des terres agricoles, à l'exception de la Pologne et de la Slovaquie où cette part était restée très minoritaire, soit de l'ordre de 20 %. Ces unités sont devenues des structures sociétaires de droit occidental – comme les sociétés anonymes, les sociétés à responsabilité limitée, les nouvelles coopératives. De l'autre côté, l'autre pôle, constitué de micro et de petites exploitations, s'est considérablement développé depuis la chute du communisme et les privatisations qui ont suivi. Mais les exploitations familiales de type « professionnel », qui correspondraient aux tailles économiques massivement dominantes chez nous, sont encore à ma connaissance très minoritaires. Toutefois il semble que leur développement se soit récemment accéléré, notamment par des voies de location informelle, sous l'impulsion de la perspective, et maintenant de la réalité, de paiements directs et des autres subventions communautaires. Mais au total le secteur familial reste beaucoup moins concentré dans ces pays que dans l'ex-UE à 15.

**Un choc historique.** Partant de ces éléments, on peut anticiper certains effets des mécanismes économiques bien connus qui ont impulsé la modernisation, la concentration et l'intégration agroalimentaire de l'agriculture depuis 40 ans dans l'Union européenne.

Les mêmes forces sont à l'œuvre dans les nouveaux pays-membres et y sont même décuplées à certains égards. En effet la plupart de ces pays ont connu un développement colossal des hyper et supermarchés, en particulier ceux des chaînes de grande distribution britanniques, françaises et allemandes. Leur développement a été explosif depuis une dizaine d'années et s'accélère encore, notamment dans les villes grandes et moyennes de Pologne, mais aussi de Hongrie ou de République tchèque... Mais la différence, c'est que ce développement de la grande distribution a ici en face de lui à la fois de grandes structures mais aussi des millions de micro-exploitations dont les systèmes de production rappellent ceux qui étaient courants chez nous dans les années 50.

C'est donc une sorte de choc historique : imaginez la grande distribution du 3<sup>e</sup> millénaire face à cette grande majorité de petites et micro exploitations de subsistance et semi-subsistance, qui cumulent fragmentation de l'offre et faible organisation en groupements de producteurs, coopératives, etc. Dans ce jeu, la sélection des gagnants risque d'être beaucoup plus brutale que celle que nous avons connue depuis 30 ou 40 ans et qui s'est opérée, dans notre pays, d'une manière graduelle. Un grand nombre de micro et de petites exploitations ont été exclues du marché chez nous par des mécanismes bien connus : « ciseau des prix » et économies d'échelle ; exigences de concentration, d'organisation,

(4) La Grande Moisson des Champs Élyséens a été organisée le 24 juin 1990. Sur fond d'Arc de Triomphe, l'avenue a été transformée en une vaste plaine de blé qui fut moissonnée. Les "Champs", comme l'appellent les Parisiens, voie urbaine et triomphale, étaient revenus à leur fonction agricole première. La Moisson en forme d'opéra-spectacle se termina par un feu d'artifice. Ce projet demanda une planification et une organisation considérable à laquelle participèrent à la fois le Centre National des Jeunes Agriculteurs, la Ville de Paris, le Ministère de l'Agriculture, le Crédit Agricole et la Filière Céréalière.

de qualité et de traçabilité de l'offre imposées par l'industrie de transformation et par la grande distribution, etc. L'importation de ce modèle est d'autant plus redoutable que, à la différence du contexte des Trente Glorieuses qu'ont connu nos agricultures, les agricultures de la plupart de ces pays sont environnées d'un chômage considérable, surtout dans les zones rurales et les petites villes. En Pologne, ce chômage atteint 19 % de la population active, bien que cela doive sans doute s'améliorer avec la reprise économique qui se confirme, et à moyen terme du fait du fort ralentissement démographique.

Depuis une dizaine d'années, l'agriculture micro-fundiaire a largement servi de tampon anti-chômage. Mais il n'y a pas besoin d'être un immense économiste pour comprendre qu'il est difficile pour une agriculture d'être à la fois compétitive et de remplacer les indemnités de chômage. Pour ces pays c'est socialement et budgétairement très précieux, mais cela freine la restructuration et la relance de la production agricole. De l'autre côté, l'agriculture sociétariale nouvelle, qui a pris la place des anciennes unités communistes, est très souvent marquée par une gouvernance de salariés copropriétaires de leurs terres et du capital d'exploitation. Ceci génère une rationalité différente de celle de holdings extérieures ou d'entreprises qui seraient la propriété d'une famille ou d'un individu, visant avant tout la rentabilité du capital engagé. En effet, le premier soin des travailleurs-copropriétaires a été d'éviter, par exemple, de liquider l'élevage, qui est leur principal employeur. Sinon, ces unités, étant donné leur taille, se tourneraient spontanément vers la spécialisation en grandes cultures mécanisées, principalement céréalière-oléagineuse. Ce risque « latifundiaire » s'est matérialisé, par exemple, en Allemagne de l'Est après la réunification : en l'espace de deux ans on a assisté à la disparition de 80 % des grands élevages modernes constitués à grands coups de subventions à l'époque communiste en RDA. Le miracle, c'est qu'il en reste 20 %. Il faut dire aussi que la réunification allemande s'est faite dans des conditions extrêmement différentes des récentes adhésions. Du jour au lendemain, l'égalité des deux Marks et l'abolition de la frontière entre les deux Allemagnes ont condamné une énorme partie de l'emploi en Allemagne de l'Est. L'Allemagne a payé et continue à payer très cher cette forme de réunification. En agriculture, ce sont les secteurs à valeur ajoutée par hectare, que sont l'élevage et quelques autres productions intensives qui ont payé l'addition, ce qui a largement contribué à augmenter le chômage. Par différence, les nouveaux adhérents ont bénéficié de douze ans, ou davantage, de transitions protégées par des monnaies nationales fortement dépréciées et -en agriculture- par des droits de douane relativement élevés sur les principaux produits.

Parmi les autres éléments dangereux de l'élargissement, Piotr l'a évoqué, il y a aussi l'alignement sur les normes qualitatives et sanitaires de l'Union européenne. Un grand nombre de petits producteurs laitiers ont déjà été éliminés par la Pologne deux ans avant l'adhésion, du seul fait qu'étaient écartés les laits de catégories 3 et 4. Avant et depuis l'adhésion, des centaines de laiteries et d'abattoirs ont été fermées. Ce n'est pas sans conséquences sociales.

Tout cela débouche évidemment sur le constat d'une phase socialement difficile pour l'agriculture, mais pas nécessairement sur une vision catastrophique de l'avenir. D'une part, en effet, le choc social sera atténué par l'accès aux subventions communautaires, les revenus non agricoles -souvent majoritaires- des familles paysannes, dont ceux des migrations pendulaires et saisonnières, l'autoconsommation et les circuits courts, et certains créneaux de compétitivité. D'autre part, en partie aussi, grâce aux subventions communautaires, l'essor du noyau compétitif de ces agricultures semble capable de compenser le recul de l'offre marchande de l'agriculture de semi-subsistance.

Le suivi de l'affaire sera compliqué parce qu'aucune statistique ne permet de repérer finement et rapidement les nouvelles dynamiques qui sont à l'œuvre et qui s'accroissent. Dans certains cas, le négoce international s'est mis à bénéficier aux Polonais. Vous avez peut-être entendu parler, ces dernières semaines, d'un flux accru d'exportation de jeunes bovins en vif et de poudre de lait vers l'Union européenne. Les prix à la ferme de ces produits étant encore sensiblement inférieurs à ceux de l'Union, et compte tenu de la décapitalisation du cheptel des élevages hors-normes, ainsi que des déstockages possibles (poudre de lait, beurre), il y avait de grands « coups » de négoce à faire. Reste à savoir si ces grands coups commerciaux, qui ne sont pas sans danger pour les abattoirs et certaines autres industries alimentaires de ces pays, vont générer une restructuration durable et une expansion compétitive des filières concernées, dont celle de la production spécialisée de viande bovine, jusqu'à présent presque inexistante dans les agricultures des pays nouveaux membres... ■

## RÉACTION

## « La mondialisation se passerait mieux partout ailleurs... »

Par Emmanuelle Auriol, économiste.

À la suite de ces exposés, on a le sentiment que la mondialisation se passe mieux partout ailleurs qu'en agriculture. Nous sommes par exemple tous très contents d'avoir du textile indien ou chinois bon marché, des ordinateurs coréens... Nous avons réorganisé à l'échelle mondiale notre façon de travailler : beaucoup de services chez nous, une bonne partie de la production industrielle ailleurs. Finalement, ça ne se passe pas si mal que ça car tous les consommateurs en bénéficient directement au travers de prix bas et d'un choix abondant. Ricardo, le « père » du commerce international, fut le premier à réfléchir à cette question des gains à l'échange international. Ainsi, l'économiste, prenant l'exemple du Portugal et de l'Angleterre, démontra-t-il que ces deux nations n'avaient aucun intérêt à produire simultanément du drap et du vin. Mieux valait-il que l'Angleterre se spécialise dans l'élevage des moutons et le Portugal dans la production du vin. La beauté de ce résultat, et toute sa subtilité aussi, résident dans le fait que l'intérêt collectif à la spécialisation ne nécessite pas qu'un pays soit meilleur que l'autre dans l'absolu. Il faut juste que chaque pays se spécialise dans le domaine où il est relativement le plus performant. Dans le cas de l'Angleterre, c'est l'élevage des moutons, dans celui du Portugal, c'est la production de vin. Cette spécialisation selon les avantages comparatifs permet, avec la même quantité de travail, de capital et de consommation intermédiaire, de produire au final davantage de biens. Selon les principes chers à Ricardo, la France devrait donc laisser tomber toute une partie de son agriculture au lieu de la défendre à grand coup de subvention. Or les Français dans leur grande majorité sont hostiles à l'idée de voir disparaître leur agriculture. Aujourd'hui, après vous avoir écouté, je me dis que si on se cramponne à notre agriculture nationale, c'est qu'elle a quelque chose de différent du textile que, lui, on a laissé partir. Ce qu'elle a de différent, c'est qu'elle génère de nombreuses externalités, comme par exemple l'entretien du territoire. Si on renonçait à notre agriculture, la France redeviendrait une grande forêt. Elle répond aussi à la peur héritée des années de guerre, des restrictions alimentaires. Elle nous offre l'assurance d'un approvisionnement minimum en cas de crise majeure, comme par exemple l'interruption du trans-

port. De fait, il suffit de quelques semaines pour affamer Paris. Face à cette crainte, se pose la question du temps. En matière d'investissement, le risque que supporte un agriculteur se joue à moyen et long terme selon son endettement. Parallèlement à cela, le secteur agricole se doit d'équilibrer l'offre et la demande en permanence. Impossible de différer les consommations dans le temps. On ne peut faire un stock de carottes aujourd'hui, pour le manger dans dix ans. L'équation à réaliser pour les agriculteurs et pour la société est donc difficile. Il faut des investissements à plus ou moins long terme, sans avoir beaucoup de flexibilité à court terme. En agriculture, on ne peut pas décider de produire du jour au lendemain, sauf si, bien sûr, cela a été planifié. Je crois que cette notion d'externalité, d'une part, et ce problème du temps, de l'autre, expliquent pourquoi la mondialisation ne se passe pas si bien que ça dans ce secteur et engendre autant de conflits. Je crois également qu'il faut vraiment qu'on arrive à s'entendre au niveau planétaire. En particulier, quitte à défendre notre pré carré, autant le faire de façon intelligente. C'est-à-dire pas de manière trop individualiste. Car la façon dont on subventionne l'agriculture aujourd'hui n'est pas neutre pour les agriculteurs d'ailleurs. ■

## SYNTHÈSE

# Destinées et destin du monde

Par Gilles Allaire, économiste, directeur de recherche Inra.

À titre de propos liminaire, puisque nous sommes à Marciac dans le cadre du festival de jazz, je voudrais dire que le titre de cette Université rurale « Dans le champ des agricultures du monde... » fait écho dans mon esprit à quelques chansons de Colette Magny, car parmi les paysans ou les agriculteurs, beaucoup sont des ouvriers agricoles qui n'ont pas accès au marché et sont bien loin de cette agriculture dont on a principalement parlé aujourd'hui.

Pour effectuer cette synthèse, je ne vais pas suivre le déroulement de la journée, où ce matin, nous avons alterné entre un point de vue un peu pessimiste et le resenti d'un certain nombre de menaces par rapport à ce vaste champ des agricultures du monde, tandis que cet après-midi, une série d'éclairages nous a montré, comme quelqu'un l'a dit, la relativité des points de vue. Au cours de mon intervention, je vais aborder quatre thèmes. Le premier fera le tour de nos discussions et de nos débats, le second parlera de marché et de globalisation, le troisième des difficultés à changer et le quatrième de la question du destin.

## 1 – TROIS MOTS-CLÉS DE NOS ÉCHANGES : MARCHÉ, MODÈLE ET CULTURE.

**Le marché.** C'est une des premières choses qu'on nous a dites ce matin, en pensant aux céréaliers du Gers et au changement de Politique Agricole confirmé en 2003 : face au marché mondial, il n'y a pas trop d'avenir pour la céréaliculture d'ici. Le marché apparaît donc comme une force lointaine qui guiderait l'avenir et dont le sens, pour ces agriculteurs, apparaît, aujourd'hui, menaçant. Face à cette incertitude ou cette menace, on a beaucoup parlé dans les cercles de discussion, ce matin, de se rapprocher des consommateurs. On nous a dit aussi, plus tard, que les céréaliers américains étaient inquiets de la concurrence du Brésil et qu'ils n'ont pas la culture de la qualité qui existe en Europe... Mais aussi on a dit que l'on ignorait tout ou presque des consommateurs... cette « altérité radicale » comme disait Patrick Denoux. C'est-à-dire que les consommateurs, peut-être plus encore que "le marché", sont vraiment lointains, insaisissables...

Je voudrais insister sur le fait qu'entre les marchés agricoles et les consommateurs, il y a un immense système de relations. Nous parlons du champ des agricultures du monde, mais est-ce un tout ? Un marché global ? Si on veut y voir un tout, celui-ci ne concerne pas seulement le marché. La globalisation

n'est pas que l'extension des marchés agricoles, mais elle recouvre aussi toute la production alimentaire et tout le système qui existe entre notre consommation et la production, dont notamment de très nombreuses normes et toutes sortes de normalisateurs. Dans notre assiette standard quotidienne se trouvent toutes les agricultures du monde. Cela montre d'une part la complexité des produits et, dans ce système, la complexité des forces et la multiplicité des acteurs qui interviennent. On voit que toute une série d'acteurs peuvent s'emparer par exemple de la notion de la qualité, pas simplement les agriculteurs, mais aussi les grands distributeurs qui sont responsables du développement du bio au plan mondial, par exemple. On a fait allusion à la concurrence de l'agriculture brésilienne, en se disant qu'on a quelques années de répit, tant que le pays n'a pas encore assez de routes... On voit bien que, derrière l'image simplifiée du marché, c'est un ensemble d'infrastructures et d'acteurs qui opèrent.

**Deuxième mot-clé, les modèles.** Effectivement, notre agriculture s'est quelque peu développée sur le modèle américain, dont on a d'ailleurs vu qu'il est peut-être moins sûr de lui-même qu'il a pu l'être. Mais nous avons vu aussi que la France est un modèle par rapport aux pays du Sud. Quelques mots clés ont émergé pour caractériser ces différents "modèles" : ainsi le modèle américain est davantage basé sur l'agrobusiness. J'aimerais dire aussi un mot du modèle anglais (sur lequel, il n'y a pas eu de témoignage direct), dans lequel les industries agroalimentaires représentent des éléments-clés, et non pas la profession agricole, les coopératives, les organisations professionnelles comme dans le modèle français. On a vu que tous ces modèles sont, aujourd'hui, remis en question.

**Cela nous amène au troisième mot-clé, la culture,** car ces modèles ont une dimension culturelle à partir de laquelle ils évoluent. Des sociologues anglais ont récemment montré, dans des enquêtes sur la confiance des populations dans l'alimentation de différents pays européens, que l'Angleterre, malgré l'ESB et la fièvre aphteuse, reste le pays européen où on a le plus confiance dans la qualité et la sécurité de l'alimentation. Cela est lié à un modèle où l'industrie a joué un rôle important. Dans le modèle US, non seulement l'industrie mais la croyance dans la science et le rôle qu'elle joue sont si importants, que cela leur fait dire que les Européens ont peur de l'innovation. Mais dans ce modèle où la science est si valorisée, aux États-Unis, il a fallu 10 ans pour construire un standard bio national. Prévu dans le Farm Bill<sup>(1)</sup> de 1990, il a finalement été mis au point en 2000. Dans la première version de ce standard bio préparée par le ministère de l'Agriculture (USDA), on pouvait encore irradier les

1 - Loi agricole fédérale américaine.

produits et incorporer des OGM. Débat dans tout le pays. 270 000 commentaires épluchés par l'USDA... Aujourd'hui, dans le standard bio US, il n'y a ni OGM, ni irradiation. Ce qui me paraît important de souligner, dans la logique de ce modèle, où la science joue un grand rôle, c'est que deux vérités apparaissent : la vérité, classique, de la science (irradiation, etc.) et cette deuxième vérité, nouvelle dans le paysage institutionnel. De ce fait, c'est sans doute le bio qui apparaît le plus nettement dans ce pays (et plus généralement dans le monde anglo-saxon) comme une alternative au modèle de développement agricole qui a été dominant. En France, ce sera peut-être moins le bio, mais davantage le modèle des appellations d'origine - ou d'autres attributs de différenciation par la qualité - qui joueront un rôle important comme modèles de référence pour les politiques de développement rural ; ces politiques jouant en retour un rôle pour stabiliser ces modèles. Bref, ces modèles sont relatifs, ils sont déstabilisés à la fois de l'intérieur, différemment selon leur contenu, et de l'extérieur dans ce vaste champ des échanges.

Pour finir sur la culture, plusieurs aspects interviennent. On a vu rapidement cette opposition des modèles nationaux. Nous avons dit aussi que nous sommes face à une société pluriculturelle. C'est un autre aspect de ces affrontements culturels. Dans mon cercle de discussion, ce matin, on a parlé d'un village voisin qui accueille des gens de dix nationalités différentes, ce qui nécessite de faire venir des profs de Toulouse pour donner des cours de français complémentaires aux enfants dans l'école.

## 2 - LE MARCHÉ, LA GLOBALISATION.

Dans ce monde plus global, il n'y a pas simplement un marché plus étendu et des produits plus complexes. C'est aussi un marché pluriculturel, et la globalisation réintroduit la politique dans les marchés. C'est la question du développement durable, qui mobilise toutes sortes de réseaux, y compris les multinationales sous l'égide des Nations Unies<sup>(2)</sup>, ou du commerce équitable (qui démarre en France, 15 ans après sa création), mais aussi celle des macro politiques<sup>(3)</sup>. Entre autres exemples, pour développer les biocarburants au Canada, une mesure impose d'en ajouter X % dans le carburant, mesure mise également en place en Europe. Les politiques agricoles se mêlent à celles de l'énergie, de la santé publique, du développement local, etc., c'est là un aspect de ce que l'on appelle la "multifonctionnalité" qui est une sorte d'appel à une vision déssectorisée et globalisée des enjeux agricoles. On voit que :

1) Le marché nous paraît être la force qui guide mais derrière il y a nous comme utilisateurs. Il existe des usages variés dans des lieux variés et les produits et les

services marchands forment un monde compliqué, qui n'est pas donné. Si la vie d'un produit dépend du marché, c'est à travers des dynamiques complexes. Les enjeux politiques et culturels sont au sein même du fonctionnement du marché et eux-mêmes ressortent également de dynamiques complexes ;

2) cette complexité nous ramène aux difficultés de changement et au rôle du temps que nous avons souligné tant ce matin que cet après-midi.

Pour finir sur cette question de la complexité du système derrière le marché, prenez un produit courant comme les oranges. Actuellement, ces fruits, d'hiver dans notre hémisphère, sont consommés aussi bien l'hiver que l'été. Et les gens ont oublié qu'il y avait une saison des oranges. Les normes qui concernent ces productions tendent à se développer sous l'impulsion des distributeurs et à devenir les mêmes tant en Europe qu'en Amérique du Sud.

## 3- LES DIFFICULTÉS À CHANGER.

Regardons la politique agricole européenne. Il aura fallu 15 ans pour la transformer. Dès la réforme de 1992, l'idée du découplage était l'objectif, mais il a fallu tout ce temps pour débattre, assimiler, transformer. Pourquoi tout ce temps ? Car les dispositifs de régulation sont complexes. C'est-à-dire que les politiques ne manipulent pas des catégories naturelles ou évidentes, mais que les instruments de l'action publique sont socialement construits. C'est le cas des principes qui gouvernent les politiques agricoles, autant que de ceux qui concernent la qualité des oranges. On imagine alors toute la difficulté à changer les politiques de qualité, c'est-à-dire les représentations de la qualité, car celles-ci engagent de nombreuses parties prenantes directes ou indirectes. Il a été souligné qu'une partie de ces difficultés sont générationnelles. Cela veut dire que nous sommes engagés à la fois individuellement et collectivement dans un certain nombre de voies pour résoudre les problèmes, mais que l'inertivité nécessaire pour les poser différemment et trouver de nouvelles solutions reviendrait à la nouvelle génération.

Dernier point, sur ce qui pourrait être des perspectives. Qu'est-ce qui pourrait aider à instruire le changement dans une vision globale ? On a parlé de développement durable. Cette question pose précisément le lien entre différents niveaux d'échelle, entre différentes approches. Et puis, nous avons peu parlé des aspects liés au savoir. Pourtant, un des éléments révélés par le marché et par les difficultés liées aux évolutions des marchés relève de la complexité des savoirs : plus il faut s'adapter au marché, plus il faut le suivre et d'abord le "lire" (comme disent les économistes). Pour opérer sur le marché, plus alors il y a besoin d'informations économiques et d'une compréhension de la

(2) L'initiative d'un Pacte Mondial a été proposée par le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi A. Annan, dans un discours prononcé au Forum économique mondial de Davos en janvier 1999. Aujourd'hui, des centaines de sociétés de toutes les régions du monde, ainsi que des organisations internationales du travail et de la société civile participent au Pacte Mondial. UN Global Compact. Toutefois, des critiques apparaissent qui montrent que ces normes excluent du marché les producteurs les plus défavorisés.

(3) J'appelle macro politique, une politique publique dont l'objectif a des implications plurisectorielles.

dimension pluriculturelle du système et des acteurs. Le marché ne peut exister sans le support de représentations de ce que sont les qualités, représentations dites communes, mais qui se révèlent à la lumière de la globalisation ancrées dans des cultures. Plus le marché s'étend, plus les normes se développent et dans un sens global. Une compréhension du rôle des savoirs dans l'économie est nécessaire pour "lire" le marché, car ils tiennent une place de plus en plus considérable dans la construction des marchés, par exemple dans les normes internationales, qui sont actuellement le principal objet de discussion à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et d'une façon générale dans les cercles internationaux. Ainsi, par exemple, parmi les questions chaudes, celle des brevets pour les biotechnologies et le vivant, mais aussi celle des Indications Géographiques (AOC, etc.), qui peuvent aussi être un moyen de défendre des savoirs et des produits locaux y compris pour les pays du Sud. Un certain nombre de dynamiques de cet ordre commencent à poindre sur la scène internationale.

#### 4- LE DESTIN.

Mes derniers mots seront sur la question du destin. Évidemment, le destin consiste à prendre en main les choses. J'ai été intéressé par Dominique Desjeux qui ce matin a opposé le sens occidental du destin où « le progrès, c'est transformer le monde » à la sagesse chinoise où il s'agit davantage de « se couler dans le monde ».

Que ce soit pour transformer le monde, dans notre vision un peu ancienne, ou que ce soit pour se couler dans le monde, la question du destin reste de prendre en main. Cela a à voir aussi avec l'économie et le marché. Albert O Hirschman distingue deux types de réaction lorsque l'on n'est pas content de la qualité des produits ou d'un service, la défection (*exit*), qui suit la désaffection, ou bien la prise de parole (*voice*). Car pour prendre les choses en main, il faut généralement donner de la voix, pas simplement au plan individuel, mais aussi d'une façon collective.

Prendre son destin en main revient donc, on l'a dit ce matin, à être davantage responsable sur le plan économique et à être plus collectif. C'est donc une question de responsabilité, de responsabilité sociale. Il faut penser le lien entre la prise de responsabilité de l'entrepreneur et la responsabilité sociale qui va avec.

Cela m'amène à une deuxième question sur le destin : quels sont les acteurs, parmi ceux dont nous avons parlé (agriculteurs, consommateurs, communes et territoires), qui prennent en main leur destin ? Au moins dans notre forum, sous les platanes... Il y a notamment la profession agricole, fortement présente dans les débats. Aujourd'hui, dans les voies nouvelles qui se dessinent et dans le contexte qu'on a décrit,

quels sont les moyens pour cette profession de prendre son destin en main ? C'était l'objet des témoignages présentés au long de la journée. Et puis, on en a peu parlé au cours de cette Université rurale, mais il ne faut pas oublier les collectivités locales. La prise en main des changements dans le domaine de la production est certes une question professionnelle, mais de par les exigences multifonctionnelles elle implique aussi les collectivités locales. On peut se demander si, ces derniers temps, il n'y a pas eu des rendez-vous manqués dans l'engagement des collectivités locales sur la question de l'agriculture, en particulier sur les questions environnementales<sup>(4)</sup>, avec sans doute une responsabilité partagée de celles-ci et des instances professionnelles.

En conclusion, j'ai parlé des difficultés de changements qui sont diverses, liées au fait que le marché n'agit pas immédiatement, qu'il y a derrière des institutions à transformer, toute une série d'infrastructures, mais peut-être y a-t-il aussi notre vision du monde : comment voit-on la performance ? Quels modèles inspirent les politiques ? Qu'est-ce qui importe, pour caricaturer, entre le qualitatif et le quantitatif ? ■

(4) Ainsi on a noté extrêmement peu d'investissement des collectivités dans le programme des « Contrats Territoriaux d'Exploitation ».



Comment raisonner notre futur agricole sans avoir conscience qu'à nos portes, des populations paysannes ne parviennent pas à manger à leur faim ou sans prendre en compte la puissance des mécanismes politiques, économiques et financiers qui régissent les situations locales comme les échanges internationaux ? Dans le champ des agricultures du monde qui coexistent et interagissent, difficile d'envisager un destin national individuel, à l'abri des menaces et exempté de tout principe de solidarité. Même les stratégies les plus protectrices et les plus profondément ancrées, telles que celles basées sur les appellations d'origine, demandent à être défendues collectivement sur la scène internationale. Surtout, loin de s'améliorer, la situation des trois milliards de paysans qui peuplent la planète risque fort de s'aggraver encore, ainsi que le montrent magistralement Michel Griffon et Marcel Mazoyer. Demain, plus qu'aujourd'hui, l'agriculture sera un facteur essentiel des équilibres ou des chaos mondiaux. Un rappel à l'ordre pour notre propre secteur agricole.

TABLE RONDE

## Les appellations d'origine sont-elles prémunies contre la standardisation mondiale ?

Longtemps, l'appellation d'origine est apparue comme une consécration permettant de défendre un territoire et un savoir-faire. Tout du moins en France, voire en Europe. Car sortie du territoire communautaire, l'appellation est nue... Détournés, usurpés, imités, les noms des produits d'origine figurent sur l'emballage de copies en tous genres. Une mise en péril à terme, non seulement de l'image de qualité des appellations et de leur valeur marchande, mais également des territoires où elles s'ancrent, d'autant que les efforts de l'Europe pour faire protéger ces indications géographiques (IG) au niveau mondial sont l'objet d'oppositions farouches. Bref, face à la nouvelle « géographie » du marketing, ces stratégies ont-elles réellement un espace et à quel prix ? C'est la question que posait Bertil Sylvander<sup>(1)</sup>, directeur de recherches Inra, aux deux intervenants de la table ronde : Léo Bertozzi, directeur général du consortium Parmegiano-Reggiano, et Arño Cachena, producteur fermier, co-fondateur de l'AOC Ossau-Iraty.

(1) Bertil Sylvander, directeur de recherches Inra, a longtemps dirigé l'Unité de Recherches sur l'Économie des Qualifications Agro-Alimentaires (Urequa), au Mans, avant de rejoindre le Département Sciences pour l'Action et le Développement, au Centre Inra de Toulouse. Cet économiste, qui consacre ses travaux aux modes d'identification de la qualité, est également responsable des programmes Inra sur l'agriculture biologique et les indications géographiques, membre de la Commission Nationale des Labels et de la Certification et du comité « Produits alimentaires » de l'Inao.

Spécialiste, entre autres, des enjeux socio-économiques liés à la protection d'origine, Bertil Sylvander, chargé d'animer la table ronde, a d'abord typé le contexte mondial. Car à l'échelle internationale, les productions sous signes de qualité relèvent d'une nature juridique clairement identifiée au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce : la propriété intellectuelle. « Dans cet esprit, les producteurs s'assimilent à des créateurs de produits, de savoir-faire, de terroirs et de communautés. Un statut qui ne les protège pas forcément des pratiques marketing du *me-too*, terme qui recouvre tout simplement les stratégies d'imitation menées par des concurrents, qui vont parfois jusqu'à usurper le nom, tout en contournant les contraintes de modes de production. Un danger contre lequel s'est prémunie l'Europe sur son territoire par le développement des indications géographiques collectives, et qu'on aimerait bien voir s'élargir au plan mondial ». Et B. Sylvander de préciser : « Les accords sur la propriété intellectuelle, nés en 1994, ne sont pour l'instant que des coquilles vides mais ils pourraient être un premier pas vers un registre international de ces appellations. D'ailleurs, les

Européens demandent à ce que les produits enregistrés sous indication géographique jouissent du même niveau de protection que les vins et spiritueux reconus comme tels au niveau mondial. Pour y contribuer, le réseau Origin<sup>(2)</sup> regroupe depuis juin 2003 une trentaine de pays producteurs soucieux de défendre les indications géographiques (IG). Les rencontres de Cancun et de Doha auraient dû permettre d'en discuter mais, comme vous le savez, il n'en a rien été. Au contraire, les contentieux se multiplient et aujourd'hui, le parmesan risque de devenir un produit générique dans le cadre du Codex alimentarius<sup>(3)</sup>. Difficile à avaler pour le directeur général du consortium Parmigiano-Reggiano, Léo Bertozzi, dont le parmesan, fabriqué depuis 800 ans, répond à une indication géographique européenne, l'Appellation d'Origine Protégée (AOP) et, sur le territoire national, à l'équivalent de nos AOC : une Denominazione d'Origine Protetta (DOP). Économiquement, le succès du parmesan ferait pâlir bien des producteurs français : une production de 110 000 tonnes, soit près du double du Comté, obtenue dans 524 fromageries et regroupant 5 500 producteurs de lait de vache. Côté contraintes, l'affinage minimum de 12 mois est en général poussé six mois à un an de plus. « C'est une filière longue, complexe et difficile, dans une région aux conditions climatiques marquées par le manque d'eau » précise Léo Bertozzi. « Et pourtant, nous fêtons cette année les 70 ans de la création de l'Appellation. Preuve que nous sommes quand même compétitifs, mais sur d'autres critères que le prix de vente. Notre stratégie est fondée sur la différenciation et une organisation très poussée qui ont permis à l'activité laitière de perdurer dans un contexte de prix bas et de coûts structurels élevés ».

Côté français, le témoignage de Arño Cachenaout rend compte d'une réalité différente, et pas seulement parce qu'elle concerne le fromage de brebis. Lui-même producteur de lait et de fromage, il soutient de longue date que l'agriculture et l'élevage peuvent ancrer l'activité économique dans les zones les plus montagneuses du Pays Basque. Un propos qui, il y a trente ans, était loin d'être entendu. « Jusque dans les années 70, le lait était collecté dans les Pyrénées-Atlantiques essentiellement pour la production de fromage de... Roquefort. Cette appellation collectait certes principalement dans l'Aveyron, mais aussi en Corse et chez nous. À partir des années 80, a été instauré dans le cadre du développement agricole un système d'augmentation des productions, ce qui a permis à Roquefort de produire la quantité de lait suffisante ». Problème : que devient la production laitière des autres régions ? Un « sous-produit », pourrait-on dire, en forçant le trait. Car d'un côté, la politique de qualité des sociétés fromagères aveyron-

naises exige à l'époque de ne transformer en Roquefort que la quantité assumable par le marché, afin de maintenir la valeur haut de gamme du fameux fromage persillé. De l'autre, accords interprofessionnels obligent, ces mêmes industriels s'engagent à continuer de collecter tout le lait des deux autres bassins producteurs, quitte à transformer le surplus en produits dits de « diversification » à moindre valeur ajoutée. « À l'époque, nous n'avons pas été consultés », ajoute Arño Cachenaout, « et nous n'avons pas tardé à constater que parmi ces produits de diversification, figurait un fromage fermier à pâte pressée typique du Pays Basque, « récupéré » par Roquefort. Une menace pour nous, à la fois en terme de valorisation de notre produit, et en terme de maintien de l'activité économique dans nos montagnes ». Très vite, donc, les producteurs se sont organisés en groupes de réflexion, animés par les techniciens de la Chambre d'Agriculture des Pyrénées-Atlantiques. Avec cette alternative : « Devions-nous choisir d'augmenter notre production pour rattraper l'Aveyron, en important les races de brebis qui, génétiquement, fournissaient plus de lait ? Ou devions-nous mettre en place un schéma de sélection au niveau de nos races locales, les brebis Manech et Basco-Béarnaises ? C'est cette deuxième solution que nous avons choisie. Nous avons donc exploité les qualités de notre bétail, ce qui nous a permis d'augmenter la production et de faire vivre nos espaces montagnards : pas moins de 20 000 hectares occupés et entretenus par les troupeaux en estives. Nous avons également valorisé les pratiques artisanales de fabrication et mis en place les démarches nécessaires à l'obtention de signes officiels de qualité ». Partis de rien – « Au début des années 70, nous n'avions pas le premier mètre carré de terre pour implanter un bureau » - ces groupements obtiennent, en 1980, l'Appellation d'Origine Contrôlée pour l'Ossau-Iraty, puis le Label Rouge pour l'agneau de lait. Et Arño Cachenaout de citer deux chiffres. L'un, révélateur du chemin parcouru : la production de fromage a doublé de 1990 à 2003. L'autre, illustrant les problèmes liés aux fameuses imitations : 30 % seulement de cette production sont transformés en AOC. Le reste ? Des copies, à moindre coût de production.

**Parmesan : c'est râpé ?** Point commun aux deux expériences française et italienne, souligné par Bertil Sylvander : « Ces appellations sont le fruit d'actions et de structures collectives qui continuent de les gérer. Reste à savoir sur quelles bases. Ainsi, les interprofessions ont certes une existence légale en France mais elles restent peu connues sur le territoire national, sans même parler du niveau européen, où elles n'ont pas de statut légal. De plus, Arño Cachenaout a précisé un élément qui ferait bondir tous les écono-

(2) Origin, dont le sigle signifie Organisation for an International Geographical Indications Network, a été lancé à Genève en novembre 2003, par des producteurs d'une trentaine de pays soucieux d'adopter une stratégie commune pour défendre les indications géographiques au plan international. Majoritairement du Sud, ces membres mettent notamment en avant la valeur ajoutée de ces produits en terme de développement local. Parmi les producteurs, citons ceux du fromage Comté et des pruneaux d'Agen, pour la France, l'huile d'Argan pour le Maroc, le café Antigua du Guatemala... En novembre 2003, à Alicante, la deuxième rencontre internationale Origin, présidé par Pedro Echevarria, a réuni plus de cent producteurs, décidés à mener une pression constante sur les décideurs en matière de législations nationales et internationales. Enfin, plus récemment, Origin a obtenu de l'OMC la possibilité d'organiser une table ronde, en mai 2004, dans le cadre du symposium « Le multilatéralisme à la croisée des chemins ». Tél. : (32) 4874 20 769. [www.origin-gi.com](http://www.origin-gi.com)

mistes libéraux : c'est que le groupement contrôle la production pour se caler sur le marché ! Inutile de préciser que les autorités de la Concurrence, en France et en Europe, n'aiment pas ça du tout... » Pas facile, donc, de défendre son produit tout en restant dans l'esprit des politiques agricoles publiques. D'où cette invite de B. Sylvander à élargir le raisonnement pour solidifier son assise : « Sur quels arguments un consortium ou une interprofession peut légitimer ses orientations stratégiques au niveau international ? »

Commercialisé dans le monde entier, le parmesan semble avoir réussi de ce côté-là. Pour Léo Bertozzi, « Seule une structure publique peut garantir le respect des normes et des cahiers des charges qui sous-tendent un produit protégé, avec un rôle de contrôle et de répression des fraudes. C'est le cas au niveau national. Mais au niveau européen, il faudrait donner davantage de pouvoirs à la Commission pour que sur l'ensemble du territoire européen, les mêmes normes s'appliquent ».

Bref, pour le Directeur Général du consortium parmesan, pas de stratégie professionnelle sans pouvoirs publics forts. Avec toutefois cette précision de taille : « Dès le départ, les producteurs ont investi et, à l'heure actuelle, chaque fromagerie verse une cotisation de 6 € par meule de fromage. Avec 3 millions de meules produites, cela fait une certaine somme, dont les trois-quarts sont destinés aux actions de communication. D'où la notoriété du produit. » Une notoriété qui ouvre la brèche aux copies. « Parmesan est la traduction française de Parmeggiano, et signifie tout simplement « de Parme », que ce soit une personne ou un produit. Logiquement, les deux termes, français et italien, sont protégés au niveau européen à travers l'AOP. Un fait que l'Allemagne n'admet pourtant pas, refusant de reconnaître que « parmesan » est une stricte traduction de l'italien réservée aux producteurs italiens d'une zone définie. La Commission Européenne a donc décidé de saisir la Cour de Justice Européenne contre ce pays ». Mais l'enjeu est encore plus grand au niveau mondial. Car hors d'Europe, point de salut, plus de protection qui vaille. À telle enseigne que l'Allemagne, amenant le conflit à l'OMC, provoque une belle panique chez les Italiens. Claquant en effet la porte de la dernière réunion de la commission du Codex alimentarius, en juin 2004, celle-ci accuse l'Union Européenne de chercher à empêcher l'aboutissement d'une norme internationale sur le parmesan. Et pour cause : cette nouvelle norme ne serait plus basée sur l'origine, mais sur la composition de ce fromage, permettant à n'importe quel pays d'en produire sous ce nom... Faute de consensus, l'examen de cette norme est reporté à la prochaine session. Simple sursis avant la banalisation planétaire du par-

mesan, ou opportunité nouvelle de faire entendre, auprès de l'OMC, l'intérêt de protéger les indications géographiques ? Seule certitude : cette empoignade est loin de ne concerner que les fromageries de Parme... C'est dans une même controverse que sont prises des productions typiques aux marchés plutôt étroits comme de grandes filières aux productions industrielles.

Au terme de ces riches débats, Bertil Sylvander souligne que les controverses mondiales tournent en fait autour des modes de justification des indications géographiques et de leur partage par les différents protagonistes. Si, au cours du xx<sup>e</sup> siècle, les IG ont été invoquées pour moraliser et organiser le marché, puis pour le réguler, elles sont considérées au début de notre siècle comme des produits générant de fortes externalités sociétales (par exemple en terme de développement territorial, de paysages, de biodiversité) ainsi que comme un moyen de préserver et de développer des ressources patrimoniales. En ce sens, leur intégration en 1994 dans les droits de propriété intellectuelle (accords ADPIC) est importante, car elle signifie qu'elles jouent bien dans le même registre que la marque – qui doit être déposée, enregistrée et protégée –, mais que, dans le même temps, elles fondent leur légitimité sur le bien commun des « ayants droit » et le bien public des citoyens d'un pays donné. ■

(3) Le Codex alimentarius réunit l'ensemble des normes internationales en matière de denrées alimentaires, dans un but de protection de la santé des consommateurs et de loyauté des échanges internationaux. Créé en 1963 par la FAO et l'OMS, il rassemble les normes, les directives, les codes d'usage et les recommandations élaborés par la Commission du Codex. Cette Commission est une instance intergouvernementale réunissant 161 membres disposant chacun d'une voix. Elle se réunit tous les deux ans, à Rome ou à Genève. De plus, cinq Comités régionaux, en Europe, Afrique, Asie, Amérique du Nord et Pacifique du Sud-Ouest, Amérique Latine et Caraïbes, coordonnent les politiques alimentaires de leurs pays et proposent l'élaboration de normes régionales.

CONFÉRENCE

## « Les agricultures du monde ont un seul point commun : l'existence d'un secteur de pauvreté »

Par Michel Griffon, économiste, ingénieur agronome, conseiller pour le développement durable au CIRAD.

**« Je vais prendre une posture particulière qui est celle de parler non pas du destin mais de l'avenir ». En prononçant ces mots, Michel Griffon aurait tort de paraître s'en excuser. Après tout, difficile de se donner un destin sans se projeter dans l'avenir... Reste que l'exercice paraît périlleux : comment donner une lecture transversale des dynamiques complexes actuellement à l'œuvre et en tirer des tendances ? Notamment en choisissant l'horizon de 2050. Une distance temporelle qui, paradoxalement, permet d'y voir plus clair, obligeant à identifier les grandes variables, celles dont on est certain qu'elles continueront d'exister : la terre, donc, l'eau et l'énergie, le climat, les hommes... Sans oublier une variable appelée à devenir de plus en plus importante : l'environnement.**

Difficile de traiter le sujet de l'évolution des agricultures du monde en vingt minutes ! Celles-ci sont en effet d'une incroyable diversité, que ce soit du point de vue climatique, pédologique, démographique ou structurel. Certaines agricultures connaissent des exploitations agricoles immenses, comme celles de palmiers à huile en Indonésie, qui couvrent des milliers d'hectares. D'autres comptent des micro-exploitations sur un quart d'hectare, voire des agriculteurs sans terre. Comment imaginer que ces extrêmes puissent se retrouver un jour sur un même marché ? Seul point commun à toutes ces agricultures : l'existence de secteurs de pauvreté... Sur les 840 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, 40 millions vivent dans les pays développés, et 800 millions dans les pays dits en développement, dont les trois-quarts, soit environ 600 millions, « vivent » de l'agriculture ou, plus exactement, ne parviennent pas à « survivre de » l'agriculture. C'est certes principalement le cas en Asie et en Afrique, mais cela ne doit pas faire oublier que chaque pays du monde a son lot d'agriculteurs pauvres, en situation de survie.

Dans ce contexte, si je raisonne à l'horizon 2050, il va de soi que je privilégierai une destinée possible : que chacun mange à sa faim, sachant que la planète

comptera alors neuf milliards d'habitants. Pour écrire ce scénario, il faut prendre en compte un certain nombre de contraintes : combien restera-t-il d'espace cultivable pour l'agriculture ? Dans quelles proportions va-t-on solliciter l'agriculture pour produire de l'énergie en remplacement du pétrole ? Et quelles seront les répercussions exactes du changement climatique ? Autant de variables qu'il faut combiner.

**« Il faudrait multiplier la production agricole des Africains par cinq en cinquante ans ! »** Faisons un tour du monde très rapide, en commençant par l'Asie. Un continent qui va concentrer plus de la moitié des 3 milliards d'habitants supplémentaires que la planète comptera en 2050. C'est considérable. D'autant que ces populations asiatiques ont commencé à changer de régime alimentaire et consomment de plus en plus de viande. Or, pour produire de la viande, même si ce sont des poulets, il faut beaucoup de céréales et d'oléagineux, en particulier du soja. Ajoutez à cela que certaines aires rencontrent des problèmes d'eau de plus en plus récurrents, en particulier dans le bassin du Gange dont l'immense nappe phréatique baisse rapidement, notamment en raison de la Révolution Verte<sup>(1)</sup>. Même chose pour la Chine, qui épuise ses ressources souterraines. Du côté des surfaces disponibles, la situation n'est guère plus favorable : la Chine, mises à part la zone côtière et les grandes plaines du Nord qui sont sèches, est un pays essentiellement de pentes. En Inde, il ne reste que le plateau du Deccan, également un peu sec, les grandes vallées étant très urbanisées. À moins d'intensifier considérablement la production, l'Inde est appelée à importer massivement ses denrées, tant pour l'alimentation humaine que pour le bétail. Passons au Maghreb et au Moyen-Orient : dans ces régions, la population ne devrait pas beaucoup augmenter, mais la demande alimentaire va néanmoins croître, du fait de l'amélioration des revenus. Or les agricultures locales ont déjà atteint leurs limites de rendement en fonction des ressources en eau et des caractéristiques des sols. Une écologie méditerranéenne qui va souffrir des changements climatiques, provoquant vraisemblablement une diminution de la productivité par hectare. Ces pays devraient être également de grands importateurs d'aliments et en particulier de céréales, qui constituent la base de leur alimentation.

Plus au sud, l'Afrique Subsaharienne, dont la population va s'accroître de 900 millions à un milliard d'habitants, constitue la deuxième grande région du monde qui va connaître la fin de la vague démographique. Si l'on faisait l'hypothèse que l'ensemble de la population africaine se nourrira correctement en 2050, accédant notamment à une consommation de viande plus importante, il faudrait multiplier la pro-

(1) La Révolution Verte désigne la modernisation de l'agriculture dans les pays en développement, par l'introduction des techniques de sélection et de fertilisation, de traitements, de gestion de l'eau et de mécanisation partielle, s'appliquant principalement à des céréales. Ce mouvement a principalement touché les pays d'Asie et d'Amérique Latine.

duction agricole de base par cinq en cinquante ans. Ce serait sans doute l'effort le plus considérable qu'un continent aurait à fournir dans l'histoire de notre monde. Certes, cette région dispose de surfaces et pourrait acquérir les technologies disponibles, sauf qu'elle n'a pas de capital et que ses États souffrent de problèmes d'organisation. Difficile dans ces conditions de maîtriser une agriculture hautement productive. Sans oublier qu'un tel développement appelle un bond en avant des besoins en énergie. Face à ce double défi de la production énergétique et de la production alimentaire, l'Afrique va être touchée par le changement climatique, principalement à l'ouest, où se concentrent les populations. Malheureusement, l'Afrique n'a pas d'autre choix que de trouver ses propres solutions pour s'alimenter, dans la mesure où elle ne peut pas importer en masse. Elle devra compter essentiellement sur ses propres ressources, ce qui ajoute encore au challenge.

### **Le Brésil et la Russie : le grand gagnant et l'outsider.**

De l'autre côté de l'Atlantique, l'Amérique du Sud connaît une situation différente : l'essor démographique devrait être faible, la pauvreté, qui y est conséquente, n'est pas une des plus importantes dans le monde, mais elle connaît une situation agricole parmi les plus inégales. Prenons seulement le Brésil. Il dispose d'atouts gigantesques : des surfaces considérables, un climat propice, du capital, de la main-d'œuvre, de la technologie... D'aucuns envisagent même de déforester les deux tiers de l'Amazonie pour y planter du maïs et du soja, à des fins d'exportation vers l'ensemble de l'Asie. Même les routes ne constitueront pas un frein : les nombreux affluents de l'Amazone pourraient être transformés en voies navigables. D'autres, sur la base de capitaux privés, envisagent de construire un chemin de fer abondant directement la côte Pacifique pour exporter en Asie la production agricole primeur. Le coup est déjà parti. Quant aux niveaux de productivité du Brésil, actuels ou potentiels, ils sont supérieurs à ceux des États-Unis et loin devant ceux de l'Europe. De plus, l'introduction de techniques de production agro-écologiques permettra de réduire les coûts en carburants, donnant à ce pays des avantages relatifs supplémentaires. Le Brésil est vraisemblablement le très grand gagnant en termes d'exportations mondiales.

Je termine ce tour d'horizon par le sud de la Russie, le Kazakhstan et l'Ukraine... Leur caractéristique : des surfaces immenses. Bien sûr, il y a toujours des problèmes d'organisation et de technologies, mais ils pourront être résolus sans grandes difficultés grâce à la proximité des entrepreneurs de l'Ouest. De plus, dans ces régions, le changement climatique pourrait s'avérer favorable. Il y a des facteurs extrêmement

positifs pour que cette partie du monde soit le second grand outsider dans la production d'excédents agricoles primaires pour le reste de la planète.

### **La désertification ne commence pas aux portes du désert.**

Dans ce contexte, que peut-on dire sur les conséquences à venir pour notre agriculture ? La destinée de l'agriculture européenne, malgré ses grandes plaines, n'est certainement pas dans l'exportation de produits primaires vers le marché mondial. D'autant qu'à nos portes, le Moyen-Orient et le Maghreb nous concurrencent sur les productions fruitières et légumières, avec des avantages comparatifs certains. Il paraît dès lors inévitable que, dans les cinquante prochaines années, l'Europe fasse une place à ces importations. Troisième élément : il paraît plausible que l'Europe s'oriente vers la mise sur le marché de produits finis, d'aliments fortement transformés et de grande diversité, liés à des cultures locales. C'est d'ailleurs une des hypothèses agitée aux États-Unis sur l'avenir de leurs exportations. Sauf qu'il est également très vraisemblable que nos industriels agro-alimentaires se délocalisent en Asie, où existe un bassin de consommation, en conjuguant des matières premières locales et des technologies européennes. On imagine mal qu'ils préfèrent transformer la production gersoïse pour alimenter les classes moyennes chinoises et indiennes.

Mais le plus important n'est peut-être pas là. Ce qui obligera le plus les agricultures européennes à s'adapter tient sans doute moins au marché qu'aux grandes questions environnementales. Pourquoi ? D'abord, l'effet de serre pose une question gigantesque pour l'agriculture. Depuis plus de 150 ans, nous brûlons des ressources accumulées pendant plusieurs centaines de millions d'années que nous réexpédions dans l'atmosphère. Un événement considérable à l'échelle de l'histoire de la planète. Or pour le moment, la seule technologie que nous n'ayons pas inventée, c'est la photosynthèse : un procédé qui nous permet de repomper du gaz carbonique dans l'atmosphère pour le transformer en matière stockable. Comme l'agriculture est la principale industrie de captage et de séquestration du carbone, c'est sur elle que nous ferons porter les efforts. Cela signifie en clair : utiliser plus de matière organique, plus de forêt, plus de biocarburants. Autre enjeu : la biodiversité. La France accueillera la première conférence mondiale sur ce thème, en janvier 2005<sup>(2)</sup>. Le conseil scientifique de cette conférence signale le fait qu'il y a autant d'inquiétudes à nourrir sur l'avenir de la biodiversité que sur l'effet de serre. Ce n'est pas peu dire... Car le tissu du vivant est en train de se déchirer. La désertification ne commence pas aux portes du désert, mais quand on transforme le milieu de telle sorte que

2 - Organisée par la France avec le parrainage de l'Unesco, la conférence internationale « Biodiversité, science et gouvernance » se tiendra à Paris du 24 au 28 janvier 2005, en vue d'établir un état des lieux scientifique et un dialogue entre scientifiques, politiques et décideurs économiques sur la gouvernance mondiale de la biodiversité. Pour en savoir plus : [www.recherche.gouv.fr](http://www.recherche.gouv.fr)

nous modifions les chaînes liant les végétaux entre eux, les végétaux aux animaux et les animaux aux hommes. Des interactions éminemment complexes dont on risque de perdre irrémédiablement une partie. Ce qui, du même coup, modifie le climat. Or qui va devoir gérer la biodiversité sinon la seule activité qui maîtrise l'espace écologique, à savoir l'agriculture ? Celle-ci devra donc produire de l'aliment, de l'énergie, du carbone et de la biodiversité.

Dernière adaptation à laquelle il nous faudra faire face : les prix du pétrole augmentant, une agriculture continuant d'utiliser beaucoup de carburants et d'engrais azotés ne sera plus rentable. Et il se pourrait bien que la tendance historique de la baisse des prix alimentaires s'inverse. Bien sûr, certains pourraient dire : « Tant mieux, l'âge d'or de l'agriculture revient ! ». Non, ce serait très grave. On ne peut pas envisager sérieusement que l'agriculture puisse voir remonter fortement ses coûts de production. Il faudra inventer une agriculture dans laquelle on substitue le labour par le minimum de travail du sol, où l'écologie devient la discipline de base. Cette adaptation est déjà plus ou moins en marche, mais ailleurs. Si la Révolution Verte a débuté en Inde sur la base de variétés sélectionnées, d'engrais, de produits phytosanitaires, et bien c'est au Brésil que s'inventent actuellement de nouveaux systèmes de production fonctionnant sur les principes de l'écologie.

L'aventure de l'agriculteur est ainsi loin d'être terminée. Ce sera un métier qui n'aura sans doute rien à voir avec celui du passé mais qui peut être tout aussi intéressant. Reste à entreprendre pour cela un énorme travail de recherche. ■

## DÉBAT

### « La dévalorisation de l'agriculture et des paysans est une grande constante historique »

**Dans la foulée de l'intervention de Michel Griffon, un bref – trop bref – moment fut consacré aux questions du public. Où l'on est revenu sur certaines variables telles que l'évolution climatique, les risques sanitaires, les surfaces disponibles et la question des subventions à l'agriculture.**

**Georges Cassagne, agriculteur dans le Texas et les Landes :** Vous n'avez pas parlé de l'Argentine, qui est pourtant très en pointe au niveau des cultures sans labour. De même, vous n'avez pas évoqué les États-Unis, où 22 millions d'hectares sont cultivés ainsi. D'autre part, vous avez signalé que la Russie serait dans le futur l'un des protagonistes les plus importants. Or si j'ai bien regardé la carte, les zones agricoles russes se trouvent aux alentours du

40° parallèle, de même que les zones agricoles américaines et européennes. Si vous transposez la carte de la Russie sur celle des États-Unis, les zones agricoles russes actuelles se retrouveraient dans la toundra canadienne, c'est-à-dire à une latitude où en général il ne pousse pas grand-chose. Cela signifie-t-il que vous pensez que l'évolution climatique va permettre à ces zones là d'être productives ?

**Michel Griffon :** Les simulations qui sont faites sont contradictoires. Sur certaines cartes, les courbes de pluie se déplacent, mais comme ce sont des zones très continentales, le régime pluvial devrait malgré tout être très fluctuant. D'où une agriculture sans doute très erratique d'une année sur l'autre. Cela dit, en moyenne, il est fort possible que la production augmente fortement, par le simple effet de l'immensité des surfaces. Ce qui signifie que le marché international des céréales pourrait être durablement déstabilisé par une offre beaucoup plus erratique que ce qu'elle était antérieurement. Le Canada et l'Australie pourraient également être touchés par ces aléas, mais pas les régions tempérées que sont l'Argentine et le sud du Brésil. Pour y voir plus clair, il faut attendre encore deux ou trois ans avant que se dessine un consensus sur les grands modèles de prospective climatique qui permette d'argumenter solidement sur l'avenir de l'agriculture dans ces régions de l'Est.

**Bruno Parmentier, directeur de l'École Supérieure d'Agriculture d'Angers :** Vous n'avez pas mentionné le risque sanitaire en Asie. Là-bas, se conjuguent une surpopulation et la montée en puissance d'élevages dont les normes sanitaires sont plus laxistes que les nôtres. C'est un cocktail qui pourrait être explosif, comme avec le Syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). Du même coup, cela valorise notre agriculture, fortement contrôlée de ce point de vue. Peut-être aurons-nous une chance de récupérer les élevages hors-sol, qui actuellement se délocalisent.

**Michel Griffon :** Au fond, les crises sanitaires dues à des virus asiatiques ne sont pas nouvelles. L'Asie est l'un des premiers continents à connaître une forte densité de population, avec une promiscuité entre les sociétés humaines et les animaux, si bien que ces sociétés se sont adaptées à la présence de virus et, d'une manière plus générale, de maladies. Ce qui est nouveau, ce sont les transports internationaux qui accélèrent l'apparition et le développement de pathologies virales, en particulier chez les oiseaux. De ce point de vue, il peut y avoir de très grandes surprises sur la localisation des élevages à long terme. Deuxième chose : le changement climatique modifie la géographie des vecteurs de maladies. Si dans l'his-

toire du monde agro-écologique, l'Europe était sur la même latitude que l'Asie, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Ainsi, un certain nombre d'insectes vecteurs de différentes maladies traversent l'Afrique, passent la Méditerranée et arrivent en Europe. Ce qui explique que la région de Montpellier soit infestée par la fièvre du Nil. De même, certains vols de criquets passent la Méditerranée. Tout cela conduit à craindre la généralisation d'un certain nombre de maladies et une lecture des perturbations de la production agricole pourrait être menée en fonction des coûts de lutte contre les maladies virales.

**Sylvie Bonny, chercheur Inra :** Vous avez rappelé au début les chiffres de la malnutrition actuelle. Si 600 millions de personnes vivant de l'agriculture aujourd'hui sont sous-alimentées et si l'on exclut les causes que sont les guerres, ne peut-on affirmer que cette malnutrition est due à des surfaces trop petites ?

**Michel Griffon :** Il faudrait répondre continent par continent, puis pays par pays et enfin à l'intérieur de chaque pays. Bien évidemment, les guerres, surtout en Afrique, sont l'une des causes de la désorganisation de la production. De même, comment nier l'importance de l'étréitesse, quand ce n'est l'absence de terre ? Mais il demeure quand même un élément commun à presque tous les pays, c'est que les agricultures sont perçues par les gouvernements comme des secteurs où l'on puise de la valeur à travers les taxes, où la formation des prix du marché se fait toujours au désavantage des agriculteurs, si bien que ceux-ci financent le développement économique et social des autres secteurs. Rares sont les gouvernements qui ont fait de l'agriculture un secteur de promotion, une locomotive tirant le reste de l'économie nationale. C'est une grande constante historique : la dévalorisation de l'agriculture et du métier de paysan. Au plan international, cette politique locale est renforcée par le fait que les excédents et les processus de formation des prix internationaux contribuent à maintenir des prix locaux relativement bas sur les principales matières premières agricoles.

J'en profite pour ouvrir une parenthèse : je souhaiterais tordre le cou à un canard. Certains s'imaginent que supprimer en Europe et aux États-Unis les subventions à l'agriculture, couplées à la production, va immédiatement faire grimper les prix internationaux des céréales, offrant à la plupart des pays en développement des opportunités importantes de développement. Nous considérons, à partir de nos propres travaux, que c'est faux. Nos modèles indiquent qu'il pourrait y avoir tout au plus 1 à 3 % d'augmentation des prix en moyenne, alors que la Banque Mondiale aboutit à des augmentations de prix de 10 à 15 %,

mais avec des modèles totalement inacceptables au plan scientifique. Au mois de mai dernier, s'est déroulée une grande conférence africaine sur l'alimentation<sup>(1)</sup>, où nous avons eu l'opportunité de discuter avec trois chefs d'État sur cette question : Abdoulaye Wade du Sénégal, Yoweri Museveni de l'Ouganda et Olesegun Obasanjo du Nigéria. Eh bien, deux d'entre eux étaient absolument persuadés que si, dans le cours du round actuel des négociations à l'OMC, les pays en développement obtenaient la fin des subventions, une ère de prospérité s'ouvrirait pour eux. Personne n'a osé les contredire, à l'exception du président d'un office de coopération allemand qui, en pointant que cette théorie était totalement fautive, a soulevé des protestations unanimes, nourries par les discours de la Banque Mondiale. Sur ces trois présidents de républiques africaines, donc, seul celui du Nigéria ne croit absolument pas en la vertu de cette suppression des subventions. Pour ce dernier, dont le pays compte 100 millions d'habitants, la première chose à faire consiste à donner une priorité véritable à l'agriculture. Et si on doit ouvrir le marché, ouvrons le marché régional de l'Afrique de l'Ouest, et non le marché international qui présente un trop grand nombre de dangers ».

(1) « Garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique d'ici 2020 », tel était le thème de la conférence panafricaine organisée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), en Ouganda, au tout début d'avril 2004. Plus de 500 responsables politiques, scientifiques et économiques africains ont, sur la base d'une analyse globale de la malnutrition sur le continent, échangé les points de vue sur les actions concrètes à prioriser. Il y a urgence : d'après le président ougandais Museveni, « Les experts nous avisent qu'à moins d'un effort extraordinaire de tous les intervenants, 40 millions d'enfants africains seront victimes de malnutrition d'ici 2020. » Sans oublier les 200 millions d'habitants qui, actuellement, souffrent de malnutrition. Principal obstacle relevé par les orateurs : les subventions versées par les pays développés à leurs producteurs agricoles. Un argument que dément Michel Griffon. Pour en savoir plus sur cette conférence : [www.ifpri.org](http://www.ifpri.org)

## CONFÉRENCE

## « Au XXI<sup>e</sup> siècle, l'agriculture réapparaît comme la clé des équilibres du monde »

Par **Marcel Mazoyer**, économiste, ingénieur agronome et des Eaux et Forêts, professeur titulaire de la chaire d'agriculture comparée et développement agricole de l'Institut National Agronomique Paris-Grignon. Auteur notamment, avec Laurence Roudart, d'une « Histoire des agricultures du monde, du néolithique à la crise contemporaine », parue au Seuil en 1997.

**Trois milliards de paysans, deux milliards d'humains souffrant de carences alimentaires dans le monde, et moi, et moi, et moi... Non, nous ne pouvons plus nous aveugler en nous reposant sur les vertus de la pensée libérale, ou nous réfugiant dans le salut d'une aide alimentaire somme toute rachitique, toutes deux incapables de boucher le manque-à-manger d'une partie croissante de la population, en majeure partie des agriculteurs. Contre la machine à fabriquer l'exode rural, à affamer les paysans et à renforcer les grands déséquilibres du monde, Marcel Mazoyer appelle à une mobilisation générale sous la bannière d'une véritable solidarité.**

Dans les discours que nous entendons sur la faim dans le monde, il existe souvent bien des contresens. D'abord, il ne faut pas confondre malnutrition avec famine. Ensuite, il ne faut pas mélanger les causes et les effets. Qui a faim ? Les gens qui ont moins de 2 \$ par jour et qui connaissent des malnutritions par micronutriments ? Ceux qui ont moins de 1 \$ pour vivre ? Ceux qui ont encore moins et se sous-alimentent ? Michel Griffon l'a dit : près de 75 % d'entre eux sont des paysans. Les 25 % restants sont dans les camps de réfugiés ou dans les bidonvilles. Pour la plupart, ce sont des anciens paysans, condamnés à l'exode par la pauvreté et par la faim. Et comme il y a 50 millions de personnes « exodées » des campagnes chaque année, et que ces chiffres ne diminuent guère ces dernières années, ainsi que l'indique la FAO, cela signifie que nous « fabriquons », tous les ans, 40 ou 50 millions de nouveaux pauvres dans les campagnes. La faim n'est pas un héritage du passé, elle n'est pas le produit de l'insuffisance des aides alimentaires. Elle est le résultat d'une machine à fabriquer de la pauvreté principalement chez les paysans. Il faut le savoir.

Quand on connaît l'économie mondiale, est-ce si étonnant, au fond, que ce soit les paysans qui sont les plus pauvres et qui ont faim ? Pas du tout ! Dans la plupart des pays, le revenu moyen des agriculteurs n'atteint que le tiers ou la moitié du revenu moyen des urbains. Il est inférieur au salaire des travailleurs dits non qualifiés. Pour en discerner les raisons, il convient d'analyser, de manière très

structurelle, les agricultures du monde classées par grandes catégories. Les paysans composent presque la moitié de la population mondiale. Ils sont trois milliards de personnes à en vivre - femmes, enfants et vieillards compris - et 1 300 millions à y travailler. Pour ces 1 300 millions d'actifs agricoles, il y a 28 millions seulement de tracteurs, soit 2,1 % des effectifs... De même, nous dénombrons 250 millions d'animaux de travail, soit 20 % du nombre des actifs agricoles. Ce qui signifie qu'un milliard de paysans travaille uniquement avec des houes, des bêches ou des machettes. À la main au sens strict. Pire, la moitié d'entre eux n'a même pas pu acheter les semences sélectionnées à hauts rendements, issue de la Révolution Verte, ni les engrais et les pesticides. Vous les avez là, vos 800 millions d'humains qui souffrent de la faim, ce n'est pas la peine de chercher plus loin. La plupart travaille au maximum sur un hectare, avec un rendement de dix quintaux d'équivalents céréales. Et ils n'ont qu'une vache qui donne moins de 1 000 litres une fois qu'elle a nourri son veau. Dix quintaux par travailleur et par an avec lesquels il faut nourrir la famille. D'autres ont un quart, un dixième d'hectare, voire rien du tout, comme les paysans Sans-Terre brésiliens.

**Le prix international ne reflète pas le marché mondial.** Quel est le prix de revient de dix quintaux de céréales d'un paysan qui travaille à la main, sans produits chimiques ? Admettons qu'il gagne un dollar par jour, ce qui fait 365 dollars par an. 365 divisés par 10 quintaux, cela fait 36,50 \$ le quintal. Là où le prix international est 7 à 8 dollars le quintal ! Les Brésiliens, les Ukrainiens, les Argentins peuvent produire et exporter leur production à ce prix-là. Les Américains pourraient produire et exporter à 12 \$ le quintal. Les Européens à 15 ou 16 \$. Donc l'échelle du prix de revient des matières agricoles va de 7 \$ le quintal à 36 \$. Quant au marché international des céréales, il ne représente que 15% du marché mondial. Il faut donc cesser de croire ou de faire croire que le marché international, c'est toute la production et toute la consommation mondiale. Ce n'est que la partie de la production mondiale qui est commercialisée et qui passe les frontières.

7 dollars d'un côté, 36 dollars à l'autre bout : cela fait 10 à 12 dollars de moyenne. Le prix international n'est donc pas un prix de marché global, mais le prix du marché d'une petite fraction des pays : ceux qui ont vécu la Révolution Agricole, qui ont les meilleurs équipements, les meilleures surfaces, les meilleurs rendements et les plus bas salaires du monde. Autant d'avantages comparatifs qui ne reposent pas forcément sur des atouts naturels, telle qu'une fertilité exceptionnelle des sols, même pour l'Amazonie ou l'Argentine, d'autant que cette fertilité ne durera pas très longtemps. Les avantages comparatifs fondamentaux, à niveau d'équipement et de productivité égal, ce sont les bas salaires, auxquels s'ajoute la sous-évaluation compétitive des monnaies qui permet d'exporter à des prix encore moindres grâce aux taux de change. Dans ce cadre, pen-

ser qu'on va réguler la production en Afrique - 10 quintaux par travailleur et par an - et la production en Europe - 10 000 quintaux par travailleur et par an mais des salaires de 100.000 000 à 200 000 francs par an charges comprises - cela n'a pas de sens ! Imposer dans tous les pays les prix internationaux est une absurdité du point de vue des théories libérales. Celles-ci défendent l'idée que chaque région du monde doit connaître des prix de vente proportionnés au prix de revient. Impossible quand le marché international est gouverné par moins de 15 % des compétiteurs, dont les Européens qui, pour compenser leur prix de revient plus élevé, alignent les productions sur le prix international et donnent en contrepartie des aides compensatoires qui permettent de vendre en dessous du prix de revient. Toute aide est un dumping, qu'on le veuille ou non, dès lors qu'on se positionne comme exportateur. Ce qui n'est pas le cas dès lors qu'il n'est question que d'autosuffisance alimentaire : tout le monde a le droit d'assurer sa propre sécurité alimentaire par ses propres moyens, en totalité ou en partie. Les Suisses ont ainsi choisi d'approvisionner 2/3 de leurs besoins alimentaires par la production nationale, protégée par des barrières douanières et tarifaires. Même stratégie au Japon ou en Norvège, à un degré moindre. La France a pratiqué cette politique pendant cent ans et l'Union Européenne a fait de même jusqu'à la fin des années 80. Il faut donc bien comprendre qu'il n'y aura jamais de sécurité alimentaire en Afrique s'ils doivent s'aligner, en matière de céréales, de viandes ou de lait, sur le prix international... Soit environ 10 € pour les céréales, 0,10 € pour le lait, 1 \$ par kilo de carcasse pour les viandes rouges, et 0,50 \$ par kilo de carcasse pour les viandes blanches... Même les Américains ne peuvent pas produire à ces prix-là ! Pourtant, les gains de productivité réalisés en Europe, aux États-Unis et, ultérieurement dans les pays de la Révolution Verte, sont absolument énormes. L'écart de productivité entre la culture manuelle et la culture à traction animale la mieux équipée, était au début du siècle de 1 à 5. Du temps de Ricardo et des théories des avantages comparatifs, les écarts de productivité allaient de 1 à 3. Sauf qu'aujourd'hui, l'écart de productivité entre la culture manuelle et la culture la plus productive du monde, est de l'ordre de 1 à 1 000. Soit 10 quintaux face à 10 000 quintaux, voire 20 000 ou 30 000 quintaux, pour un seul homme.

**Le marché ne répond pas aux besoins mais aux demandes solvables.** Autre point à souligner : depuis les empereurs de Chine jusqu'à E. Pisani en passant par le règne de Victoria, l'histoire a toujours montré que le marché n'a jamais pu assurer la sécurité alimentaire d'un peuple, où qu'il soit dans le monde. Le marché est une machine formidable, mais il n'équilibre nullement la production en fonction des besoins : il équilibre la production en fonction de la demande solvable... Si vous vendez des Mercedes ou des chapeaux à plumes, sont-ce de vrais besoins ? Non,

puisqu'on s'en passait pour vivre. Cela dit, il ne me choque pas que la production de Mercedes soit en équilibre avec le pouvoir d'achat de certains. Cela m'est égal. En revanche, cela ne m'est pas égal pour la production agricole et alimentaire. Tous les habitants de la planète ont-ils une demande solvable leur permettant d'accéder à la nourriture ? À 2 \$ par jour, non. Trois milliards de personnes ne peuvent donc pas acheter à la hauteur des besoins alimentaires minimums. À 1 \$ par jour, encore moins. Ce qui est le cas d'un milliard de personnes, qui subissent la sous-alimentation et la faim. Vous voyez donc bien que le marché est impuissant à régler ce problème, sauf si vous doublez ou triplez le revenu disponible de 3 milliards de gens qui ont moins de 2 \$, Il faut choisir.

Et il est absolument faux de prôner qu'avec l'aide alimentaire et des démarches solidaires, le marché y parviendra un jour. Pour s'en convaincre, il suffit de se pencher sur les chiffres et de savoir faire une règle de trois. Pour combler le « manque-à-manger », pour qu'un milliard de gens cessent de souffrir de carences alimentaires et pour que 840 millions d'habitants cessent d'avoir faim, il faudrait augmenter de 30 % le volume de production alimentaire existant. Et savez-vous ce que représente actuellement l'aide alimentaire ? Moins de 1 % ! Et on ne peut ni rêver que cette aide soit multipliée par trente, ni imaginer que les exportateurs aient la capacité de faire face à ce besoin immédiat, faute de pouvoir d'achat. D'autant que si vous projetez cette situation à 50 ans, il faut multiplier la production par deux pour satisfaire les besoins. Certes, cette production mondiale a été multipliée par 2,6 entre 1950 et 2000. Sauf qu'il faudrait encore augmenter cette production du double... Et puis, doit-on se contenter de supprimer les carences et la faim ? 1,5 milliard de personnes mangent à peu près la moitié de ce que l'on produit. Et 4,5 milliards mangent l'autre moitié. Pour transférer 30 % des productions alimentaires des uns vers les autres, il faudrait que les habitants de pays développés mangent en moyenne deux fois moins, alors que dans leur grande majorité, ils ne sont pas suralimentés. En fait, le véritable objectif devrait consister à nourrir de la même manière les 4,5 milliards d'autres personnes. Pour cela, il ne suffit pas de doubler la production : il faut la quadrupler...

**Personne n'a rien à gagner.** Tant que le marché international gouvernera les prix dans les pays, prix qui sont la première pierre d'une politique agricole et alimentaire, il n'y aura pas de sécurité alimentaire possible à l'échelle mondiale, ni de développement possible. N'oublions pas qu'en 1950, le prix du quintal de blé faisait quatre ou cinq fois celui d'aujourd'hui : nous nous sommes développés avec des prix agricoles qui étaient élevés. Et on voudrait actuellement que des gens qui travaillent à la main se développent avec les prix bas qu'on leur impose ? Il y a une montagne de méconnaissances de la réalité, une montagne de non-compréhension des pratiques paysannes du

monde, y compris de la part d'économistes qui conseillent nos gouvernants. Où cela nous mène-t-il ? Comment peut-on doubler ou tripler la production mondiale ? Pas par le marché. Pas par l'aide alimentaire non plus, d'autant qu'elle abaisse encore les revenus des pauvres. Quand vous faites baisser les prix agricoles en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, vous faites baisser le revenu des paysans pauvres. Et en baissant le revenu du quintal qu'ils vendent, vous les obligez à vendre non pas 10 % de leur production mais 20 % à 50%, ce qui réduit leur part d'autoconsommation. Or s'il ont vendu un quintal 50 francs, il leur en coûtera 150 francs pour le racheter. Taux d'intérêt : 200 %. C'est la machine à faire mourir les gens. À déstabiliser une bonne moitié des paysans dans les quelques décennies qui viennent. Donc à déstabiliser socialement le monde. Et c'est aussi une machine à fabriquer des conflits récurrents, partout. La sécurité alimentaire mondiale passe par la possibilité, pour les pays, de produire tout ce qu'ils peuvent avec leurs ressources. Il est faux de dire qu'il y a trop d'habitants sur la planète. Il est faux aussi de dire qu'il n'y a pas assez de terres. Les terres exploitables durablement sont largement suffisantes pour doubler la production. Et tous ces paysans qui n'ont jamais eu l'ombre d'un moyen de production efficace représentent une capacité de production énorme. La solidarité Nord/Sud, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'il faut se battre pour qu'on arrête d'imposer aux pays agricoles pauvres, à dépendance alimentaire croissante, des prix qui sont insupportables pour les paysans. Qu'il faut qu'ils puissent pratiquer chez eux des politiques de solidarité alimentaire, alors que leurs gouvernants, sous les influences diverses de la Banque Mondiale ou des « économistes de service » les poussent au libre-échange. Cela marginalise les pays les plus pauvres. Et cela favorise l'émergence de plate-formes d'investissement dans d'autres pays, comme la Chine, où le capital financier se délocalise en masse, sur la base de la misère et des bas salaires.

Enfin, il y a la solidarité producteur/consommateur, localement. Car si les consommateurs croient qu'ils gagnent à la baisse des prix agricoles, ils se trompent ! Prenez les courbes de l'INSEE : en 40 ans, l'indice 100 pour les produits alimentaires est passé à 50. Mais l'indice 100 pour les matières premières agricoles est passé, lui, à 30. Ce qui signifie clairement que la baisse des prix des matières premières ne profite pas au consommateur. Elle se transforme en valeur ajoutée structurelle entre la production et la transformation. Alors vous me direz : « Tant mieux pour eux ». Sauf si cela fait mourir des paysans, si cela contredit la sécurité alimentaire globale, si c'est la machine à fabriquer un chômage mondial qui est déjà de l'ordre de 30 %, et si cela génère un monde ingouvernable ! S'il y a solidarité entre le producteur et le consommateur, il faut que ce dernier comprenne qu'il n'a rien à gagner à ce jeu de massacre. Que le travailleur n'a rien à gagner à l'élargissement du chômage, ni ici, ni ailleurs.

**Doubler les prix d'achat.** Au XXI<sup>e</sup> siècle, après cent ans d'aveuglement relatif, l'agriculture réapparaît comme la clé des équilibres écologiques, des équilibres de l'emploi, des équilibres de l'alimentation. Il faut tirer les leçons des deux grandes erreurs : celle de croire à la solution du libre-échange. Celle d'ouvrir les marchés à des capitaux financiers qui se délocalisent dans les pays où les paysans ont été privés de la terre. Ces capitaux qui, dans les anciens pays coloniaux de l'Amérique Latine ou en Afrique du Sud, « irriguent » des domaines de 10 000 à 50 000 hectares, sur la base de l'expropriation paysanne et de la misère des ouvriers. Ce que le Brésil exporte en volumes représente exactement ce qu'il manque pour nourrir ses pauvres... Même chose en Ukraine. Il n'y a aucune raison de céder à ces phénomènes. Si nous sommes vraiment solidaires, les syndicats de paysans ici doivent être solidaires des paysans sans-terre. Il faut prôner la réforme agraire là où elle est nécessaire. L'agriculture américaine et l'agriculture européenne sont dangereuses pour les pays du Sud, s'ils ne s'en protègent pas. Mais l'agriculture délocalisée à bas salaires est encore plus dangereuse ! Sans oublier que la sous-alimentation là-bas fabrique les excédents ici. Il faut les aider institutionnellement. Qu'est-ce que l'Europe pourrait faire ? L'Union Européenne pourrait aider l'Afrique de l'Ouest à mener une politique agricole de protection des productions vivrières. Et comme elle ne pourra pas quadrupler assez rapidement sa production pour faire face à ses besoins, je propose donc que nous leur fassions cadeau de nos excédents. À condition évidemment qu'ils ne les revendent pas chez eux à bas prix, ce qui tuerait l'agriculture africaine. À condition aussi que le budget de ces pays s'enrichisse de la différence constituée par les tarifs douaniers.

Deuxièmement, il est clair que si l'on augmente le prix du mil et du sorgho, il va être difficile de continuer à produire de l'arachide, du coton, du café et du cacao. Le paysan africain, aujourd'hui, qui produit du mil, gagne moins de 1/2 \$ par jour. S'il fait du café et du cacao, il gagne presque le double, ce qui reste de toute façon insuffisant. L'Europe devrait donc payer les produits d'exportation africains au moins le double du prix actuel. Ce n'est jamais que le prix de 1985 ! Ne disons pas que c'est impossible, comme me l'a affirmé le Directeur de l'Agriculture de l'OCDE. Comment ça, on ne peut pas ? Mais il le faut ! Les prix agricoles sont tombés au plus bas à cause de la Révolution Agricole, de la Révolution Verte et du commerce libéral à la fin du XIX<sup>e</sup>. Ils reviendront au plus haut à la fin du XXI<sup>e</sup> siècle qu'on le veuille ou non, par la force ou par la négociation. Ils tripletront ou quadrupleront tout simplement parce qu'il va y avoir rupture de stock. Et ce sera dans les villes qu'on va mourir de faim. Il n'y a pas d'autres solutions que de payer les producteurs, partout, à un niveau qui correspond à leur prix de revient. ■



À l'issue de deux jours d'analyses et de débats, il convenait de convier trois grands témoins à dérouler quelques fils d'Ariane. Du côté du monde agricole d'abord, Jean-Claude Sabin prône le retour à un principe oublié de nos sociétés d'abondance : la vocation nourricière de l'agriculture pour assurer l'autosuffisance alimentaire de tous. Ensuite, parce que le destin est intimement lié au temps, c'est l'historien Jean-Luc Mayaud qui, appelant à dépasser les régressions nostalgiques et les croyances en l'inéluctable, indique la voie d'une histoire des possibles. Pour le psychologue enfin qu'est Patrick Denoux, il nous faudra choisir entre trois scénarios, dont un seul nous permet de dépasser les tentations de l'ethnocentrisme, des réflexes identitaires et de la folklorisation des paysanneries.

## CONCLUSIONS

### « *Commençons par écouter les paysans* »

**Jean-Claude Sabin**, président de l'Institut Régional de la Qualité Agroalimentaire de Midi-Pyrénées et de l'Association pour le Concours régional Agricole de Toulouse, il occupe depuis de longues années de nombreuses responsabilités au sein des organismes agricoles. Il a ainsi présidé la Chambre Régionale d'Agriculture de Midi-Pyrénées et occupé les fonctions de vice-président de l'Assemblée Permanente des Chambres de l'Agriculture, où il était chargé des questions internationales. Fortement attaché à développer de nouvelles applications industrielles, notamment énergétiques, pour les ressources agricoles, il s'est fait connaître, durant la décennie 90, à la tête de la Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux, ainsi que de la filière française des huiles et protéines végétales, PROLEA. Aujourd'hui Conseiller du commerce extérieur de la France, ce Tarnais à l'accent rocailleux et à la parole franche préside, entre autres, Agropol, l'Association pour le développement international des protéagineux et des oléagineux.

Quand on parle des futurs, il faut effectivement employer le pluriel. Pour chaque homme, il n'y a pas un, mais des destins possibles, une part en quelque sorte prédestinée, subie, et une autre part voulue, façonnée par l'homme.

Ainsi, dans mon cas, quand j'étais jeune, ma mère avait coutume de me répéter : « Ne sois pas paysan. Tu peux être gendarme ou facteur, ce sera toujours beaucoup mieux ». Je n'ai pas suivi ce conseil pourtant maintes fois répété. J'ai choisi d'être agriculteur et j'ai donc pour une large part, comme tout être humain, influé largement sur ma destinée. Quoique l'on puisse en dire, c'est le cas aujourd'hui de la plupart des agriculteurs, qui ont choisi, le plus souvent par goût, un métier aux multiples facettes. Dans ma jeunesse, au moment même où j'opérais ce choix, j'ai lu un ouvrage paru dans la collection « économie et humanisme » intitulé « L'agriculteur, métier complexe ». Je trouvais ce livre formidable parce qu'il expliquait qu'il fallait être à la fois agronome, commerçant, mécanicien etc, et qu'il était nécessaire, pour l'exercer, d'acquérir une multicom pétence. Quelques dizaines d'années après, on a inventé la multifonctionnalité... N'est-il pas formidable de choisir un métier qui vous amène à devenir multifonctionnel ? Ajoutez à cela de nouvelles fonctions, la maîtrise de nouvelles compétences et donc l'acquisition de nouvelles connaissances, et, en terme de destin, vous serez loin d'un futur prédéterminé ! Lors de ces deux journées, vous avez également évoqué les solidarités entre les agricultures d'ici et celles d'ailleurs, sujet d'une actualité toujours brû-

lante. Pour le traiter en évitant de tomber dans les lieux communs, reprenons les fonctions de l'agriculteur et d'abord celle, première, qui consiste à nourrir l'humanité. À l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, nous avons eu la visite d'un homme éminent, Jacques Diouf, directeur de la FAO. Il préparait sa grande assemblée de 1998 qui avait pour thème l'éradication de la malnutrition et, à cette occasion, il a insisté pour que nous n'oublions jamais combien l'équilibre alimentaire du monde était précaire. Au-delà des problèmes que nous connaissons en Europe - excédents, polémiques sur les soutiens à notre agriculture - il avait insisté sur le fait qu'en termes quantitatifs, nous étions encore sur le fil du rasoir et que l'équilibre restait précaire. Il faut donc que l'agriculture européenne continue à être productive, et contribue à subvenir aux besoins là où ils existent. C'est un aspect de la solidarité Nord-Sud.

Il arrive que ces denrées soient données ou vendues à des prix très bas. C'est tant mieux pour les populations qui n'ont pas assez pour se nourrir et pas de pouvoir d'achat. Mais il appartient aussi aux autorités de ces pays de faire en sorte que des produits venant de l'extérieur ne désorganisent pas les marchés intérieurs. Les solutions existent, elles sont appliquées ici et là lorsque les autorités locales le veulent bien : nous sommes dans ce que l'on appelle une question de « bonne gouvernance », qui est l'un des thèmes majeurs de l'action de la FAO.

**Le destin premier de toute agriculture.** Nous reprendrons les propos de ce matin sur le fait que chaque pays, chaque agriculture, doit chercher à assurer sa propre sécurité alimentaire. Cette notion est essentielle et reste présente dans ce que l'on appelle l'inconscient collectif, même si elle semble avoir disparu dans nos pays développés, où les périodes sombres durant lesquelles nous connaissions la faim sont lointaines.

Pour de nombreux pays, les théories libérales du partage des tâches et de l'avantage comparatif ne s'appliquent pas à l'alimentation car il leur est inconcevable de prendre le risque de s'en remettre à l'extérieur pour ce qui est essentiel à la vie et à la survie de leurs populations. C'est donc l'un des tout premiers objectifs pour chacun des pays en développement que d'assurer son autosuffisance alimentaire. C'est là le destin premier de toute agriculture.

Dans la recherche des solidarités entre « l'agriculture d'ici et celle d'ailleurs » il faut rappeler le devoir qui doit être le nôtre à l'égard des paysans pauvres. Les efforts faits par les agriculteurs français sont loin d'être négligeables en ce domaine et les partenariats nombreux, mais sont-ils suffisants ? Non ! Nous pourrions mieux faire et faire plus. Les crédits d'aides au développement sont conséquents mais souvent mal utilisés et, à cet égard, il faut rappeler quelques vérités simples : d'abord,

la pauvreté se retrouve surtout dans les campagnes qui, en se vidant, vont augmenter la population des bidonvilles autour des grandes villes. Il faut donc en priorité fixer les populations dans les campagnes. Ensuite, les progrès en agriculture peuvent être rapides et significatifs si l'on sait motiver et responsabiliser les agriculteurs. Or, qui peut mieux le faire, si ce ne sont les agriculteurs eux-mêmes, à condition de leur faire confiance ? Sur ce thème, le chantier de la solidarité est immense.

Pour aborder le destin de « l'agriculture d'ici », en particulier pour notre Sud-Ouest qui doit, en plus de la four-niture quantitative, répondre à de nouveaux besoins, j'insisterai sur les produits de qualité. Le consommateur aspire en effet, au moins périodiquement, à se faire plaisir en consommant des produits de qualité gustative et à forte image. Pour Midi-Pyrénées, cela représente plus qu'un créneau ou une niche. Nous observons à l'Institut de la Qualité Alimentaire de Midi-Pyrénées, depuis une dizaine d'années, une progression du chiffre d'affaires des produits sous signes distinctifs de qualité. À la création de l'Institut, en 1992, ils représentaient 10 ou 11 % du Produit Brut Agricole. Aujourd'hui, nous en sommes à plus de 16 %, et nous parviendrons bientôt à 20 %... Ce n'est donc plus marginal.

Ces produits souvent à forte connotation géographique, avec une histoire et un savoir-faire, intéressent de plus en plus de consommateurs qui, mangeant à leur faim, cherchent autre chose dans la nourriture que la simple satisfaction des besoins nutritionnels. Il y a là une voie de développement très importante, qui n'est pas réservée d'ailleurs aux seuls pays européens : dans les discussions mondiales, la défense des origines géographiques des produits occupe une place de plus en plus large. Nous pouvons citer l'exemple du riz basmati en Inde, de certains thés chinois, de cafés africains ou colombiens, des vins argentins ou chiliens, du cacao du Cap Vert, etc. C'est aussi un moyen qui peut permettre à d'autres agricultures de tirer profit de leur savoir-faire, de leur histoire, de leur image pour vendre dans les pays développés. C'est un destin pour eux aussi, mais qu'ils doivent cultiver, qu'ils doivent s'approprier et nous devons les aider en leur faisant profiter de notre expérience. C'est encore un autre aspect de la solidarité. Il a été question dans ces journées des produits de l'agriculture solidaire et du commerce équitable, cela relève de la même approche qui mérite tout autant d'être soutenue car elle s'adresse à toute la société.

**Les demandes sociétales : légitimes mais à trier ?** L'agriculture a d'autres missions que la seule production alimentaire, en termes quantitatifs et qualitatifs - au début de ce propos nous avons d'ailleurs parlé de multifonctionnalité. Parmi ces autres fonctions, figurera la production d'énergie. Pour celle-ci, nous avons toujours puisé dans des ressources existantes, sans jamais rien

inventer, à l'exception de l'atome. Même le pétrole est issu du végétal et cette ressource va bientôt s'épuiser. Toutes les énergies utilisées (sauf l'atome) sont ainsi fournies directement ou indirectement par le soleil, l'eau des barrages ou des marées, le vent des éoliennes, le charbon et le pétrole. Dans ce cadre, la plante est un formidable et efficace capteur de l'énergie solaire. C'est en grande partie à l'agriculteur, qui les cultive, de prendre le relais, pour fournir à l'humanité une partie de ses besoins énergétiques. Quel formidable destin !

Car au-delà même du coût actuel du pétrole, il faut intégrer ce que l'on appelle les externalités positives de cette nouvelle activité : des emplois agricoles, une réponse à des préoccupations environnementales concernant le réchauffement climatique, etc. L'expérience du Diester nous donne un peu de recul et démontre que cela peut fonctionner. Même les pétroliers sont friands de ce produit qui améliore la qualité du gasoil en remplaçant le soufre. Quant à l'éthanol, à partir du maïs ou du sorgho, il ouvre des perspectives technologiques telles que la pile à combustible qui est une solution d'avenir. Voilà donc un destin du futur pour l'agriculture. À nous de la construire.

Il existe également d'autres « demandes sociétales » que l'on peut classer en deux catégories : les services directs payants qui doivent être rémunérés par les usagers et les services globaux que rend l'agriculture à la société.

Dans la première catégorie, le tourisme rural constitue une réalité tangible, surtout dans notre région, qui doit encore progresser. Il existe aussi d'autres services dans le domaine du social et de l'éducatif qui peuvent être développés. La vente directe à la ferme est à la fois vente de produits et vente du savoir-faire et du relationnel : elle est souvent appréciée par une clientèle citadine qui recherche du lien avec le concret. Dans cette agriculture de services, notre pays est très en avance et son exemple pourrait être suivi par d'autres agricultures qui en ont besoin. Il y a là aussi un espace de solidarité à développer.

Il est une demande plus difficile à appréhender et plus globale, tel le besoin d'un espace entretenu, de beaux paysages, d'un cadre de vie agréable en zone rurale, de bonnes pratiques agricoles, etc. Nous devons certes la prendre en compte mais avec du discernement car, souvent, ceux qui l'expriment n'ont pas toujours conscience de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas. De même, la plupart du temps, ceux qui s'expriment à travers les sondages d'opinion formulent une exigence qu'ils contredisent aussitôt dans leur acte d'achat au supermarché. Et puis, se pose également la question de la rémunération de ces services globaux indirects. Leur traduction économique représente le plus souvent des coûts, alors même que nous demandons à l'agriculture d'être compétitive, face à des modèles de production

étrangers qui ne connaissent pas ces contraintes. C'est tout le problème des paiements indirects dit compensatoires de la PAC, souvent contestés et incompris.

Enfin, il est souvent question de biodiversité. Il est vrai que les choses évoluent et que des espèces animales ou végétales sont menacées de disparition. L'agriculture peut apporter une contribution au maintien de la biodiversité mais elle ne peut faire les efforts seuls : nous avons besoin de plus de connaissances scientifiques sur le sujet et de moyens collectifs pour faire plus et mieux. Cette question ne se pose pas en effet en termes simplistes ou polémiques. Il ne s'agit pas d'opposer agriculture productive et biodiversité, mais de savoir comment être productifs pour accomplir nos destins tout en sauvegardant voire en améliorant le patrimoine commun. Cela concerne tous les pays du monde, et il y a place pour une expression de la solidarité à l'égard des pays les plus pauvres qui détiennent souvent une « richesse » de biodiversité. Il ne s'agit pas d'édicter des règles contraignantes mais de les aider à allier patrimoine biologique et développement.

**Soyons positifs et pas démobilisateurs.** Il existe de nombreux et formidables destins pour notre agriculture, comme il en existe pour les agricultures d'ailleurs, chaque pays ayant vocation à assumer un minimum d'autosuffisance alimentaire.

Si nous voulons aider les agriculteurs des pays africains ou d'ailleurs à s'affranchir de leur dépendance alimentaire et à mieux se nourrir, écoutons les paysans et aidons-les à prendre eux-mêmes leur destin en main. Si nous voulons être solidaires, tissons avec eux des liens de partenariats exigeants. Lorsque nous avons commencé il y a quelques années ce que l'on appelait la vulgarisation, nous avons pris conscience que notre destin était entre nos mains. Selon le mot de Saint-Exupéry, « Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait ». Ayons donc à leur égard un discours mobilisateur et dégageant des perspectives pour qu'ils perçoivent qu'un destin meilleur leur est possible.

Tout en restant modestes et conscients des différences culturelles, agronomiques, sociales, il n'est pas concevable d'imaginer des destins pour nos agricultures de nos régions sans penser aussi au destin des autres agricultures. Nous ne pourrions pas durablement développer nos pays si, à moins de quatre heures d'avion d'ici, vivent des gens en dessous du seuil de pauvreté, voire qui meurent de faim. Nous disposons d'assez d'exemples et nous en avons encore eu des témoignages aujourd'hui, prouvant qu'il est possible, pour les agriculteurs d'Afrique ou d'ailleurs, de prendre en main leur destin, à condition qu'on les écoute et qu'on les aide à le faire. Commençons par écouter les paysans, et nous verrons les choses changer. ■

## « Revenir au paysan, c'est retourner avant 1950 »

**Jean-Luc Mayaud**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Lumière-Lyon 2, il se consacre depuis une trentaine d'années au monde rural du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles. Au sein du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale, unité mixte du CNRS, il dirige l'axe de recherche pluridisciplinaire « Sociétés rurales européennes contemporaines » qui regroupe des historiens, des économistes, des sociologues et des géographes. Auteur de plusieurs ouvrages dont « La petite exploitation rurale triomphante. France, XIX<sup>e</sup> siècle » (Belin, 1999), il anime également la revue *Ruralia*, qui rend compte de l'activité de l'Association des Ruralistes Français (<http://ruralia.revues.org>).

**À tenter de définir le présent et d'esquisser l'avenir, les propos tenus lors de cette Université d'été n'ont cessé paradoxalement de convoquer l'histoire ; celle, mythique, d'une paysannerie rêvée. Une tonalité nostalgique où même les vocables les plus récents ne font qu'habiller de neuf d'anciennes pratiques oubliées. Historien, Jean-Luc Mayaud ne fait pas que nous rappeler cette fausse modernité exhumée du passé, ce bon vieux temps qui ne cesse de se construire. Brossant au passage les grands tournants contemporains de sa discipline, à travers sa méthodologie et le choix de ses objets d'étude, refusant à l'histoire toute ambition de neutralité et d'objectivité au nom d'un passé mis à distance, il dessine les conditions auxquelles l'historien « honnête » peut nourrir notre réflexion. Loin de ce qui « fait événement » et de la seule histoire des vainqueurs, c'est à une histoire des possibles que Jean-Luc Mayaud nous convie.**

(1) La première loi d'orientation agricole, adoptée en 1960 sous le Gouvernement de Michel Debré, et complétée en 62 par la loi dite Pisani, du nom du ministre de l'Agriculture, a fondé les grandes lignes de la modernisation de l'agriculture : politique sociale, politique des structures, organisation des productions et des marchés dans le cadre de la PAC, refondation de l'enseignement agricole, création des labels...

« À ma connaissance, c'est la première fois qu'un historien s'exprime à l'Université d'Été. Ce fait paradoxal reflète peut-être la place de l'histoire dans le champ des sciences sociales, voire des sciences en général. Pourtant, durant cette journée et demie, nombre d'intervenants ont convoqué l'histoire, y compris sous l'angle de la prospective. Une histoire un peu floue, faiblement repérée. Ainsi, avons-nous entendu des termes récurrents, tels que se réapproprier... Se réapproprier un passé, des métiers que l'on aurait perdus. De même, nous avons assisté à l'inflation de l'idée du regret, du bon vieux temps. Le président du Conseil Régional a évoqué dans cet esprit les années Cinquante, pour d'autres, ce pourrait être 1900... Et dans 50 ans, peut-être dira-t-on : « Marciac en 2004, c'était le bon vieux temps. » Car ce sont là des phénomènes de construction qui sont toujours en mouvement. De même, la

dénomination actuelle de la profession agricole n'est pas innocente. Pendant plus de quarante ans, ceux qui ont accompagné l'agriculture - les élus et une bonne partie de la nation française - ont tout fait pour qu'on abandonne le terme de paysan. Il a d'abord fallu lutter pour qu'apparaisse le mot « cultivateur », adopté dans les recensements nominatifs de population à partir des années 1880. Entre les deux guerres, la profession commence à inventer des métiers distincts au sein même du monde agricole : il faut attendre le XX<sup>e</sup> siècle pour trouver le terme d'« éleveur », par exemple, dans ces mêmes recensements. Vous connaissez toutes les catégories qui ont ensuite suivi.

Que se passe-t-il aujourd'hui ? En reconvoquant le pays et le paysage, nous réinventons le paysan. Et revenir à ce terme, c'est revenir avant 1950. Nous en appelons à l'histoire et au bon vieux temps pour dire que le cultivateur productiviste, qui a certes nourri et enrichi le pays, est désormais moins « noble » que le paysan. Une paysannerie qui, selon moi, a de grandes chances d'être mythique.

Bien entendu, toute société fonctionne sur des mythes. Toute association rurale, toute Université d'Été ou d'Hiver fonctionne sur des mythes fondateurs : ce qui importe pour que la communauté vive n'est pas la réalité de ce qu'elle a vécu mais ce en quoi elle est capable de croire, ce qu'elle est capable de digérer et ce dont elle a besoin pour avancer.

Mais, pas de chance, je suis historien. Et comme historien, je ne prétends pas à la vérité, dans la mesure où mes propos sur l'histoire rurale sont prononcés en 2004, en fonction de questions qui nous sont posées aujourd'hui sur une réalité d'hier. Ainsi, actuellement, le laboratoire que j'anime répond à un important contrat qui porte sur les questions de la multifonctionnalité. Le mot est récent et commode. Un néologisme qui doit avoir seulement une dizaine d'années. Je ne l'ai pas beaucoup entendu durant ces deux jours, de même qu'il a fallu attendre aujourd'hui pour que le terme « durable » soit prononcé, ce nouveau mot-valise qui sert l'ambiguïté des politiques et des syndicats agricoles. Mais revenons à notre contrat : nous essayons de faire un lien entre les formes que recouvrait hier la pluriactivité et la multifonctionnalité d'aujourd'hui. Je sais bien que des glissements se sont opérés de l'une à l'autre. Mais quand je faisais mes études, les lois Pisani/Debré<sup>(1)</sup> avaient été votées, et dans les quelques universités qui s'intéressaient encore à l'histoire du monde rural - les dernières grandes thèses d'histoire rurale provinciale concernant le XIX<sup>e</sup> siècle datent des années 60!<sup>(2)</sup> - nous apprenions une histoire de l'agriculture et des agriculteurs. Comme telle. Il a fallu que surviennent les crises des années 70 pour qu'avec l'Association des Ruralistes Français, notamment, se pose la question

de la pluriactivité. Les historiens se sont alors mis à étudier cet aspect et qu'ont-ils découvert ? Que la pluriactivité était la situation la plus fréquente des agriculteurs français du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est-à-dire qu'on a inventé, en même temps que les lois Pisani/Debré, l'agriculture mono active. Le rural n'existait plus. Et aujourd'hui, en période de crise, nous réinventons le rural et le paysan. C'est-à-dire l'agriculteur qui, dans le cadre de la multifonctionnalité, fait vivre le pays. Et sur commande du Ministère de l'agriculture, de l'Inra, ou du Feoga, nous travaillons sur l'exploitation multifonctionnelle. Mais nous pourrions quand même nous demander s'il n'y a pas des formes d'investissement du rural autres que celles de l'agriculture.

### Quand avons-nous pris ce virage qu'il ne fallait pas prendre ?

Si l'histoire est convoquée, il me semble important de faire ce métier le plus honnêtement possible, en tentant de ne pas être dupe des discours produits par la société et par les acteurs de la période étudiée. Par ailleurs, faire de l'histoire, ce n'est pas nécessairement travailler sur un passé très lointain qui serait aujourd'hui maîtrisé, pacifié et exempt d'enjeux. Souvenez-vous du bicentenaire de la Révolution Française, qui a soulevé encore quelques controverses et qui reste un objet de débat. Ainsi, doit-on la situer en 1789, en 1792 ou en 1793 ? Ce n'est pas une affaire réglée. Il n'y a pas d'histoire ni d'historiens neutres. Au mieux, s'ils sont honnêtes, ils peuvent essayer de dire d'« où ils parlent ».

Je voudrais terminer mon propos sur la fabrication de l'histoire. L'histoire du rural, de l'agriculture, des agriculteurs, donne matière à développer des pans de recherche. Ils existent, bien qu'ils ne soient plus vraiment à la mode dans l'Université et l'Académisme français, mais des questions se posent : comment faire cette histoire, sur quel type de questions et sur quelles sources pouvons-nous nous appuyer ? Pour bon nombre de condisciples, il n'y a de véritable Histoire que celle produite « de l'intérieur ». En clair, seuls ceux qui ont vécu la période et les faits concernés seraient aptes à en rendre compte. Ce n'est pas nouveau. Pendant des années, la seule histoire valable de la classe ouvrière ne pouvait être menée que par des enfants de prolétaires ou des historiens fortement engagés dans ces mouvements. De même, lorsqu'une collègue de l'Université de Lyon, Claude-Isabelle Brelot<sup>(3)</sup>, a soutenu une thèse d'état de 1 400 pages sur l'histoire de la noblesse, elle s'est entendue dire par son jury « Non, ce n'est pas possible de faire une histoire de l'extérieur, vous êtes roturière, vous ne pouvez pas savoir tout ce qui se passe dans la noblesse ». Et l'on peut poursuivre à l'infini : vues les difficultés d'accès aux archives et la culture du secret, seul un franc-maçon peut produire une histoire de la

franc-maçonnerie. Seul un paysan peut faire une histoire de la paysannerie, seule une prostituée peut travailler sur la prostitution, et, bien sûr, une histoire des grands organismes de recherche agricole devrait être uniquement le fait des agronomes... C'est un réel problème. En le pointant, on pourrait me reprocher d'être tout simplement corporatiste et de défendre ma discipline de manière un peu clanique. Je ne pense pas que ce soit cela. L'histoire n'est pas un milieu fermé mais, comme dans toutes les autres professions, les historiens ont été formés, avec des exigences de méthode, de confrontation des sources. Et il est extrêmement important de s'en sortir par l'ouverture et l'écoute. Les questions de méthodes permettent non pas de relativiser le savoir, mais de situer systématiquement les sujets étudiés par rapport à un contexte, à l'ensemble des autres phénomènes. Vous ne pouvez pas parler du système consulaire agricole (les chambres d'agriculture, l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture) si vous l'isolez ne serait-ce que de l'histoire des autres chambres consulaires.

Dernier élément que je souhaite vous proposer à la réflexion : nous avons trop souvent tendance à concevoir l'histoire comme un mouvement inéluctable. Je vais prendre un exemple très concret pour illustrer mon propos. Vous savez tous qu'aujourd'hui les personnes âgées s'ennuient souvent et sont coupées de leurs enfants, alors même que, vieillesse oblige, elles ont besoin de se situer dans le temps. Résultat : elles se lancent de plus en plus dans la généalogie. Les dépôts d'archives départementaux voient arriver des wagons de personnes du troisième âge en quête de leur histoire familiale... Comment procède-t-on ? On part de soi et on remonte l'arbre : les deux parents, les quatre grands-parents, les huit arrière grands-parents, etc. Tout au bout, inévitablement, on finit par trouver Charlemagne parmi ses ancêtres. Faire cette histoire-là est extrêmement narcissique : « Tout ça pour arriver à moi »... En revanche, nous méconnaissions une autre forme de généalogie, descendante et non plus ascendante. Il s'agit là de partir d'individus des siècles passés, tel agronome de 1820, tel couple de châtelains, telle famille de paysans, et de suivre le devenir des générations suivantes. Que remarque-t-on alors ? Et bien, qu'on n'arrive pas à soi, car une foule de branches disparaissent. C'est la leçon notamment d'une vaste enquête qui a été menée en France sur les patronymes commençant par « Tra ». Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, ils étaient tous localisés sur 18 départements. Soixante ans après, on en trouve dans 80 départements, du fait de la mobilité géographique, mais la moitié d'entre eux a disparu en cours de route, entre 1800 et 1914, avant même la Première Guerre Mondiale. Cette généalogie des-

(2) Il s'agit de la thèse de Philippe Vigier, soutenue en 1963, « La Seconde République dans la région alpine » et de la thèse de Maurice Agulhon, « La sociabilité méridionale, confréries et associations en Provence orientale dans la deuxième moitié XVIII<sup>e</sup> siècle », soutenue en 1969.

(3) « Fonction municipale et noblesse sous la Troisième République (1870-1914) », in Dumons, B. et Pollet G, dir. 1999.

pendante témoigne donc d'une autre histoire. Étudier aujourd'hui l'histoire du développement agricole, des paysans, des agriculteurs, des éleveurs des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, ce n'est pas seulement travailler sur l'advenu.

Il y a eu ainsi une grande « révolution » dans la science historique, dont le tournant se situe en 1929, avec la création de la revue « Annales d'histoire économique et sociale<sup>(4)</sup> », par Marc Bloch et Lucien Febvre. À partir de cette date, les historiens ont en effet commencé à s'intéresser à l'histoire des « petits », des anonymes... Mais, cette histoire qui est encore fabriquée aujourd'hui n'est-elle pas toujours une histoire au service du Prince ou de qui le remplace ? C'est advenu, et l'historien vient le légitimer, en trouvant des principes de causalité à ce qu'il s'est passé : « On en est là parce qu'il y a eu ça ». Pour ma part, j'essaie de fabriquer autre chose, de former les étudiants à faire plutôt de la généalogie descendante : quelle est l'histoire des possibles à tel moment ? Cette histoire des possibles n'est pas forcément une histoire des vainqueurs. Les vainqueurs sont certes l'une des alternatives de l'histoire, celle qui a triomphé, mais quels étaient les autres possibles à l'époque ? Sommes-nous capables d'apporter notre modeste contribution à la réflexion sur la question récurrente du bon vieux temps, et quand avons-nous pris ce virage qu'il ne fallait pas prendre ? Y avait-il d'autres virages possibles ? ■

(4) Les « Annales » ont posé les fondements de « la nouvelle histoire ». Cette revue donnait à l'histoire un nouvel objet d'étude, les civilisations, renouvelant les méthodes et les approches de la pensée historique pour parvenir à une « histoire totale », qui intègre notamment l'étude des mentalités et celle des structures économiques et sociales, en prônant l'interdisciplinarité avec les autres sciences sociales ; rejointe par Fernand Braudel, cette « École des annales » marque les travaux d'historiens tels que Georges Duby, Robert Mandrou ou Emmanuel Le Roy Ladurie.

## La monoculture conduit à l'appauvrissement

**Patrick Denoux** est Maître de Conférences habilité à diriger des recherches en Psychologie Interculturelle à l'Université de Toulouse-Le Mirail. Assurant la co-direction du DESS de Psychologie Interculturelle, il est également responsable de la section de Psychologie Interculturelle et de l'Unité de Recherche de Psychologie Interculturelle. Assurant régulièrement des missions d'expertise, il a également dirigé plusieurs programmes internationaux de recherche sur les incidences psychologiques des mutations culturelles. Ses travaux scientifiques ont principalement pour objet la gestion et la signification de toute situation de contact culturel (interculturalisation). Auteur de nombreux articles, chapitres d'ouvrage et ouvrage en France et à l'étranger, il propose des avancées théoriques sur les modes d'appréhension de la différence culturelle. Citons notamment *L'identité interculturelle*, Bulletin de Psychologie, 419, *Pour une nouvelle définition de l'interculturalisation*, L'Harmattan, ou encore *La recherche interculturelle en France, Relations et apprentissages interculturels*, A. Colin (traduit en allemand, Nomos).

Que vient faire un psychologue interculturel dans votre assemblée, un spécialiste des contacts culturels et des rapports entre le psychisme et la culture lors des contacts culturels ? Eh bien, pour moi, la question du destin sollicite immédiatement une réflexion sur le contact culturel. Mon propos est légitimé ici par la planétarisation et l'articulation forcée entre les entités locales et le développement international qu'elle suppose. Nous vivons une situation de contrainte à la coopération exprimée sur le plan économique par Marcel Mazoyer mais, j'insisterai sur ce point, qui est également flagrant sur le plan culturel. Par ailleurs, j'ai également été frappé dans les débats, au cours de ces deux journées, par l'incursion massive de la différence culturelle, par la pleine prise de conscience que chaque agriculture développe une vision originale et qu'inévitablement les conceptions qui s'en dégagent devront être confrontées. Cette irrésistible intuition de l'émergence d'obstacles ne relevant ni directement du politique, ni de l'économique s'avère un premier antidote aux échecs pour raisons culturelles de multiples négociations étudiées par l'équipe de recherche dont j'ai la responsabilité <sup>(1)</sup>.

La seconde prise de conscience qui pourrait légitimer ma présence, est celle encore sourde, que le traitement du contact culturel ne s'opérera pas par le simple constat béat de la différence culturelle. Certes l'autre est différent, mais la différence se révèle autre. Au-delà de l'incantation, émerge la question essentielle : « Que faisons-nous de cette différence ? » Sous cet angle, j'aborderai la question du destin.

(1) URPI : Unité de Recherche en Psychologie Interculturelle, CURSEP (Centre Universitaire de Recherche en Sciences de l'Éducation et en Psychologie).

Plus que la prégnance des questions culturelles, je voudrais m'attarder sur celle de la symbolisation des contacts culturels. Comment nous représentons-nous les contacts culturels ?

D'abord, afin de restituer l'agriculture française au sein des agricultures du monde, je prendrai comme point de départ un mot lié au programme à l'appui et à l'organisation du monde agricole issu du Ministère des Affaires Étrangères assez éloquent sur le travail qui nous reste à accomplir. Ce petit mot dit ceci :

« *Les politiques publiques agricoles, les systèmes de vulgarisation ou de formation, l'organisation des marchés et des filières, le crédit rural, les politiques foncières... ne peuvent plus être pensés, pour être efficaces, sans prendre en compte l'expression des réflexions et propositions des producteurs* »<sup>(2)</sup>, producteurs des autres pays s'entend. L'insistance indique bien que ce n'est pas encore le cas.

**Trois modes d'appréhension de la différence culturelle, trois destins.** Sans aucun doute, la mise en contact d'univers agricoles doit être le point de départ de toute réflexion et pose la question des formes à donner à sa prise en compte. Comment, par exemple, se dégager du comparatisme stérile qui, tel un chapelet dévidé à l'infini, nourrit le constat satisfait et impuissant qu'à tel endroit tout se passe comme ceci, mais par contre à tel autre tout se passe comme cela.

Que fait-on du contact ? À cet endroit réside la controverse essentielle pour demain, me semble-t-il. La réponse du chercheur en psychologie interculturelle que je vais essayer de développer maintenant est de montrer que la façon de se représenter le contact conditionne puissamment son destin. Quelle forme donner à cette prise en compte de la différence culturelle ? Nous travaillons là-dessus depuis assez longtemps, sous la forme que nous appelons les modes d'appréhension de la différence culturelle. Il s'en dégage trois postures dont deux doivent absolument être dépassées. L'une d'entre elles à fort contenu historique a déjà été évoquée par Jean-Luc Mayaud. La troisième nous pose une alternative redoutable, que je développerai à la fin de mon propos.

### 1 - Une vision falsifiée de l'histoire...

La première posture, téléonomique<sup>(3)</sup>, repose sur une vision falsifiée de l'histoire, qui présuppose un continuum qui irait de nations peu développées à des nations très développées – que nous serions censés incarner – comme aboutissement de l'Histoire. Cette vision perturbe gravement les contacts culturels au nom d'une pseudo-nécessité historique qui est une fiction.

À ce propos, je vous signale que les niveaux supérieurs du discours officiel n'évoquent plus les Pays en Voie de Développement, mais les SDP (Systèmes Démocratiques Perfectibles), ce qui présuppose donc l'existence de sys-

tèmes démocratiques parfaits dont je vous laisse deviner qui les incarne... N'imaginons pas que nous échappions facilement à cette vision, le propos de Jean-Jacques Servan-Schreiber semble toujours d'actualité : « *Je ne comprends pas pourquoi l'Afrique serait obligée de réinventer la machine à vapeur pour accéder à l'informatique* ». Le préalable à toute analyse du contact culturel est la critique fondamentale d'une représentation historique, linéaire et sagittale qui irait d'un stade minimal à un stade maximal de développement, s'accompagnant évidemment de la recherche nostalgique d'un état de nature originel que nous pourrions aimablement qualifier de rousseauiste, l'être de Nature, ou un peu moins aimablement de pétainiste, avec la mythification du laboureur travaillant la terre qui, comme vous le savez... « elle, ne ment pas ». Cette mythification est présente, j'ai presque envie de dire omniprésente, Dominique Desjeux la relevait avec beaucoup de justesse lorsqu'il évoquait l'effondrement de la « communauté paysanne ». Nous n'en finissons plus avec cette fascination pour une vision initiale, je n'ose plus dire primitive ; faut-il désormais dire « première », « primale » peut-être ? Nous n'en finissons plus d'être sidérés par un monde qui serait ingénieux mais sans technique, qui aurait un rapport immanent à la Nature, qui s'auto-organiserait et nous nourrissons toujours une nostalgie attendrie pour les « solidarités rurales » - un mot que j'ai beaucoup entendu ces derniers jours - évidemment toujours postulées indéfectibles. Cette vision téléonomique s'accompagne aussi d'une hiérarchisation des cultures, qui est une vision ethnocentrique comme vous l'avez entendu.

Dans ce type d'appréhension de la différence culturelle, l'ethnocentrique, c'est toujours l'autre. J'ai entendu parler des pays et des agricultures de l'Est, permettez-moi de vous rappeler qu'ils se situent comme vous le savez à l'Ouest de la Chine. J'ai entendu parler des agricultures du Sud, notamment celle du Maghreb, qui comme le nom arabe l'indique<sup>(4)</sup>, se trouvent à l'Ouest de l'Arabie, par opposition au Machrek qui se trouve, lui, à l'Est. L'ethnocentrisme est omniprésent y compris dans notre discours, et l'eurocentrisme est un ethnocentrisme. Ce modèle téléonomique donne une cohérence artificielle à la culture à l'instar du tourisme lorsqu'il se donne pour but de préserver le patrimoine culturel et de le montrer. Ces conceptions patrimoniales du tourisme sont les mêmes que celles qui font, par exemple, du paysan un conservateur du paysage. Conserver quoi ? L'Histoire se serait-elle arrêtée ou devrait-elle s'immobiliser un jour ?

**... pour un destin enfermé entre exploitation et ethnisation.** Si nous optons pour ce type de conception de la différence culturelle, le destin va se partager entre deux termes me semble-t-il. L'un, fondamental, que l'on connaît bien : l'exploitation, où il va s'agir de transformer l'autre culture, d'agir sur elle, en son nom, dans un rap-

(2) Appui à l'organisation du monde agricole, Ministère des Affaires Étrangères.

(3) Téléonomie, de téléo (en grec teleos, fin, but) et - nomie - Biol., philos. Interprétation causale des processus finalisés ; équivalent mécanique de la finalité. (Dict. Le Robert).

(4) Maghreb : Le Maghreb désigne les pays du soleil couchant (Occident se dit maghrib en arabe) par opposition au Machrek, pays du soleil levant.

port de domination ayant dans le même temps, comme effet culturel indirect d'amener l'autre à s'ethniciser. Comprenez, il conduira peu à peu l'autre à incarner d'une certaine manière un état antérieur de notre développement. Pensez au regard attendri du touriste sur le paysan, sa charrue, sa faux, sa fourche... Examinez certains festivals ruraux « traditionnels ». Nous trouvons là une première réponse à notre question : « Dans le champ des agricultures du monde, quel destin pour les agricultures d'ici ? ». Si nous persistons à appréhender la différence culturelle sous l'angle téléonomique, alors le destin des agricultures s'enfermera dans une dialectique exploitation/ethnicisation.

## 2 – La découverte de la différence culturelle...

La deuxième posture, téléotopique<sup>(5)</sup>, signe la découverte du relativisme, la reconnaissance de la différence culturelle et son intégration. La diversité culturelle apparaît de plus en plus comme un état de fait indiscutable. Très malaisé, mais indiscutable. Le maire de Montesquiou évoquait la difficulté qu'il rencontre dans son village, somme toute assez petit, qui compte plus de dix nationalités alors que les infrastructures (écoles, etc.) sont insuffisantes. Eh bien, cette vision de la différence culturelle s'impose d'abord par d'incontournables constats. Pour le discours officiel, l'agriculture à l'échelle mondiale présente une grande diversité. Voilà le discours de l'Agropolis Museum à Montpellier : « *L'agriculture, à l'échelle mondiale, présente une grande diversité mais celle des agriculteurs n'est pas moindre. Ce que nous disent les agriculteurs des Pays-Bas, des États-Unis, du Mexique, du Sahel, de Java, les pasteurs, les planteurs et les viticulteurs languedociens semblent exprimer des préoccupations bien différentes. Pourtant, tous ces discours ont des traits communs : le métier d'agriculteur est difficile, l'accès à la terre est un problème permanent, la production et les prix sont incertains et le métier enrichit rarement ceux qui le pratiquent. Autant de difficultés qui font souvent douter jeunes et anciens (...). Comparez, et interrogez-vous sur la diversité des agricultures mondiales* ».

Bien que critiquable cette posture a malgré tout le gros avantage d'introduire une reconnaissance de la différence, qui n'est pas évaluée. La multiplicité et la diversité des comparaisons annulent la hiérarchie, élément important car il n'y a pas d'interculturalité possible sans ce préalable. En même temps, méfions-nous, car un des premiers travers de ce modèle téléotopique serait de faire émerger une sorte de paysan universel, une sorte de silhouette moyenne censée représenter l'ensemble des caractéristiques communes à toutes les cultures... J'étais avant-hier au Maroc et je pensais à l'inquiétude du pasteur qui doit, avec d'autres, conduire son troupeau dans la montagne au rassemblement destiné à enfumer le cheptel. Au cours de cette pratique où est utilisé

d'un mélange de plantes et de cristaux<sup>(6)</sup> afin de chasser les esprits, jusqu'à 10 000 bêtes peuvent se retrouver concentrées au même endroit. Inévitablement, à un moment donné, des conflits éclatent entre les différents propriétaires qui finissent pas se disputer certaines bêtes. Ce pasteur est donc très préoccupé parce que le caïd<sup>(7)</sup> va être obligé de trancher et de sanctionner certains éleveurs. Pensez-vous réellement que ce tourment-là est le même que celui du producteur de l'agriculture expansive américaine qui, un œil rivé sur la bourse, se satisfait de ne pas avoir converti ses cultures en élevage et d'avoir ainsi préservé 1/4 de son capital. Peut-on vraiment dire que nous aurions là deux manifestations d'une même espèce de figure ectoplasmique que serait le « paysan transculturel » ? Il y a quelque chose de dangereux dans cette fascination hébétée pour le catalogue de la diversité culturelle qui fait le lit de dangereuses réductions à l'universel dont il convient de se méfier tant au niveau scientifique que politique. Dernière question, et pas la moindre, que pose ce modèle : que faisons-nous du regard de l'autre tant sollicité ? (Comment les agricultures du monde voient-elles le destin des agricultures d'ici ?) Quel statut donner aux spécificités culturelles enfin reconnues de chacune de ces agricultures ?

Il y a quelques années, au moment de la fête de l'Aïd-el-Kébir, le Maroc a connu un problème de sécheresse et de nutrition. Le roi Hassan II a donc rapidement pris la décision d'interdire l'abattage du mouton pendant la fête sacrée, une décision antireligieuse alors qu'il est lui-même Commandeur des Croyants, faisant preuve d'un courage économique et politique indispensable. Inutile de vous dire que la virtuosité populaire a permis de contourner l'interdit, et que la dévastation du troupeau s'est opérée comme chaque année, entraînant, une fois encore, une crise économique. Voilà la consistance culturelle. Qu'en fait-on ? Nous contentons-nous de la reconnaître ? Mais si nous la reconnaissons, n'allons-nous pas nous enfermer dans ce cercle vicieux que nous connaissons à propos des minorités culturelles ? Reconnaître la consistance culturelle, c'est inciter l'autre à la revendiquer. Finalement, petit à petit, nous aboutissons à la stigmatisation de l'autre. J'ai entendu s'exprimer ici ce réflexe identitaire à propos de la communauté des paysans : « *Les autres ne m'importent que dans la mesure où ils influent sur mon univers* ». Faut-il rappeler que s'il y a une exigence de décentration, il y a aussi une nécessité de réciprocité. J'aimerais comprendre au nom de quel principe il faudrait condamner le foie gras hongrois tout en défendant la feta aveyronnaise ! C'est un problème que pose justement la téléotopie.

... pour un destin entre reconnaissance et autofolklorisation. Alors quel destin ? Mode privilégié de signification de la différence culturelle, la téléotopie se centre sur la valorisation des spécificités, sauf que cette valorisation

(5) Vision comparatiste transculturelle et socialement valorisée de la différence culturelle orientée (telos) par chaque espace culturel (topos), généralement adoptée dans les travaux d'agriculture comparée. (6) D'une manière générale, l'enfumage est une pratique magico-religieuse utilisée pour éloigner les mauvais esprits. Efectuée dans les pâturages d'altitude appelés almou (nom berbère) elle est aussi utilisée pour l'homme. Sont employés des mélanges savants aux recettes multiples, de végétaux et minéraux tels que le bror. (7) En Afrique du Nord, fonctionnaire musulman qui cumule les attributions de juge, d'administrateur, de chef de police (dic. Le Robert).

entraîne une auto-ethnisation, c'est-à-dire que l'identité culturelle, y compris celle de l'agriculture, devient un élément stratégique dans les rapports de force : « Nous ne pouvons pas faire autrement car nous sommes différents de vous ». Cette périlleuse redéfinition pourvoit des processus d'auto-folklorisation : qui enfle son pantalon de velours côtelé, qui remet sa houe sur l'épaule et chacun reprend sa place dans l'irénique farandole des agricultures du monde.

Comment dépasser ce destin qui va finalement mener les agricultures à balancer entre droit à la différence et droit à l'indifférence et les confiner à une dialectique entre reconnaissance et auto-ethnisation ? La culture est aussi un moyen d'action sur les contacts culturels, mais un élément vient perturber à l'extrême ce fonctionnement : l'irruption de la virtualisation ouvrant un véritable jeu sur l'image.

### La déréalisation générale atteint également l'agriculture.

En bref, ce phénomène atteint les processus économiques, les groupes sociaux, les produits... Certains orateurs ont insisté sur le profit que les pays surproducteurs arrivent à dégager de l'écoulement de leurs excédents céréaliers, sans évoquer à quel point la déréalisation pouvait en être le levier. En effet, la transformation d'une malnutrition localisée, régionale, intra-nationale en famine pour pouvoir - je pense au Libéria - inonder un marché national avec des céréales à bas coût aurait inévitablement introduit une dépendance aux brevets OGM et aurait inéluctablement entraîné une catastrophe bancaire, un effondrement des organisations professionnelles, un exode rural, etc. Sans la sagacité des responsables politiques locaux, une campagne orchestrée par les céréaliers américains aurait réussi à métamorphoser une malnutrition soluble localement avec les moyens disponibles sur place, en famine servant leurs intérêts et ce, de façon complètement virtuelle. Nous sommes capables de transformer des produits en icônes, comme le démontre Gilles Allaire mais si la conception virtualise, ses incidences économiques, elles, ne sont pas virtuelles. Virtualisation des produits et tout autant de la subjectivité, je ne vais pas m'attarder sur ces aspects plus psychologiques au sens strict, mais je vous rappelle que l'an passé nous en avons eu un très bel exemple avec cette femme d'éleveur qui exprimait son désarroi, « J'ai épousé Jean-Luc parce qu'il me plaisait, je n'ai pas épousé ses cochons ! »<sup>(8)</sup>, sans se rendre compte que sa formule était déjà une figure virtuelle propulsée par la publicité. Lorsque seules ces formes permettent de contenir et exprimer le désarroi, alors la virtualisation atteint tous les niveaux de l'identité.

**Savez-vous parler le Politically Correct ?** Prenons un exemple de virtualisation qui a couru tout au long de nos débats, celle du langage. Bien sûr, tout le monde pointe qu'il n'est plus de bon ton de dire « paysan », que



**Un exemple simple : dans le droit rural marocain, un individu peut-être propriétaire du sol d'une oliveraie, un autre des oliviers et un troisième des olives. Dès lors, l'accès aux olives pour ce dernier, vous le comprenez, est conditionné par ses relations avec les deux autres.**



des changements opèrent dans le sens d'une tentative d'euphémisation du langage tendant à éradiquer tout jugement de valeur. Cela fait déjà longtemps que le *politically correct* sévit aux États-Unis, et que les « Indiens » doivent être appelés *Native Americans*. Florilège extrait du dictionnaire du *Politically Correct*: Handicapé (*differently abled*) : capable différemment. Pauvre (*economically unprepared*) : économiquement impréparé. Malvoyant (*optically darker*) : optiquement sombre. Obèse (*gravitonally challenged*) : défiant la gravitation. Nain (*Vertically challenged*) : défiant la verticalité. Technicien de surface (*domestic engeneer*) : ingénieur domestique. Chauve (*comb free*) : libéré du peigne...

Alors que dire de l'exploitant agricole ? Artisan-paysager, Technicien environnemental, Manager rural, Employé agronomique, Ingénieur de plantations, Opérateur de l'écosystème ? Ou bien peut-être « Histiculteur », puisqu'il prépare des tissus pour les greffes animales, ou « Energiculteur » ?... Le concours est ouvert pour la prochaine Université d'Été. Cette labilité identitaire, véritable miroitement d'images, traduit et entretient un déficit de sens. Cette altération généralisée pose à chacun la question de son identité et pourrait entraîner l'agriculteur à ne plus cultiver que... son image.

### 3 - La prise en compte de l'altérité...

La dernière posture, hétéronomique<sup>(9)</sup>, pose la question de l'altérité qui a taradé les échanges. Absente au début, elle est apparue de façon graduelle, pour culminer avec l'intervention d'agriculteurs d'ailleurs. À l'heure actuelle, nous considérons qu'il n'existe plus qu'une dizaine de cultures, culturellement homogènes à 75 %. Cela veut dire que 90 % des cultures du monde (la quasi-totalité donc) sont estimées hétérogènes. Autrement dit, la plupart des phénomènes postulés culturels s'avèrent interculturels. Un exemple simple : dans le droit rural marocain, un

(8) P. Denoux fait ici référence à la neuvième Université de Marciac.

Pour lire l'article concerné, consulter le site : [http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id\\_article=809](http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=809)

(9) La posture hétéronomique est orientée (nomos) par l'altérité (heteros).

(10) Appui à l'organisation du monde agricole, Ministère des Affaires Étrangères.

individu peut être propriétaire du sol d'une oliveraie, un autre des oliviers et un troisième des olives. Dès lors, l'accès aux olives pour ce dernier, vous le comprenez, est conditionné par ses relations avec les deux autres. Quand il y a un conflit, ce n'est pas simple ! Il semblerait naturel de considérer cette situation comme caractéristique de l'agriculture marocaine. En réalité, provenant d'une articulation du droit coutumier (culture tribale), du droit moderne (culture marocaine), du droit islamique (culture religieuse) et du droit colonial (culture française), cette situation est en fait intrinsèquement interculturelle. Ainsi, nombre de réalités culturelles que nous brassons sont des réalités interculturelles construites par le contact culturel nous alertant contre la culturalisation permanente des phénomènes. Le ministère des Affaires Étrangères donne quatre recommandations, dont celle de « *Faire l'effort de connaître et de comprendre les dynamiques d'organisation du monde rural en Afrique, prendre en compte ces dynamiques telles qu'elles sont dans la négociation et la mise en œuvre de nos appuis, coopérer avec les gouvernements africains dans la création de conditions favorables à l'organisation du monde rural, favoriser la pérennisation des activités des organisations rurales en renforçant les capacités qu'elles ont déjà acquises et en les aidant à en acquérir de nouvelles* »<sup>(10)</sup>. Pointons la différence entre connaître et prendre en compte. Connaître ne suffit pas à transformer le contact culturel. Parfois, même, la connaissance de l'autre ne fait qu'alimenter les stéréotypes. Sans nier son importance relative, elle est absolument insuffisante pour dépasser les problèmes que posent notamment les contacts et les négociations entre les différentes agricultures. La construction interculturelle n'est pas l'adaptation à la culture de l'autre, mais la constitution de compromis originaux ! Nous appelons processus d'interculturalité<sup>(11)</sup>, ces concessions, ces transformations des pratiques culturelles, ces emprunts à d'autres cultures qui permettent de dépasser la différence culturelle lors du contact. Reconnaître et prendre en compte relève essentiellement de l'interculturalité, c'est-à-dire d'un dépassement des cultures en présence. Je voudrais que vous reteniez cette idée que la lecture culturelle des phénomènes est a posteriori totalement insuffisante. Maintenant, il faut arriver à accéder à la compréhension, à l'analyse interculturelle focalisée sur la résolution des problèmes qui vont se poser dans les coopérations internationales.

### ... pour un destin entre standardisation et interculturalité.

Alors, quel destin si nous sommes dans cette logique-là ? C'est l'alternative sur laquelle je voudrais terminer. L'option doit être prise de la standardisation ou de l'interculturalité. Lorsqu'il nous est dit que nous sommes dans un processus de ramener l'ensemble des échanges mondiaux des céréales au standard de 15 % des échanges internationaux, c'est cela la standardisation au niveau

économique, me semble-t-il, une menace objective que l'implantation des multinationales a déjà consolidé. Mais contrairement aux propos rapportés des groupes de discussion qui affirment « Vous allez être nivelés », cela fait bien longtemps que les multinationales ont été avisées qu'elles ne pouvaient pas faire sans la prise en compte des réalités culturelles locales. Ce qui est vrai pour le tourisme, sera vrai pour l'agriculture. Bien sûr, elles tentent de réduire la consistance culturelle par sa normalisation en imposant les standards du marché ou des échanges, mais à l'inverse de ce que j'ai entendu dans quelques débats, à savoir que le terroir est illisible pour le marché, le marché, de fait, reconstruit en permanence un terroir artificiel, preuve d'ailleurs que le terroir résiste, parfois malgré lui. Prenons garde que le marché ne devienne illisible pour le terroir... Ainsi, les multinationales de la restauration rapide sont obligées d'adapter en permanence leurs produits en fonction des résistances et consistances culturelles des marchés sur lesquels elles les déploient. De la même manière, le tourisme international de masse est en train de trébucher, comme le montrent les nouveaux programmes de l'Unesco, sur des programmes beaucoup plus différenciés, intégrant davantage la différence culturelle et les réalités économiques locales qu'il ne l'avait prévu, ce qui génère d'ailleurs un malaise certain chez les tour-opérateurs.

Actuellement, il devient difficile d'imaginer des coopérations internationales sans les concevoir sous l'angle d'une co-construction constituant une réponse aux effets dévastateurs de la standardisation qui s'évertue à étendre en puissance le « silence des polyglottes »<sup>(12)</sup>.

**Pour conclure.** Au terme, dans le champ des agricultures du monde quel destin pour les agricultures d'ici ? Si nous persistons à organiser les différences entre les cultures du monde sous l'angle téléonomique alors le destin de nos agricultures s'enfermera dans une logique exploitation-ethnisation. Si nous optons pour organiser les différences entre les cultures du monde sur un mode téléotopique, alors le destin des agricultures se confinerà dans une dialectique reconnaissance-autoethnisation. Mais si nous nous engageons, comme nous y incite la virtualisation, à appréhender la différence culturelle sous l'angle hétéronomique, alors le destin des agricultures d'ici et d'ailleurs se jouera dans l'alternative historique standardisation ou interculturalité.

Puissions-nous avoir la clairvoyance de préférer à la stérilité, la maïeutique, de préférer au nivellement, le partenariat, car dans la perspective de la psychologie interculturelle, il en va de même pour la culture et l'agriculture : la monoculture conduit à l'appauvrissement. ■

(11) "Pour les individus et les groupes appartenant à deux ou plusieurs ensembles culturels, se réclamant de cultures différentes ou pouvant y être référés, nous appelons interculturalité les processus par lesquels, dans les interactions qu'ils développent, ils engagent implicitement ou explicitement la différence culturelle qu'ils tendent à métaboliser". Denoux, P. (1994). Pour une nouvelle définition de l'interculturalité. In J. Blomart & B. Krewer (Eds). Perspectives de l'interculturel (pp.67-81). Paris : École Norm. Sup. de St Cloud/L'harmattan.

(12) L'expression est de Julia Kristeva, psychanalyste et écrivain.

# L'UNIVERSITÉ AU FIL DES ANS ET DES HOMMES



## *Ils nous ont quittés*

Au cours de ces dernières années, nous avons eu la tristesse de perdre trois personnalités majeures.

**Marie-José Nicoli**, décédée en janvier 2003, dont nous avons toujours apprécié la pugnacité, la franchise et l'écoute. Présidente de l'UFC-Que Choisir, elle avait marqué de sa présence la Septième Université d'Été, en 2001, à l'occasion d'une table ronde où nous nous interrogeons sur la demande faite aux agriculteurs et à l'agriculture.

Et puis, le 9 juin dernier, disparaissait **Gérard Althabe**, professeur et chercheur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Cet anthropologue des sociétés contemporaines, « ethnologue du présent », pour s'inspirer du titre de l'un de ses ouvrages, avait fortement impressionné l'auditoire lorsqu'en qualité de grand témoin, il avait conclu la Troisième Université d'Été sur les agriculteurs et les consommateurs face aux nouvelles technologies.

Plus récemment encore, **Bertrand Vissac** s'est éteint le 31 août 2004. Sa dernière intervention publique, ce grand chercheur en zootechnie l'avait prononcée devant le public de cette Université d'Été. Il y exprimait l'importance à accorder au temps, celui des hommes et des générations.

## Dix ans de réflexion...

- 1994** : Exposition de photographies « *Terroirs, Territoires, Lieux d'innovation* », organisée à Marciac par le centre Inra de Toulouse, à l'initiative de Pioneer France-Mais.
- 1995** : 1<sup>ère</sup> Université d'Été de l'Innovation rurale, au Château de Cruzeilles, sur « *Les droits à produire* ».
- 1996** : La commune de Marciac accueille, dans sa salle de spectacles des « Territoires du Jazz », la 2<sup>e</sup> Université d'Été, sur « *Quelles innovations pour le monde rural ?* »
- 1997** : « *Agriculteurs et consommateurs face aux nouvelles technologies* »
- 1998** : « *Gérer les espaces ruraux : nouveaux défis pour les agriculteurs et les forestiers* », sous chapiteau, à Marciac, grâce au soutien de Vivadour.
- 1999** : « *L'eau des villes et l'eau des champs* » et « *Créer des emplois dans les campagnes* ».
- 2000** : « *Biotechnologies et société : fascinations, interpellations* » et « *Être de son temps à la campagne* ».
- 2001** : « *Quand les sciences du vivant bouleversent notre regard sur le monde* » et « *L'agriculture peut-elle être bouleversée par la demande sociale ?* ».
- 2002** : « *L'agriculture entre contrats et contrôles* »
- 2003** : « *Images et imaginaires au cœur des échanges entre agriculture et société* »

## ...Dix co-fondateurs

qui ont aidé au développement de l'Université d'Été.

### Arnaud de Castelbajac

Ancien responsable de la communication de Pioneer-France Mais.

### Jean-Luc Garnier

Directeur marketing des Producteurs Plaimont.

### Jean-Louis Guilhaumon

Maire de Marciac, Président du festival Jazz In Marciac.

### Christophe Terrain

Président de Vivadour.

### Bernard Wiss

Directeur de la communication de Vivadour.

### Francis Daguzan

Conseiller général du Gers.

### Gilles Allaire

Directeur de recherches INRA.

### Jacques Abadie

Enseignant-chercheur à l'École Nationale Supérieure Agronomique de Toulouse.

### Anne-Marie Granié

Enseignant-chercheur à l'École Nationale de Formation agronomique.

### Simone Caillet,

Assistante du Président de Centre INRA Toulouse.

## PAROLES DE TÉMOINS

**« Prendre en compte le temps des générations »**

**Par Bertrand Vissac**, Directeur de recherche émérite. Ingénieur agronome de formation, il a dirigé les départements de Génétique animale puis de Recherches sur les systèmes agraires et le développement, à l'Inra. Il était notamment l'auteur du livre « Les vaches de la République, saisons et raisons d'un chercheur citoyen » (Éditions Inra, 2002).

Quand je suis venu à la première Université d'Été, j'étais l'ancêtre, le grand-père... À l'époque, nous n'étions pas à Marciac même, ce n'était pas assez sérieux! Il fallait quand même être dans un lieu protégé du bruit, de l'ambiance festive. Nous réfléchissions alors au développement local. Vous vous rendez compte du chemin parcouru? Nous en sommes aujourd'hui aux agricultures du monde, et avec quel public, avec quelles compétences et quelle lucidité!

Aujourd'hui, je souhaite un bel avenir à cette Université d'Été, en lui demandant de prendre en compte le temps. Celui des générations humaines et des générations animales qui leur sont liées. Les vaches représentent un élément essentiel du système, ce sont elles qui nous ramènent à la terre, qui apportent les engrais, mais aussi des produits. Regardez de quelle manière les situations de crises en général se traduisent par un effondrement de l'élevage, comme nous l'avons vu hier, avec les Pays de l'Est.

Si nous regardons la situation de la France, Marciac est probablement assez exemplaire. En deux siècles, nous avons vécu des alternances de générations humaines. L'une était tournée vers l'industrialisation: on croyait que tout allait être résolu. Nous étions dans les Trente Glorieuses. Cela a été suivi par un retour à la terre, à la paysannerie, au local, au terroir. Nous sommes un peu dans cette situation d'équilibre et d'alternance. Nous ne pouvons pas vivre uniquement derrière les forges de l'industrialisation, il faut qu'un équilibre s'établisse grâce à l'existence de paysanneries encore fortes, du moins dans la mémoire des gens. Marciac a la chance de ne pas avoir vécu de totalitarisme, de colonisation destructrice: cet équilibre doit être maintenu. Vive l'Université d'Été de Marciac! ■

**« Les participants sont toujours venus pour agir et non pas subir »**

**Par Jean de Galard**, ancien président de la Chambre d'Agriculture de Haute-Garonne, vice-président du Conseil Économique et Social régional. Il est intervenu dans les 3<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> Universités d'Été.

Je suis intervenu à deux reprises au sein de cette Université, lors de ses troisième et huitième éditions. Pour moi, elle livre un message très fort. Université est tiré du latin universitas, qui signifiait « communauté », celle des hommes et des femmes qui sont ici rassemblés, peut-être pour deux jours seulement, mais de manière durable puisqu'elle existe depuis dix ans déjà. Ce qui m'a frappé en tout premier lieu, c'est que les participants sont toujours venus pour agir et non pas subir. Agir dans l'intérêt général et, pour cela, accepter d'écouter, de se parler afin de préparer ensemble l'avenir, examiner ensemble des projets, les discuter, les conforter. Marciac a su mettre en relation des acteurs potentiels, rassembler les énergies, les volontés, les sensibilités et faire de nos différences une force.

Cette Université a su également prendre en compte la prospective chère à Jean-Claude, en contribuant à évaluer les risques avant de passer du projet à sa réalisation. À l'heure où nous avons parfois le sentiment que notre société est en panne, il nous faut laisser place à l'imagination. Imagination qui demande sans doute, en premier lieu, de mieux connaître son passé pour mieux vivre son présent et ainsi mieux appréhender son avenir. C'est aussi savoir évaluer que le temps représente une richesse non seulement dans la vie des hommes mais aussi dans la société. C'est accepter avec beaucoup d'humilité l'indispensable recherche de la vérité par la confrontation des idées. Marciac, c'est procéder soi-même à son changement en acceptant les critiques, les opinions différentes, en acceptant de rechercher tout ce qui peut contribuer à bâtir inlassablement un monde rural en pleine évolution, un monde rural de plus en plus porteur d'espairs pour beaucoup d'autres. ■

## « Vous abordez des enjeux déterminants, car intégrateurs »

**Par Patrice Duran**, sociologue, Directeur du Département des sciences sociales de l'École Normale Supérieure de Cachan. Il a été l'un des intervenants majeurs de la 8<sup>e</sup> Université d'Été, sur « la contractualisation, inévitable et imparfaite ».

Il se trouve que je dirige un département en sciences sociales, recouvrant trois disciplines majeures que sont l'histoire, la science économique et la sociologie qui s'intéressent à l'action collective. À partir de là, je ne peux pas être très éloigné du projet de Marciac. Par ailleurs, j'ai un goût personnel pour les choses qui renvoient à l'action collective. Et je n'ai jamais été totalement éloigné du monde agricole et du monde rural : j'ai notamment participé à la création des Délégations régionales à l'Agriculture et la forêt (DRAF). En revanche, ma dernière expérience est loin d'être une success-story, puisque j'avais été chargé de mission sur le rapprochement entre les Directions départementales de l'Équipement et celles de l'Agriculture. Or, très rapidement, nous nous sommes rendu compte que c'était plutôt l'agriculture, et non l'équipement, qui était devenu un enjeu majeur.

Cela m'amène à évoquer les enjeux propres à Marciac : à travers l'avenir du monde rural et du monde agricole, vous abordez des enjeux déterminants, en terme d'aménagement du territoire, d'environnement, d'économie, de gestion des risques, car ils sont intégrateurs. C'est un élément fort qui permet peut-être de décroiser le monde rural. Cela pose également une autre question essentielle, celle de l'identité : on ne peut être ouvert aux autres que lorsqu'on a soi-même une identité.

Pour conclure, je pointerai cette singularité propre à l'Université d'Été de Marciac : pour une fois, le problème n'est pas de raisonner sur des objectifs, mais sur des conséquences. Or celles-ci nous obligent à nous coltiner au même avenir car si les causes ne sont pas le fait de tous, les conséquences, elles, frappent tout le monde. Penser à l'avenir, c'est penser aux conséquences de ce que nous produisons aujourd'hui. ■

## « On ne fait pas évoluer la société sans les acteurs »

**Par Jean-Louis Chauzy**, président du Conseil Économique et Social Midi-Pyrénées.

J'aimerais mettre en parallèle cette dixième Université de l'Innovation Rurale de Marciac et le 1<sup>er</sup> Forum de la Démocratie Participative des territoires de Midi-Pyrénées, organisé le 30 juin dernier avec l'ensemble des acteurs des conseils de développement des pays et des agglomérations de la région. Plus de 400 personnes y ont parlé du rôle de la société civile et des acteurs de la vie publique, et ont échangé sur leurs relations avec les élus et les collectivités. Notre objectif était de rappeler aux élus et à l'État, qu'on ne change pas la société sans les acteurs. Cela a un lien avec Marciac, dont un des intérêts reste que cette manifestation repose sur le déterminisme, la volonté d'entreprendre, d'innover. Une belle aventure qui dure depuis 27 ans, grâce à Jean-Louis Guilhaumon, notamment.

Deuxième remarque : il faut rendre hommage aux agriculteurs, à leurs responsables syndicaux et à ceux des réseaux consulaires qui sont présents chaque année à l'Université d'été de Marciac -, il y a quatre ans Raymond Lacombe était parmi nous – bien qu'ils n'y entendent pas que des choses faciles. Ils s'y expriment durement aussi, au regard des mutations terribles de l'agriculture. Je suis présent ici, aujourd'hui, car ces rencontres me permettent de mieux appréhender comment travailler demain avec les acteurs notre région et nous préparer à la nouvelle Politique Agricole Commune. Demain, peut-être, devons-nous préserver l'identité de cette région où l'agriculture et l'agroalimentaire occupent trois fois plus d'emplois que l'aéronautique, où l'espace rural, la qualité des produits et des productions restent des facteurs d'attractivité fort. En mariant le travail des hommes, les territoires, l'évolution des produits, la recherche et l'innovation, nous devons ensemble par des solidarités fortes trouver les voies et les moyens pour donner des perspectives aux acteurs du monde rural et aux agriculteurs, dont la première mission reste de nourrir les hommes. Je vous rappelle que, cinquante ans après l'appel de l'abbé Pierre, un million d'enfants en France vivent en dessous du seuil de pauvreté. ■

## « Un lieu d'échanges »

**Par Jean-Louis Guilhaumon**, Maire de Marciac et Président du Festival Jazz In Marciac.

Quand on me questionne sur l'évolution du projet culturel de Marciac, en me demandant si nous avions tout prévu, je réponds habituellement que nous n'étions pas des visionnaires et que nous n'avons fait qu'anticiper un certain nombre d'évolutions. Marciac a eu le plaisir d'accueillir ce qui n'était au départ - quelle que soit sa qualité - qu'une exposition en milieu rural. Grâce à l'opiniâtreté, la passion, et l'engagement de Jean-Claude Flamant, l'Université d'Été est devenue un lieu d'échanges et de débats, y compris au long de l'année, à travers les cafés-débats qui apportent une contribution importante à la vie culturelle de notre territoire.

Nous avons vécu dix années de cette belle manifestation, il s'agit aujourd'hui d'envisager son avenir et de réensemencer le projet. En tant que représentant d'une collectivité locale, porteuse d'un festival, je puis vous dire que nous serons aux côtés de la Mission d'Animation des Agrobiosciences et des collectivités territoriales qui accompagnent cette Université d'Été. Merci à vous tous. ■

## Pour que la raison des hommes l'emporte

**Philippe Martin**, Président du Conseil Général du Gers

Je trouve très difficile de faire intervenir les politiques juste après les Bata-clowns, car ils ont bien résumé la situation... Par ailleurs, je suis très heureux que Jean-Louis Guilhaumon ait pensé à organiser quelques concerts en marge de cette Université de l'Innovation Rurale...

Au-delà de la plaisanterie, je voudrais bien sûr féliciter ceux qui, depuis dix ans, se battent pour ce lieu de débat existe et perdure. Quand j'ai lu le thème retenu cette année - « Dans le champ des agricultures du monde, quel destin pour les agricultures d'ici ? » - je me suis demandé si, en fait, on ne pouvait pas retourner la proposition : « Dans le champ de l'agriculture d'ici, quel destin pour les agricultures du monde ? ».

Peut-être suis-je un peu pessimiste, mais il me semble que l'ordre financier mondial l'emporte souvent sur la raison des hommes. Et je continue de penser, dans l'agriculture en particulier, que les mots dont on se berce depuis 1987 sur le développement durable nous aident à contenir bien des rancoeurs et des rages face à l'évolution de la planète. Je profite de cette assistance pour dire que le Conseil Général du Gers a décidé de s'engager dans une démarche Agenda 21 départementale, pour mieux prendre en compte les politiques publiques par le prisme du développement durable. Produire au quotidien tout en préservant le potentiel des générations futures, c'est la préoccupation continue que nous devons avoir. Et soyez assurés que notre soutien à cette Université sera total. Longue vie à cette initiative et bravo à tous. ■

## Accompagner les mutations, de 1950 à 2050...

**Martin Malvy**, ancien Ministre, Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées

Les clowns évoquaient l'horizon 2050 mais si Jean-Louis Guilhaumon s'y était pris plus tôt, nous aurions pu à l'inverse nous retrouver ici dès 1950... En août 1950, quelle était la problématique ? Les journaux s'interrogeaient à l'époque sur la capacité de la France à produire suffisamment pour nourrir la population. Les déséquilibres du monde n'étaient pas ce qu'ils sont aujourd'hui et on ne parlait pas de réchauffement climatique. Nous n'avions pas encore le sentiment d'avoir peut-être cassé de manière irréversible un engin fabuleux. À l'époque, les grands groupes financiers ne s'étaient pas encore intéressés à l'agriculture - seule l'industrie les intéressait - et la recherche balbutiait encore.

Autrement dit, notre société a totalement changé. Nous pouvons et nous devons parler de l'OMC, de la PAC, des OGM. Mais il nous faut aussi aborder de nouvelles productions concurrentielles, qui ne sont ni le fait de l'OMC, ni de la politique européenne : ce sont des investissements capitalistiques qui dopent les productions à bas prix de certains pays, hier encore en développement. Chacun à notre niveau de responsabilité doit accompagner ces mutations. À travers la politique d'encouragement aux filières de qualité et à la traçabilité, par exemple, domaines dans lesquels Midi-Pyrénées bénéficie d'une certaine avance. À travers la poursuite des efforts de recherches. Et à travers la construction régionale au niveau européen.

Tous ensemble, nous avons à relever des défis d'envergure, tel que l'immense problème de l'eau. C'est pourquoi nous avons créé une commission mixte de réflexion sur ce sujet, présidée par le professeur Auriol, pour réfléchir à l'évolution des usages et des besoins en eau, notamment dans l'agriculture et dans le monde rural.

Bravo à ceux qui, depuis dix ans, se dévouent et vont continuer à le faire, comme l'ont fait en 1950 leurs arrière-grands-parents qui s'interrogeaient sur la manière de fournir du pain à tous. ■

